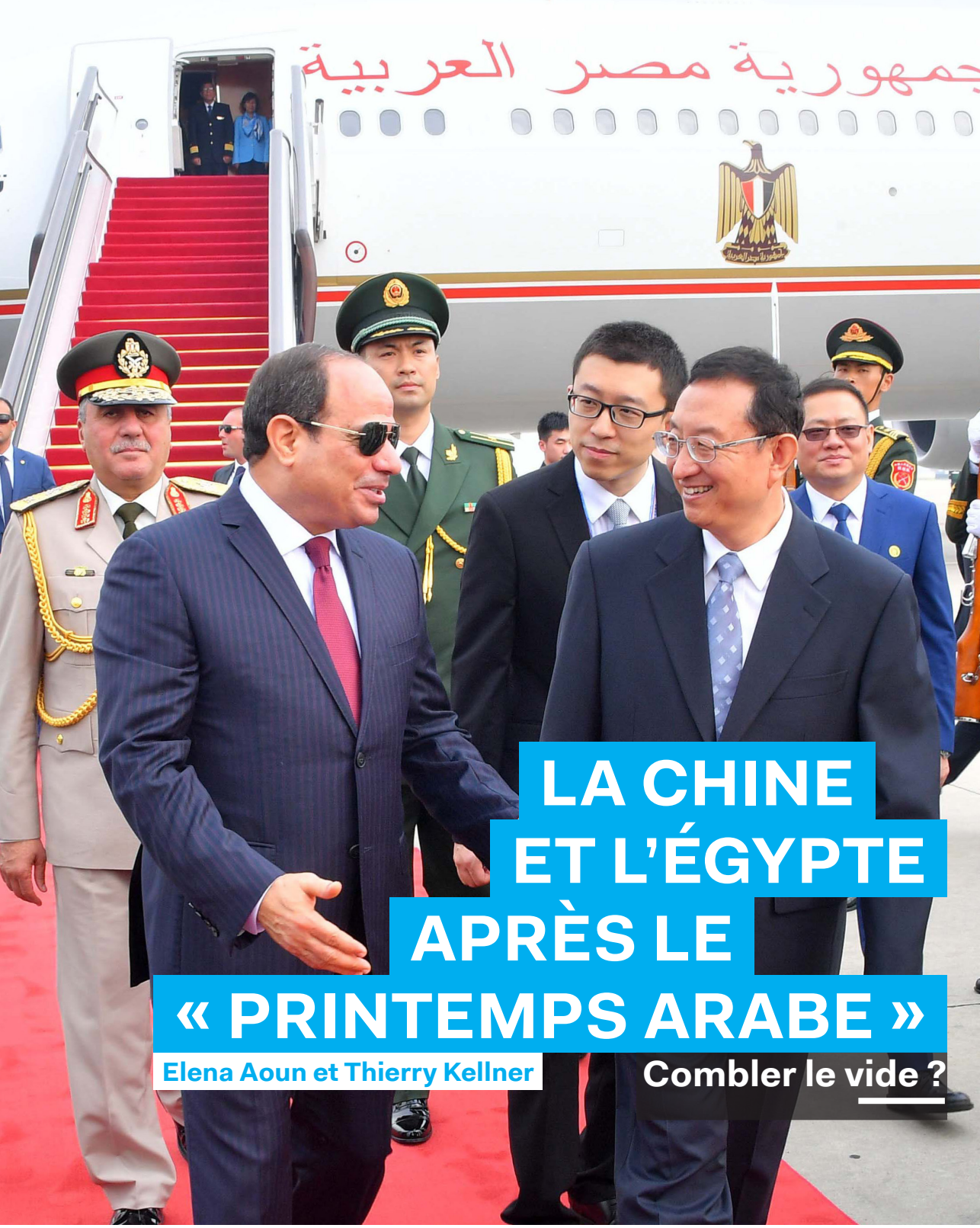


LA CHINE ET L'ÉGYPTE APRÈS LE « PRINTEMPS ARABE »

Combler le vide ?

Elena Aoun et Thierry Kellner

GRIP

LES RAPPORTS DU GRIP 2018/7

© Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Chaussée de Louvain, 467
B-1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241.84.20
Courriel: admi@grip.org
Site Internet: www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est une association sans but lucratif.

La reproduction est autorisée, moyennant mention de la source et de l'auteur.
Photo de couverture : le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi en visite à Pékin en septembre 2018. (crédit photo : *Press photo/Presidency/Egypt Today)*

Prix : 8 euros

ISSN : 2466-6734
ISBN : 978-2-87291-140-0

Version PDF :
www.grip.org/fr/node/2712

Les rapports du GRIP sont également diffusés sur www.i6doc.com, l'édition universitaire en ligne.

Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles
www.educationpermanente.cfwb.be

Elena Aoun et Thierry Kellner

LA CHINE ET L'ÉGYPTE APRÈS LE «PRINTEMPS ARABE» :

Combler le vide ?

LES RAPPORTS DU GRIP 2018/07

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 3

I. DE FAROUK À SADATE : HAUTS ET BAS DES RELATIONS BILATÉRALES 5

A. Guerre froide et positionnements divergents 5
B Les turbulences bilatérales sous Nasser 7
C. La relance sous Anouar al Sadate 11

II. LA DISCRÈTE PÉNÉTRATION CHINOISE EN ÉGYPTE : LA PRÉSIDENCE MOUBARAK (1981-2011) 14

A. La stabilisation d'une relation au long cours 14
B. L'importance de l'Égypte après Tian An Men 17
C. Approfondissement des domaines de coopération et nouvelles collaborations 19
D. Accélération après l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001 21
E. L'intérêt de Moubarak pour le « modèle chinois » 26
F. Les investissements de Pékin 28
G. Le déploiement d'instruments de « soft power »... 29
H .... et ses livraisons d'armes. 30

III. LE « PRINTEMPS ÉGYPTIEN » ET SES REBONDISSEMENTS *:* AU-DELÀ DES CHOCS, UNE RELANCE RAPIDE 32

A. De l'inquiétude ... 32
B. ... à l'adaptation 33
C. Le choix « chinois » de Morsi 35
D. Pékin face au retournement de l'été 2013 : une réception tout en douceur 37

IV. LA MISE EN PLACE D'UN « PARTENARIAT STRATÉGIQUE GLOBAL » SOUS AL-SISI 39

A. Le « partenariat stratégique global » : un développement hautement symbolique 39
B. Multiplication des rencontres 41
C. La visite historique de Xi Jinping au Caire 42
D. L'essor de la coopération sécuritaire 44
E. L'Égypte et le projet de route de la soie 45
F. L'accélération des coopérations économiques et des investissements 49
G. L'intégration de l'Égypte dans les dynamiques multilatérales impulsées par la Chine 53
H. Le décollage étonnamment lent du commerce bilatéral 55

CONCLUSION 59

INTRODUCTION

Depuis le début de la décennie, les pays du Moyen-Orient (MO) se trouvent confrontés à une série de crises qui, même lorsqu'elles sont initialement nationales, tendent à se régionaliser et s'internationaliser. Pour faire face aux bouleversements multidimensionnels qui en résultent, les acteurs locaux cherchent à diversifier, voire à réviser leurs alliances internationales traditionnelles. Coïncidant avec un activisme diplomatique et économique plus affirmé de la part de pays émergents, cette évolution ouvre des opportunités croisées nouvelles. C'est le cas pour la Chine qui a significativement accru sa présence partout au MO depuis près d'une décennie [1], et tout singulièrement en Égypte.

Jusque dans les années 1990, cette région ne faisait pas partie des priorités chinoises même si Pékin n'en était pas absent. De fait, dès les années 1950, la République populaire de Chine (RPC) y a développé des intérêts et des liens avec certains acteurs, dont l'Égypte. Initialement fort dépendantes des aléas de la Guerre froide, ces relations ont connu une évolution importante avec la politique d'ouverture économique lancée par Deng Xiaoping au tournant de la décennie 1970 et 1980 puis avec la croissance rapide des besoins énergétiques de la Chine en raison de son essor économique. Devenu importateur de pétrole en 1993, le pays s'est tourné vers le MO. Cette région a alors remplacé assez rapidement la zone Asie-Pacifique comme principal fournisseur pétrolier de la Chine, devenant ainsi vitale pour son approvisionnement. Dans la période post-11 septembre 2001, les relations économiques et commerciales entre la RPC et le MO pris dans son sens large — de l'Afrique du Nord au golfe Persique — sont graduellement passées à la vitesse supérieure. Peu avant les « Printemps arabes », la Chine se classait dans le top 5 des partenaires économiques de la majorité des pays de la région. Marqué notamment par l'enlisement de Washington en Afghanistan et en Irak, la crise financière de 2008/2009 et le rééquilibrage vers l'Asie de la politique étrangère américaine par l'administration Obama, le contexte international était particulièrement porteur d'opportunités nouvelles pour Pékin.

1. Voir Ben Simpfendorfer, *The new silk road: How a rising Arab world is turning away from the West and rediscovering China*, révisé et mis à jour, Basingstoke, Hampshire, New York, Palgrave Macmillan, 2011, v–202 p. ; *China-Middle East relations: review and analysis*, editor-in-chief Yang Guang ; translators Lui Maomin and Michelle Wan, UK, Paths International Ltd; China, Social Sciences Academic Press, 2012, vol. 1. ; Muhamad Olimat, *China and the Middle East: From Silk Road to Arab Spring*, First edition, Abingdon, Oxon, Routledge, 2013, xii–224 p. ; Muhamad Olimat, *China and the Middle East since World War II: A bilateral approach*, Lanham, Maryland, Lexington Books, 2014, xv–335 p. ; *Toward well-oiled relations? China's presence in the Middle East following the Arab Spring*, Niv Horesh (dir.), Houndmills, Basingstoke, Hampshire, New York, NY, Palgrave Macmillan, 2016, xii–239 p. ; *China's presence in the Middle East : the implications of the One Belt, One Road*, Anoushiravan Ehteshami and Niv Horesh (dir.), London, Routledge, Taylor & Francis Group, 2018, vi–219 p. ; *The Red Star and the Crescent : China and the Middle East*, James Reardon-Anderson Ed., Oxford, Oxford University Press, 2018, xi–327 p. ; James M. Dorsey, *China and the Middle East: venturing into the maelstrom*, Cham, Switzerland, Palgrave Macmillan, 2019, xi–278 p.

Les turbulences induites par les « Printemps arabes » et leurs suites pour la plupart des pays de la région agissent curieusement comme un aiguillon de plus. Malgré les désordres et les bouleversements que connaît la zone, la Chine continue d'y étendre ses relations multiformes avec de nombreux partenaires.

Cette évolution s'explique du fait que la volonté chinoise d'étoffer ses rapports avec les pays du MO rencontre une volonté égale de la part des acteurs locaux de tirer profit des capacités économiques et financières, mais aussi politiques et militaires, de Pékin.

Le cas des relations sino-égyptiennes est à ce titre particulièrement saillant. Il illustre très bien ces intérêts croisés qui, dépassant l'enjeu énergétique, permettent la mise en place de synergies nouvelles entre la Chine et cette région stratégique qu'est le MO. Demeurée jusqu'à récemment un pré carré américain, l'Égypte se tourne de manière de plus en plus marquée vers Pékin pour y trouver un soutien à ses choix politiques et des coopérations destinées à redémarrer son économie. De fait, naviguant d'un régime autoritaire à un autre depuis 2011 et confronté à une aggravation de sa situation économique du fait de l'instabilité, le pays est en quête de partenaires qui ne contestent pas les trajectoires politiques adoptées et ne conditionnent pas la coopération ou leur appui à des considérations telles que le respect des droits de l'Homme. Mais au-delà de ces intérêts pragmatiques, Le Caire semble rejoindre la Chine dans l'esquisse d'interactions et de dynamiques potentiellement constitutives d'un ordre mondial sinon nouveau du moins partiellement alternatif à l'actuel, toujours occidentalo-centré. C'est ce que cette étude va tenter de montrer en adoptant une perspective de long terme. En effet, il est particulièrement intéressant de retracer cette montée en puissance des relations sino-égyptiennes dans la durée, de manière à en montrer les continuités et les ruptures ainsi que, dans la période récente, les convergences qui se sont affirmées dans les années 2010, leurs aiguillons et le sens qu'elles peuvent avoir en une période de grande fluidité du système international.

Après une section I consacrée à un survol des relations entre les deux pays durant les premières décennies de la Guerre froide, fort chaotiques pour les deux, cette étude s'intéresse dans une section II à la densification continue, mais discrète, des échanges et des interactions tout au long du régime de Hosni Moubarak. Dans la section III, elle analyse la capacité de la diplomatie chinoise à s'adapter aux bouleversements qui se succèdent en Égypte après l'éviction du Raïs égyptien et à dialoguer et à coopérer avec les détenteurs du pouvoir quels qu'ils soient. Cette flexibilité ou adaptabilité découle notamment d'un discours chinois conforme dans sa lettre au principe de non-ingérence et au droit à l'autodétermination des peuples. C'est une posture qui se trouve en rupture avec les diplomaties occidentales qui, pour la plupart, ont eu une approche fondamentalement normative des « Printemps arabes ». Enfin, les multiples facettes du partenariat stratégique intégral conclu entre Pékin et Le Caire sont étudiées dans une ultime section qui porte une attention particulière aux intérêts et perceptions croisés qui l'ont rendu possible.

I. DE FAROUK À SADATE : HAUTS ET BAS DES RELATIONS BILATÉRALES

Si, avant la prise du pouvoir en 1949, on trouve dans les écrits de Mao Zedong et d'autres dirigeants du Parti communiste chinois une identification forte avec les Égyptiens, comme avec d'autres peuples ayant perdu leur indépendance face aux puissances impérialistes[2], les relations politiques entre la Chine communiste et la monarchie égyptienne sont inexistantes au départ. Les débuts de la Guerre froide font d'ailleurs diverger les positionnements des deux pays. Le Caire, malgré l'essor du nationalisme et des rapports difficiles avec le Royaume-Uni, reste proche du camp occidental[3] alors que Pékin penche du côté soviétique. Par la suite toutefois, les relations entre les deux pays connaîtront une phase de développement assez marquée à la faveur du contexte nouveau apporté par le mouvement des États non alignés au sein duquel ils sont des acteurs significatifs. En réalité, c'est presque toujours en fonction de leurs positionnements respectifs à l'égard des deux superpuissances de l'époque que les régimes en place à Pékin et au Caire se retrouvent dans une dynamique soit de convergence soit de distanciation. Sans grande surprise, ces fluctuations s'estompent lorsque les deux pays se retrouvent dans une dynamique de rapprochement avec Washington et d'inimitié avec Moscou dans la décennie 1970. Discrètement, les relations entre Le Caire et Pékin s'étoffent, notamment en matière de coopération militaire, l'Égypte devenant un bon client de la Chine en matière d'armements. Bien que certains dossiers tels que le conflit israélo-palestinien placent parfois les positions des deux pays sur des trajectoires opposées, l'intérêt que l'un et l'autre trouvent à approfondir leurs relations se démentira rarement.

A. Guerre froide et positionnements divergents

Au moment de l'établissement de la RPC en octobre 1949, l'Égypte du roi Farouk considère le gouvernement nationaliste replié à Taiwan comme le seul représentant légal du peuple chinois. En tant que membre non permanent du Conseil de sécurité (CS) de l'Organisation des Nations unies (ONU), Le Caire vote en janvier 1950 contre la proposition soviétique d'exclure le délégué taiwanais du CS au motif qu'il ne représente pas la « Chine ».

2. D'après Gregg A. Brazinsky, *Winning the Third World. Sino-American Rivalry during the Cold War*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2017, p. 17. L'historien Michael Hunt évoque à ce propos le concept de « communauté des faibles et des opprimés » à laquelle les dirigeants du PCC s'identifient. Voir Michael H. Hunt, *The Genesis of Chinese Communist Foreign Policy*, New York, Columbia University Press, 1996, p. 114.

3. Sur les relations complexes de l'Égypte avec la Grande-Bretagne et les États-Unis à cette période, *cf.* Peter L. Hahn, *The United States, Great Britain, and Egypt, 1945-1956: Strategy and diplomacy in the early Cold War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1991, xii–359 p.

Cette position lui vaut d'être immédiatement dénoncé par Pékin comme « *laquais de l'impérialisme américain* »[4], ce qui n'augure rien de positif pour le futur des relations bilatérales.

Pourtant, à partir de 1950, le régime égyptien évolue vers une position plus « neutraliste » en politique étrangère, ce qui assouplit sa position vis-à-vis de la RPC. Ainsi, lors de plusieurs votes onusiens concernant directement ou indirectement la Chine communiste, Le Caire s'abstient. Certains s'interrogent déjà en Égypte sur la possibilité d'établir des relations avec le régime communiste chinois. Par ailleurs, facteur supplémentaire, le soutien de Washington à l'égard d'Israël indispose Le Caire et l'amène à rééquilibrer sa politique étrangère pour exprimer son mécontentement[5].

Ce développement éveille immédiatement l'intérêt chinois. Pékin l'interprète comme une manifestation d'une prise de distance du Caire par rapport au camp occidental et à Washington en particulier. C'est pour la RPC une opportunité à exploiter pour tenter de nouer des liens avec un pays jugé important non seulement dans le cadre des Nations unies, mais aussi au regard du monde arabe et de l'Afrique. Sur le plan idéologique et politique, au sein du bloc communiste, Pékin se voit en effet — et est reconnue comme tel par Moscou à ce moment — comme le leader naturel de la révolution dans les espaces coloniaux et semi-coloniaux selon le lexique de l'époque[6]. Les autorités chinoises considèrent comme une priorité le développement de leurs relations avec les États de ces espaces qui sont perçus comme des partenaires potentiels dans le cadre d'un « front uni » anti-impérialiste. Le poids international de l'Égypte et l'opportunité qu'offre sa volonté de marquer son indépendance vis-à-vis des Occidentaux à ce moment font de ce pays une priorité. D'autres actions et prises de position du gouvernement égyptien au cours de l'année 1951 confortent cette perception chinoise comme l'abrogation par Le Caire du traité anglo-égyptien de 1936 et des accords de 1889 sur le Soudan ou son refus de participer à un *Middle East Command* proposé par les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et la Turquie[7].

Dans ce contexte, Pékin considère le coup d'État militaire de juillet 1952, qu'il attribue à l'influence anglo-américaine, comme un revers pour ses propres ambitions. Il condamne donc cette « ingérence », ce qui lui vaut l'inimitié initiale du nouveau régime égyptien qui adopte une position hostile à l'égard de la RPC, notamment à l'ONU, où il soutient une résolution parrainée par les États-Unis en faveur de Taiwan[8].

4. Yitzhak Shichor, *The Middle East in China's foreign policy, 1949–1977*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1979, p. 27.
5. *Idem*, p. 29.
6. Voir sur la division du travail au sein du bloc communiste à cette période : Chen Jian, « Bridging Revolution and Decolonization : The 'Bandung Discourse' in China's Early Cold War Experience », *The Chinese Historical Review*, vol. 15, n° 2, automne 2008, p. 214–217.
7. Détails dans Yitzhak Shichor, *The Middle East in China's foreign policy, 1949–1977*, p. 30.
8. *Idem*, p. 31.

B. Les turbulences bilatérales sous Nasser

Cependant, notamment sous l'influence de l'Inde[9], la partie égyptienne adopte progressivement un comportement plus flexible à l'égard de Pékin. Un changement mutuel d'attitude se dessine dans le courant des années 1953 et 1954, à mesure que les dynamiques contestant l'ordre bipolaire s'affirment. Par la suite, dans le sillage de la conférence afro-asiatique de Bandung en avril 1955, des contacts politiques directs s'établissent dans le cadre de rencontres entre le Premier ministre Zhou Enlai et le président Gamal Abdel Nasser. Les intérêts concordants des deux régimes expliquent ce développement. Pékin cherche depuis la fin des combats en Corée, et surtout à partir de la conférence de Genève de 1954, à promouvoir une image de « normalité ». Il souhaite également renforcer son statut et élargir son audience dans le système international en s'appuyant sur l'essor des relations avec des pays non occidentaux appartenant à la « zone intermédiaire » telle que définie par Mao Zedong en 1946 et remise au goût du jour après la mort de Staline en 1953. Les intérêts économiques ne sont pas absents de ces calculs, Pékin étant soumis à un embargo économique sévère de Washington[10]. Pour atteindre ses objectifs, la Chine s'appuie sur l'idée de « coexistence pacifique » dont les « 5 principes »[11] sont mis en avant par sa diplomatie[12].

Dans une perspective chinoise, l'intérêt à tisser de nouveaux liens avec le régime nationaliste égyptien se comprend donc à la fois en raison de l'importance géopolitique et économique de l'Égypte, mais aussi de la stature, du prestige et de l'influence politique de Nasser sur la scène internationale, et en particulier dans le monde arabe et au sein du mouvement afro-asiatique. De son côté, le régime de Nasser, en difficulté dans ses rapports avec l'administration Eisenhower, espère, semble-t-il, l'aide de la RPC pour obtenir des armes du bloc communiste[13]. Nasser considère également la Chine comme un marché pour le coton égyptien, une des principales exportations du pays, alors que les Occidentaux ont réduit leurs commandes. Les conditions sont donc réunies pour une rencontre fructueuse entre les leaders égyptien et chinois à Bandung[14].

Un rapprochement concret se matérialise rapidement après ces discussions. Des relations culturelles sont établies lors de la visite d'une délégation religieuse égyptienne en mai 1955. L'*Association islamique de Chine* envoie un premier groupe de pèlerins musulmans pour visiter l'Égypte en août 1955 puis une délégation dirigée par son directeur au début de l'année 1956.

---

9. *Ibidem*.
10. Voir Shu Guang Zhang, *Economic Cold War: America's Embargo against China and the Sino-Soviet Alliance, 1949–1963*, Washington, DC, Woodrow Wilson Center Press, 2001, 416 p.
11. C'est-à-dire : respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté ; non-agression mutuelle ; non-immixtion mutuelle dans les affaires intérieures ; égalité et avantages mutuels ; ainsi que la coexistence pacifique.
12. Voir Chen Jian, « Bridging Revolution and Decolonization: The 'Bandung Discourse' in China's Early Cold War Experience », *op. cit.*, p. 207–241 et Shu Guang Zhang, « Constructing 'Peaceful Coexistence': China's Diplomacy toward the Geneva and Bandung Conferences, 1954-55 », *Cold War History*, vol. 7, n° 4, p. 509–528.
13. Yitzhak Shichor, *The Middle East in China's foreign policy, 1949–1977*, *op. cit.*, p. 41.
14. Détails des rencontres dans Brazinsky, Gregg A., *Winning the Third World. Sino-American Rivalry during the Cold War*, *op. cit.*, p. 102.

Un accord bilatéral de coopération culturelle est conclu[15]. Ces contacts sont complétés par un renforcement des liens commerciaux visant à consolider la relation bilatérale naissante. Une délégation menée par le ministre égyptien du Commerce et de l'Industrie se rend en RPC en août 1955. Un accord commercial est signé à cette occasion et la création mutuelle de bureaux commerciaux est décidée. Ils sont mis en place au début de l'année 1956[16]. Pékin favorise notamment l'accroissement des exportations de coton égyptien vers son marché[17]. En 1955, il en importe pour 24,5 millions USD (environ l'équivalent de 220 millions USD en 2018) soit 8 % du total des exportations de coton du Caire cette année[18]. Plus que de commerce, il s'agit en réalité selon John Copper d'une forme d'assistance, la première accordée par la RPC à un pays du Moyen-Orient. Elle est destinée à stimuler l'intérêt à coopérer avec elle. La Chine poursuivra cette politique d'assistance dans les années suivantes pour renforcer les relations avec Nasser et obtenir son appui[19].

En mai 1956, dans un contexte de tensions avec les États-Unis, l'Égypte, qui entretenait jusqu'alors des relations avec Taipei, devient à la surprise générale et à la consternation de Washington, le premier pays arabe à reconnaître diplomatiquement Pékin[20]. D'autres pays arabes ne sont pas longs à en faire de même, dont la Syrie en août et le Yémen en septembre 1956. Il s'agit d'une importante victoire diplomatique et symbolique pour la RPC. Comme escompté, les relations nouées avec Le Caire lui permettent non seulement de réduire son isolement international et d'améliorer son image, mais elles contribuent aussi à stimuler le mouvement de reconnaissance en sa faveur par d'autres États en développement. C'est également une carte utile au sein de l'ONU face à Taiwan et à ses soutiens occidentaux. Ces relations lui offrent aussi un relais essentiel vers le Moyen-Orient et l'Afrique et une base potentielle pour développer ses opérations en direction de ces deux espaces.

Le contexte international teste néanmoins rapidement les limites des relations sino-égyptiennes. Pékin prend notamment son temps — trois semaines ! — avant de soutenir dans sa rhétorique la nationalisation du canal de Suez par Nasser en juillet 1956. Il réagit plus rapidement lors de la crise de Suez en octobre de la même année, dénonçant l'« agression » dont est victime l'Égypte puis se réjouissant de la « victoire » égyptienne. Toutefois, tout au long de la crise, le soutien chinois reste symbolique, et sans engagement concret, ce qui en limite l'intérêt pour Le Caire[21]. Même si les deux pays signent un nouvel accord commercial fin 1957 et qu'une *Association d'amitié Égypte-Chine* est fondée au début du janvier 1958, leur tour de valse se clôt rapidement.

15. Ma Lirong, « China's Cultural and Public Diplomacy to Countries in the Middle East », *Journal of Middle Eastern and Islamic Studies (in Asia)*, vol. 4, n° 2, 2010, p. 33.
16. *Ibidem*.
17. Yitzhak Shichor, *The Middle East in China's foreign policy, 1949–1977*, *op. cit.*, p. 42.
18. *Ibidem*.
19. Détails de l'assistance chinoise à cette période dans Copper, John Franklin, *China's foreign aid and investment diplomacy*, vol. III, Strategy Beyond Asia and Challenges to the United States and the International Order, Houndmills, Basingstoke, Hampshire, New York, NY, Palgrave Macmillan, 2015, p. 104–105.
20. Voir détails et contexte de cette décision dans Yitzhak Shichor, *The Middle East in China's foreign policy, 1949–1977, op. cit.*, p. 45 et ss.
21. *Idem*, p. 50-51.

Dès 1957 et 1958, leurs positionnements politiques divergent. En réalité, selon Y. Shichor, Pékin désapprouve, sans encore le dire publiquement, les trois niveaux de la politique menée par Nasser : interne, interarabe et international[22]. Au niveau interne, il s'inquiète de la répression menée en Égypte à l'égard des communistes. Sur le plan interarabe, il réprouve les ambitions hégémoniques du Raïs. Enfin, sur le plan international, le « neutralisme » de Nasser l'agace de manière croissante car de son point de vue, il signifie compromis avec l'Occident, amitié avec Tito qu'il déteste, et hostilité envers les pays socialistes. Dans ces conditions, les relations politiques bilatérales se dégradent sur plusieurs dossiers[23] et traversent de fortes turbulences en 1958-1959, les deux pays se livrant à une campagne de critiques mutuelles. Pékin accuse Le Caire d'abandonner le « neutralisme progressiste » et ce dernier rétorque que la Chine ne respecte pas ses propres « 5 principes » de la coexistence pacifique[24].

Reflétant cette crispation, le volume du commerce sino-égyptien se réduit au cours des années suivantes. S'il n'y a pas rupture, les relations sont erratiques et les intérêts et les positionnements des deux pays divergent de manière croissante. Leurs rapports bilatéraux sont influencés négativement par le radicalisme de la politique maoïste tant sur la scène domestique[25] qu'internationale. Dans ce dernier domaine, les conséquences de la guerre sino-indienne de 1962 sur les relations sino-égyptiennes méritent d'être signalées. Ce conflit ternit en effet considérablement l'image de la RPC au sein des mouvements afro-asiatiques et des non-alignés, dans le monde arabe en général et en Égypte en particulier. Nasser, proche de Nehru, penche davantage du côté de New Delhi même s'il a proposé sa « médiation » au cours du conflit[26]. Cette position n'est guère appréciée à Pékin.

Néanmoins, c'est sans doute le conflit idéologique et la compétition internationale de plus en plus intense entre la RPC et l'Union soviétique (URSS) au long de la décennie 1960 qui pèse le plus sur les rapports bilatéraux sino-égyptiens. Nasser choisissant Moscou plutôt que Pékin, les relations se détériorent. En fait, l'offensive de charme diplomatique lancée par la RPC de 1963-1965 au Moyen-Orient et en Afrique, en particulier à l'égard de l'Égypte, ne convainc guère le Raïs. L'étape égyptienne de la tournée de Zhou Enlai en Afrique en 1963-1964, destinée à rehausser l'image de la Chine et à relancer les rapports bilatéraux, n'est guère fructueuse[27]. L'absence de Nasser à l'arrivée de Zhou Enlai au Caire, peut-être sous l'influence soviétique, symbolise la froideur du climat qui s'est établi dans les relations bilatérales. Même si le leader chinois rencontre le président égyptien à plusieurs reprises lors de ce séjour et par la suite, leurs positions sur l'URSS —comme d'ailleurs sur l'Inde—restent inconciliables.

---

22. *Idem*, p. 76 et ss.
23. Tensions idéologiques, Nasser ayant notamment lancé une campagne contre les partis communistes en Égypte et en Syrie peu appréciée de Pékin, mais aussi sur les dossiers irakien ou tibétain.
24. Voir Jeremy Scott Friedman, *Shadow Cold War: The Sino-Soviet Competition for the Third World*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2015, p. 40–44 et Brazinsky, Gregg A., *Winning the Third World. Sino-American Rivalry during the Cold War*, *op. cit.*, p. 178 et ss.
25. Pour rappel, la période du *Grand Bond en avant* s'ouvre en 1958 et celle de la *Révolution culturelle* en 1966.
26. Brazinsky, Gregg A., *Winning the Third World. Sino-American Rivalry during the Cold War*, *op. cit.*, p. 188 et ss.
27. Détails dans Yitzhak Shichor, *The Middle East in China's foreign policy, 1949–1977*, *op. cit.*, p. 120 et ss.

Cette divergence s'exprime aussi au sein du mouvement afro-asiatique[28]. La RPC cherche en effet l'appui de Nasser pour organiser sans Moscou une *Deuxième conférence afro-asiatique,* un « Second Bandung ». Elle n'hésite pas à lui octroyer un crédit de 80 millions USD pour la mise en place de projets industriels afin de l'encourager à soutenir son projet. Nasser, mécontent du positionnement anti-soviétique et anti-indien que la RPC cherche à répandre dans le mouvement afro-asiatique, obtient au contraire la participation de Moscou à la conférence prévue au départ en juin 1965 à Alger. Face à cette perspective, Pékin ne négligera aucun effort pour la faire échouer. L'événement est finalement reporté indéfiniment en novembre 1965, mettant par la même occasion un terme au mouvement afro-asiatique.

Ainsi, les rapports avec Pékin se distendent à mesure que s'approfondissent ceux noués par Le Caire avec Moscou depuis 1955[29]. Les deux pays coopèrent au Yémen et, au grand dam de Pékin, Khrouchtchev visite la capitale égyptienne en 1964, et Nasser Moscou à l'été 1965. L'influence soviétique en Égypte se fait encore plus massive après la guerre des Six Jours de 1967, limitant d'autant toute possibilité de rapprochement entre Le Caire et Pékin. Au final, de 1955 à 1976, l'Égypte bénéficie du plus grand engagement de l'URSS dans un pays du tiers monde non-communiste : soit près de 2 milliards USD d'aide économique, environ 5 milliards d'aide militaire, et plus de 20 000 militaires qui y sont stationnés à un moment ou à un autre selon Fred Halliday[30]. Vu sa grande faiblesse économique, la RPC ne pouvait guère concurrencer un tel niveau d'assistance.

Outre la relation avec Moscou, d'autres dossiers contribuent également à la dégradation des rapports entre Pékin et Le Caire à cette période comme le soutien du régime chinois à l'OLP —sans consultation et contre le positionnement de Nasser—[31] ou le coup d'État communiste avorté en Indonésie dans lequel la RPC est soupçonnée par le Raïs d'avoir joué un rôle. La « Révolution culturelle » qui secoue la Chine à partir de 1966 et le caractère erratique et radical de sa politique étrangère, profondément idéologique à cette période, ne favorisent pas une amélioration des relations même si la RPC, profitant du choc de la guerre des Six Jours, tente en 1967 de les relancer grâce à sa politique d'assistance. Pékin envoie en effet 150 000 tonnes de blé en Égypte et promet un prêt de 10 millions USD (environ 75 millions de USD en 2018). Ses tentatives sont cependant contrariées par les efforts que déploie l'URSS d'afin d'empêcher tout développement de l'influence chinoise dans le pays. Loin de se renouer, les relations se dégradent au contraire. Réagissant entre autres à des critiques chinoises à l'encontre du Raïs, l'Égypte rappelle son ambassadeur en Chine en juillet 1968. Le poste ne sera à nouveau pourvu qu'en septembre 1969. De son côté, Pékin rappelle son propre ambassadeur en Égypte en juillet 1969 alors même qu'il renouvelle ses ambassadeurs dans les autres capitales arabes après la phase la plus aiguë de la « Révolution culturelle ». Symbolisant la distance prise dans les relations entre les deux pays, le poste restera vacant jusqu'en juin 1970.

28. Voir Lorenz M. Lüthi, « The Sino-Soviet Split and Its Consequences » dans *The Routledge Handbook of the Cold War*, Artemy M. Kalinovsky and Craig A. Daigle (dir.), Milton Park, Abingdon, Oxon, Routledge, 2014, p. 81–83.
29. Voir Karen Dawisha, *Soviet foreign policy towards Egypt*, London, Macmillan, 1979, xiii–271 p.
30. Fred Halliday, « The Soviet Union in Egypt and the Middle East », *Arab Studies Quarterly*, vol. 5, n° 3, été 1983, p. 297–301.
31. Pékin rappellera dans ce contexte son ambassadeur au Caire en décembre 1965.

C. La relance sous Anouar al Sadate

Il faut attendre la disparition de Nasser (1970) pour voir une relance des rapports bilatéraux sous la présidence modérée d'Anouar al Sadate qui lui succède. Le double contexte du rapprochement croisé sino-américain entre 1969 et 1972[32] et du refroidissement des relations entre Le Caire et Moscou explique cette évolution. Le gouvernement égyptien commence en effet à renouer des contacts avec Washington en 1971 ; en juillet 1972, il expulse les conseillers militaires soviétiques du pays[33]. Les relations entre Chine et Égypte peuvent alors se ranimer. Premier pas concret, le ministre égyptien des Affaires étrangères est reçu à Pékin en mars 1973. Il est suivi en septembre 1973 par le Vice-président égyptien qui y rencontre Zhou Enlai et Mao Zedong. Il s'agit là d'une première depuis le milieu des années 1960. Après la guerre du Kippour (1973) au cours de laquelle Pékin offre au Caire son soutien rhétorique, la capitale chinoise qui a toujours en vue l'affaiblissement des positions soviétiques au Moyen-Orient, soutient la politique étrangère suivie par le président Sadate. Elle salue le rapprochement américano-égyptien qui se dessine après ce conflit[34] de même que, en 1976, l'abrogation du Traité d'amitié et de coopération soviéto-égyptien qui consomme la rupture entre les deux pays. Ce divorce écarte l'obstacle majeur qui grevait les relations sino-égyptiennes.

Dix jours seulement après l'abrogation du traité avec l'URSS, le président Sadate annonce que la Chine a fourni gratuitement à l'Égypte des moteurs et des pièces de rechange pour ses MiG. Ce premier acte de la coopération militaire ne reste pas isolé. En avril 1976, à l'occasion de la visite en RPC de Hosni Moubarak, alors Vice-président, les deux pays s'accordent sur des livraisons d'armes et d'équipements. Un protocole militaire à long terme, le premier du genre, est également signé. De fait, entre ce moment et la mort du président Sadate en 1981, la Chine exporte pour 477 millions USD d'équipements militaires en Égypte, devenant le troisième fournisseur d'armes du pays après les États-Unis et la France pour cette période[35]. Les rapports dans ce domaine s'étendent par la suite à la fin de la période Sadate, mais surtout sous la présidence Moubarak.

Du côté chinois, cette augmentation des transferts d'armement vers l'Égypte est à mettre en lien avec l'adoption par Deng Xiaoping d'une politique de modernisation économique qui confère aux ventes d'armes le statut de levier visant à stimuler les exportations. Dans les années 1980, Le Caire devient un des principaux clients de Pékin dans ce domaine[36]. Dès 1979, la RPC accepte de lui fournir des avions[37] et, de fait, à la fin de 1982, plusieurs dizaines de MiG 19 ont déjà été livrés[38].

---

32. Détails dans Chris Tudda, *A Cold War turning point: Nixon and China, 1969–1972*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2012, xviii–274 p.
33. Voir Yitzhak Shichor, *The Middle East in China's foreign policy, 1949–1977*, *op. cit.*, p. 167 et ss.
34. Les deux pays ont renoué des relations diplomatiques normales en février 1974.
35. Chiffres du SIPRI, *https://www.sipri.org/databases* (consultés en décembre 2018).
36. « Chinese to display aircraft, missiles at British air show », *The Globe and Mail* (Canada), 11 août 1986.
37. Thomas W. Lippman, « China Will Sell Arms to Egypt, Sadat Announces », *The Washington Post*, 6 juin 1979.
38. David B. Ottaway, « Zhao Calls Arabs' Plan 'Practical' Route to Talks », *The Washington Post*, 22 décembre 1982.

En janvier 1980, un protocole supplémentaire est signé lors d'une nouvelle visite de Hosni Moubarak à Pékin. La partie chinoise fournit des sous-marins à partir de 1981 puis des navires de guerre anti-sous-marins[39], suivis par d'autres types de navires et d'équipements tout au long de la décennie. Entre 1979 et 1990, Pékin exporte ainsi pour plus de 2,2 milliards USD d'armements en Égypte, soit 16,14 % du total des importations d'armements de ce pays à cette période. Ces montants placent Pékin en seconde position derrière Washington (7,9 milliards USD d'exportations) parmi les fournisseurs d'armements du Caire[40]. Absorbant 13,6 % du total de ses ventes d'armements entre 1979 et 1990, le marché égyptien se classe pour cette période à la troisième place parmi les clients de la Chine derrière le Pakistan (1er) et l'Irak (2e), mais devant l'Iran (4e) et la Corée du Nord (5e)[41]. Soutenue par les ambitions de modernisation économique chinoise, cette évolution l'est aussi par les objectifs politiques égyptiens. De fait, ces ventes d'armes renforcent non seulement les capacités des forces armées nationales, mais elles sont aussi utiles à la politique d'assistance du Caire à l'Irak dans la guerre qui oppose ce dernier à l'Iran (1981 à 1988). Par exemple, l'Égypte assemble discrètement des avions fournis par la Chine avant de les transférer à l'armée irakienne.

Dans le même intervalle, l'Égypte et la Chine étendent aussi leurs rapports économiques et culturels. Divers accords destinés à faciliter les relations économiques sont signés en mars 1977 : accord commercial de longue durée et accord de paiement à long terme (couvrant la période de 1977 à fin 1980, renouvelé en juin 1981)[42]. Des protocoles commerciaux annuels le sont les années suivantes, Pékin s'intéressant au marché égyptien pour ses exportations[43]. En 1979, ils renouent aussi leur coopération culturelle[44] et, début 1980, explorent les possibilités de développer le tourisme, un secteur très important pour l'Égypte[45]. Un accord est conclu dans ce domaine en avril 1981[46].

Les alignements respectifs des deux pays dans le système international au tournant des décennies 1970/1980 contribuent à l'évidence au développement des relations bilatérales. Face à l'URSS, et aussi pour essayer de trouver une solution au conflit israélo-arabe, l'Égypte cultive ses rapports avec Washington alors que Pékin noue des relations diplomatiques officielles avec les États-Unis le 1er janvier 1979. Malgré la différence de régime politique, la RPC et l'Égypte se considèrent comme des pays « en développement » et partagent d'importantes convergences politiques et idéologiques en termes d'indépendance nationale, de non-alignement, de lutte contre l'« impérialisme », le « colonialisme » ou l'apartheid[47].

39. « Egypt : New Naval Vessels Join Fleet », *Defense & Foreign Affairs*, juin/juillet, 1984.
40. Chiffres du SIPRI, *https://www.sipri.org/databases* (consultés en décembre 2018).
41. Chiffres du SIPRI, *https://www.sipri.org/databases* (consultés en décembre 2018).
42. « China, Egypt sign long-term trade agreement, long-term payment agreement and trade protocol for 1977 in Peking », *Xinhua*, 22 mars 1977 et « Sino-Egyptian trade protocol signed in Beijing », *Xinhua*, 12 juin 1981.
43. « China, Egypt sign trade protocol », *Xinhua*, 26 mars 1978 ; « China, Egypt sign trade protocol in Beijing », *Xinhua*, 20 avril 1979 ; « Sino-Egyptian trade protocol signed in Beijing », *Xinhua*, 12 juin 1981.
44. « China-Egypt cultural cooperation executive programme signed in Beijing », *Xinhua*, 2 mai 1979.
45. « Chinese tourism delegation ends visit to Egypt », *Xinhua*, 26 janvier 1980.
46. « Tourism agreement between China and Egypt signed », *Xinhua*, 7 avril 1981.
47. Voir le discours du Premier ministre chinois à l'occasion de la visite en décembre 1982 dans « Chinese premier's speech at Cairo banquet », *Xinhua*, 1er décembre 1982.

Au niveau régional, elles s'inquiètent toutes deux des développements de la guerre Iran-Irak, mais surtout de l'expansionnisme soviétique, notamment en Afrique depuis le milieu de la décennie 1970, dans le sud de la péninsule arabique (Sud Yémen) et en Afghanistan à partir de 1979[48]. Elles coopèrent aussi avec les moudjahidines afghans en leur fournissant de l'armement, par exemple[49]. Toutefois, des divergences existent comme sur la reconnaissance d'Israël, la question palestinienne et l'OLP[50]. La conclusion d'un accord de paix séparé entre l'Égypte et Israël en mars 1979 place Pékin dans une situation difficile. La Chine doit alors concilier son souhait de cultiver ses relations avec l'Égypte, désormais isolée dans le monde arabe, et le poids de l'opinion arabe sur ces questions. Un exercice qui oblige à cette période sa diplomatie à jouer les équilibristes.

Quoi qu'il soit, l'intérêt des deux partenaires à accroître leurs rapports politiques leur permet de surmonter ces divergences comme le montre la visite de Kamal Hassan Ali, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères égyptien, à Pékin en septembre 1981, où il rencontre Zhao Ziyang et Deng Xiaoping[51]. L'assassinat du président Sadate le 6 octobre 1981 intervient dans ce contexte de réchauffement bilatéral. Il choque Pékin[52] qui s'empresse de nouer des liens avec le nouveau président, Hosni Moubarak[53]. Or ce dernier connaît déjà bien la Chine pour s'y être rendu à plusieurs reprises sous l'administration Sadate. Qui plus est, il en a une vision positive. Ainsi, dans le contexte du retrait israélien du Sinaï en 1982 et des projets de reconstruction de l'économie égyptienne qu'il ambitionne, Hosni Moubarak cite Pékin comme un exemple à suivre pour son pays[54]. Il réitérera par la suite à de nombreuses reprises son admiration lors de diverses rencontres avec des officiels chinois[55]. La Chine ne manquera pas de capitaliser sur ce sentiment pour étendre progressivement ses rapports avec l'Égypte.

48. « President Sadat exposes soviet expansionism », *Xinhua*, 15 juillet 1980.
49. « ABC says Saudis, Chinese, supplying arms to rebels », *Associated Press*, 24 septembre 1981. Voir le rôle des deux pays dans John K. Cooley, *Unholy wars: Afghanistan, America and international terrorism*, London, Sterling, Va., Pluto Press, 1999, ix–276 p.
50. Glen Allerhand, « Sino-Palestinian Relations », *Journal of International Affairs*, vol. 35, n° 1, Printemps/été 1981, p. 133–135.
51. « Deng Xiaoping meets Egyptian deputy prime minister », *Xinhua*, 10 septembre 1981.
52. « Ye Jianying, Zhao Ziyang mourn death of President Sadat », *Xinhua*, 8 octobre 1981.
53. « Ye Jianying sends congratulatory message to Hosni Mubarak », *Xinhua*, 15 octobre 1981 et « Egyptian President receives chinese special envoy », *Xinhua*, 30 mai 1982.
54. « Egyptian president on economy », *Xinhua*, 1er mai 1982. Également « Egyptian President on his forthcoming China visit », *Xinhua*, 28 mars 1983.
55. Voir par exemple « China is a friend in need, says Egyptian president », *Xinhua*, 19 mars 1986.

II. LA DISCRÈTE PÉNÉTRATION CHINOISE EN ÉGYPTE : LA PRÉSIDENCE MOUBARAK (1981-2011)

Sous la présidence de Hosni Moubarak (1981-2011), les rapports sino-égyptiens se sont considérablement et continûment développés. Largement passée inaperçue des observateurs occidentaux, cette évolution a été soutenue par la convergence des intérêts croisés, tant politiques qu'économiques, des deux pays. Induit par leurs repositionnements en politique étrangère, les rebondissements de leurs relations avec les superpuissances, les turbulences dans leur environnement ou encore leurs stratégies de développement respectives, ce rapprochement s'est matérialisé dans une grande diversité de secteurs de coopération. Si les résultats sont parfois contrastés sur l'un ou l'autre plan ou mettent du temps à se concrétiser, il n'en reste pas moins que, au fil des trois décennies concernées, les liens bilatéraux se sont stabilisés sur un mode résolument positif et se sont densifiés au point de faire des deux pays des alliés de fait dans un système international marqué par une redistribution, au moins partielle, de la puissance.

A. La stabilisation d'une relation au long cours

Peu après l'arrivée de Moubarak au pouvoir en Égypte, la Chine connaît aussi un développement significatif qui ouvre de nouvelles perspectives. En effet, lors du XII[e] congrès du PCC en septembre 1982, elle adopte une politique étrangère « indépendante ». Cette dernière se caractérise officiellement par une posture qui se veut « équidistante » entre les États-Unis et l'Union soviétique, des liens renforcés avec le Japon et les pays d'Europe occidentale, et un accent renouvelé sur les relations avec les pays en développement — notamment ceux d'Afrique comme le déclare le Premier ministre chinois Zhao Ziyang en novembre 1982[56] — comme contrepoids à l'influence des superpuissances au sein du système international. En renforçant ses liens avec ces pays, Pékin entend promouvoir son influence en dehors de l'Asie, exprimer son indépendance à l'égard des grandes puissances et réaffirmer son leadership et sa proximité avec les États en développement.

Même si en pratique, la priorité va plutôt aux Occidentaux et au Japon qui ont davantage à offrir à la Chine au regard de la modernisation économique entreprise par Deng Xiaoping, cette orientation contribue à entretenir l'intérêt chinois pour Le Caire après la disparition d'Anouar el Sadate.

56. « China seen as taking increasing interest in Africa », *Associated Press*, 26 novembre 1982.

De son côté, le régime égyptien, qui se trouve isolé dans sa région à la suite de la conclusion du traité de paix avec Israël en 1979, cherche à multiplier les partenaires pour rétablir son image. Le président Moubarak est soucieux d'apparaître comme prenant ses distances avec Washington[57] pour mieux affirmer son indépendance en politique étrangère. L'orientation de la politique chinoise lui offre donc une réelle occasion. Par ailleurs, la partie égyptienne apprécie la politique de non-ingérence dans les affaires intérieures des États continuellement mise en avant par Pékin comme le rappelle en mars 1983 le ministre égyptien des Affaires étrangères[58]. Les objectifs de politique étrangère des deux pays ainsi que leurs intérêts et les principes défendus en matière de relations internationales convergent donc pour faciliter un affermissement de leurs rapports au début de la décennie 1980.

À l'instar de Zhou Enlai 19 ans plus tôt, Zhao Ziyang entreprend entre décembre 1982 et janvier 1983 une large tournée diplomatique dans onze pays africains, en commençant par Le Caire, ce qui montre l'importance de ce pays aux yeux de la Chine et la préséance qu'elle lui accorde dans sa politique africaine[59]. L'objectif général de la tournée est de contrer l'influence soviétique en Afrique[60], d'y promouvoir les intérêts et l'influence de la Chine, mais aussi une nouvelle image correspondant aux orientations prises par sa politique « indépendante ». Il s'agit aussi de chercher pragmatiquement des occasions d'affaires pour l'économie chinoise, la modernisation de la Chine étant la priorité absolue de Deng Xiaoping. C'est dans cette optique que Pékin met de manière croissante l'accent sur ses intérêts économiques et commerciaux dans ses rapports bilatéraux avec les pays en développement, y compris l'Égypte, même s'il préfère parler de « *coopération Sud-Sud* ». Zhao Ziyang évoque lors de cette tournée les « quatre nouveaux principes » qui guident désormais la diplomatie économique de la RPC : égalité et avantages réciproques, attention prêtée à la rentabilité et aux résultats pratiques, diversité des formes de coopération et développement commun.

En tout état de cause, l'Égypte se montre fort réceptive à cette approche. La visite du Premier ministre chinois est qualifiée de « tournant » dans les relations bilatérales par le ministre égyptien de la Défense[61]. Elle est également très bien accueillie par les médias du pays[62]. Pour le président Moubarak, les discussions sont « constructives » et constituent un « succès »[63]. Outre l'entente affichée sur des dossiers politiques importants y compris la question palestinienne[64], une coopération dans le secteur agricole est établie et un accord de livraison d'équipements militaires finalisé.

---

57. Voir « How Mubarak Has Finally Put His Stamp on Egypt », *Defense & Foreign Affairs*, mars 1983.
58. « Egyptian foreign minister on Mubarak's coming visit to China », *Xinhua*, 24 mars 1983.
59. Sur cette tournée voir Ian Taylor, *China and Africa: Engagement and compromise*, London, New York, Routledge, 2006, p. 56 et ss.
60. « China Seen as Taking Increasing Interest in Africa », *Associated Press*, 26 novembre 1982.
61. « China to supply Egypt with more jetfighters », *Associated Press*, 21 décembre 1982.
62. « Egyptian papers comment on Chinese Premier's visit to Egypt », *Xinhua*, 22 décembre 1982.
63. « President Mubarak on Egyptian-Chinese relations », *Xinhua*, 22 décembre 1982.
64. Zhao a réitéré le soutien chinois à l'établissement d'un État palestinien et dans le même temps à l'indépendance d'Israël à condition qu'il se retire de tous les territoires arabes conquis pendant la guerre de 1967. Il a cependant souligné qu'il y avait une différence entre cette position et la reconnaissance officielle d'Israël, une possibilité exclue à ce moment. Voir David B. Ottaway, « Zhao Calls Arabs' Plan 'Practical' Route to Talks », *The Washington Post*, 22 décembre 1982.

Ce qui constitue pour l'Égypte une occasion de diversifier ses fournisseurs dans ce domaine et représente réciproquement pour Pékin une opportunité économique et un moyen de consolider les rapports bilatéraux. La RPC fournira de 60 à 80 avions de chasse F-7 (la version chinoise du MiG 21) assemblés en Égypte sous la supervision de techniciens chinois[65].

En suivi de cette visite, le président Moubarak se rend en Chine en avril 1983 pour y discuter notamment de l'augmentation de l'aide militaire et économique chinoise, de l'élargissement du commerce bilatéral, de diverses questions politiques, mais aussi du processus de paix au Moyen-Orient[66]. À cette occasion, Pékin salue les positionnements égyptiens rejoignant les siens : la politique « d'indépendance et de non-alignement » du Caire, son « soutien à l'Afghanistan et au Cambodge » — tous deux victimes aux yeux de la Chine de l'expansionnisme soviétique, dans le second cas par Vietnam interposé —, son opposition à la « politique d'expansion d'Israël » et son soutien à la « lutte du peuple palestinien »[67].

Le rapprochement entre les deux pays n'est pas seulement illustré par les visites croisées de Zhao Ziyang et de Hosni Moubarak. Les déplacements mutuels de délégations diverses (parlementaires, syndicales, d'affaires, de jeunes, de religieux musulmans, du Bureau de liaison internationale du PCC, etc.)[68] et de hauts responsables se succèdent aussi régulièrement, avec une accélération notable à partir du milieu de la décennie 1980[69]. Sur le plan politique, à la suite de la visite du ministre chinois des Affaires étrangères au Caire en décembre 1985, la coopération sino-égyptienne se renforce autour des enjeux propres au Moyen-Orient[70]. Lors d'un déplacement du président Li Xiannian (mars 1986), les deux pays établissent un mécanisme de consultation entre leurs diplomates et décident d'organiser des visites mutuelles pour le personnel de leurs instituts de recherche sur les affaires internationales[71].

---

65. « Egypt to assemble Xian F-7s », *Defense & Foreign Affairs*, janvier/février, 1983.

66. La Chine et l'Égypte poursuivent des stratégies différentes à ce moment. Le Caire favorise les propositions du président Reagan (plan de paix israélo-palestinien de septembre 1982) qui appelle à une autonomie pour les Palestiniens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza en association avec la Jordanie, tandis que la Chine approuve le plan « Fahd » entériné par le Sommet arabe de Fez (décembre 1982) qui appuie la formation d'un État palestinien indépendant, plan que Moubarak considère comme idéaliste ; *cf.* « Egyptian president begins visit to China », *Associated Press*, 1er avril 1983.

67. « Zhao Ziyang gives banquet for Egyptian President Mubarak », *Xinhua*, 2 avril 1983.

68. Par exemple : « Chinese NPC delegation holds talks with Egyptian state leaders », *Xinhua*, 18 janvier 1984 ; « Egyptian assembly delegation arrives in Beijing », *Xinhua*, 6 juillet 1985 ; « Npc Vice-Chairman meets Egyptian businessmen », *Xinhua*, 15 août 1985 ; « Egyptian speaker meets Chinese foreign minister », *Xinhua*, 19 décembre 1985 ; « Egyptian President receives Chinese party delegation », *Xinhua*, 21 janvier 1987 ; « Chinese youth delegation winds up visit to Egypt », *Xinhua*, 19 mars 1987, « Chinese trade union delegation in Egypt », *Xinhua*, 28 mars 1990.

69. Ministre égyptien de la Défense en septembre 1983, ministre égyptien des Affaires étrangères en août 1984, vice-ministre chinois de l'Intérieur en juillet 1985, ministre chinois des Affaires étrangères en décembre 1985, le vice-Premier ministre chinois en octobre 1986, présidents chinois Li Xiannian en mars 1986 et Yang Shankun en décembre 1989, ministre égyptien des Affaires étrangères en octobre 1987, président Moubarak en mai 1990, ministre chinois de la Défense en juin 1990… Voir « Egyptian defence minister entertained in Beijing », *Xinhua*, 10 septembre 1983 ; « Egypt-China relations praised », *Xinhua*, 29 août 1984 ; « Egyptian premier meets Chinese public security delegation », *Xinhua*, 4 juillet 1985 ; « Egyptian president meets Chinese foreign minister », *Xinhua*, 21 décembre 1985 ; « Chinese President Li Xiannian arrives in Cairo », *Xinhua*, 17 mars 1986 ; « Chinese Vice-Premier Li peng arrives in Cairo », *Xinhua*, 6 octobre 1986 ; « Chinese Defense minister arrives in Cairo », *Xinhua*, 3 juin 1990.

70. « China wants PLO participation in Peace Talks », *Associated Press*, 21 décembre 1985.

71. « China, Egypt sign agreements », *Xinhua*, 19 mars 1986.

Une volonté qui se concrétise avec la tenue, dès 1986, d'un « *séminaire sino-égyptien* » regroupant des officiels, des diplomates et des chercheurs des deux pays[72]. Dans le cadre de ce rapprochement, le ministre égyptien des Affaires étrangères fait en octobre 1987 le déplacement à Pékin pour informer personnellement les responsables chinois des derniers développements au Moyen-Orient et dans le golfe Persique et discuter de la perspective d'une conférence de paix sur le Moyen-Orient[73]. À l'issue de cette visite, il déclare que son pays et la Chine soutiennent tous deux ce projet[74]. Une autre preuve d'une convergence de vues des deux pays à cette période est leur reconnaissance concomitante de l'État palestinien dans les territoires occupés par Israël en novembre 1988[75]. En outre, Pékin et Le Caire considèrent également qu'il leur est mutuellement profitable d'entretenir des relations de proximité au regard de leurs intérêts en Afrique, comme le montre l'idée avancée par le ministre égyptien des Affaires étrangères en 1988 d'instaurer une coopération tripartite entre l'Égypte, la Chine et l'« Afrique »[76].

Au final, au cours de cette décennie, les rapports bilatéraux se sont progressivement intensifiés du fait de l'intérêt croissant de la Chine pour l'Égypte à mesure que cette dernière regagnait son prestige et son leadership dans le monde arabe et africain après la période d'ostracisation entraînée par la paix séparée faite avec Israël. Le Caire renoue vers la fin de la décennie avec les capitales arabes et s'active autour de la question palestinienne et du processus de paix. Symbole du retour égyptien, l'Égypte occupe la présidence de l'Organisation de l'unité africaine en 1989 et reprend sa place suspendue depuis 1979 à la Ligue arabe lors du sommet de Casablanca en mai 1989. La Ligue arabe se réinstalle d'ailleurs dans la capitale égyptienne en 1990. Peu après, la guerre du Golfe de 1990-1991 offre au Caire l'occasion de jouer un rôle clé en se joignant à la coalition menée par les États-Unis et en envoyant 35 000 militaires. Cet engagement permet à l'Égypte d'engranger des bénéfices politiques mais aussi économiques substantiels sous forme de remises de dettes par les pétromonarchies du Golfe, laissant voir la possibilité d'une relance de son économie. Or cette perspective ne peut qu'être attrayante pour la partie chinoise.

B. L'importance de l'Égypte après Tian An Men

Mais peu avant déjà, sur un plan proprement politique, les prolongements du massacre de Tian An Men en juin 1989 avaient déjà démontré à la RPC toute l'utilité de ses relations avec Le Caire. En effet, le gouvernement égyptien s'abstient de condamner la répression menée par le régime chinois et, mieux encore, accueille dès septembre 1989 Qian Qichen, le ministre chinois des Affaires étrangères en tournée au Moyen-Orient pour rétablir sur le plan international l'image de la Chine et contourner les pressions diplomatiques

72. Voir « China, Egypt hold seminar on development and cooperation », *Xinhua*, 26 octobre 1986 ; « Sino-Egyptian seminar opens in Beijing », *Xinhua*, 21 octobre 1987.
73. « Egyptian minister departs for official visit to China », *Xinhua*, 18 octobre 1987.
74. « Egyptian minister holds press conference in Beijing », *Xinhua*, 26 octobre 1987.
75. « Egypt, China Recognize Palestinian State », *Associated Press*, 20 novembre 1988.
76. « Sino-Egyptian seminar on Africa opens in Cairo », *Xinhua*, 26 décembre 1988.

occidentales[77]. Le Caire assure comprendre et soutenir les mesures prises par les autorités chinoises pour traiter leurs affaires intérieures, déclarant qu'il y a eu « *ingérence étrangère dans les affaires intérieures de la Chine* », et que le « *genre de démocratie que les États-Unis préconisent peut causer des problèmes à d'autres pays, puisque chaque nation a ses propres caractéristiques* »[78]. Ce positionnement est totalement en phase avec la rhétorique et les principes chinois sur le plan des normes internationales et offre à Pékin un point d'appui pour contrer les critiques occidentales sur ses violations des droits de l'Homme. Ainsi, en froid avec les États-Unis et leurs alliés, la RPC trouve en Égypte l'appui recherché auprès des pays en développement et, singulièrement, des pays africains et de ceux du Moyen Orient où elle jouit d'une bonne image. Jouant de la réciprocité, Pékin met en retour l'accent sur la coopération et la coordination avec ces pays, multipliant les déclarations et positionnements soutenant les points de vue de ses partenaires autour de dossiers qui leur tiennent à cœur. Par rapport à l'Égypte, cela se traduit notamment par un soutien au plan en 10 points de Moubarak[79] et à sa proposition de déclarer le Moyen-Orient « *zone exempte d'armes nucléaires* »[80].

C'est aussi en Égypte que le président chinois Yang Shangkun, critiqué par les Occidentaux pour son rôle dans la répression de Tian An Men, effectue son premier déplacement à l'étranger après ces événements dans le cadre également d'une tournée au Moyen-Orient. Invité par le président Moubarak, il est accueilli chaleureusement au Caire en décembre 1989. Pour renforcer le climat positif entre les deux pays, il flatte son homologue qualifié de « *vieil ami de la Chine* »[81] et met en avant le passé commun des deux États confrontés selon lui aux mêmes difficultés économiques « *en raison de l'oppression impérialiste dans le passé* »[82]. Il souligne aussi le respect de la Chine pour le choix du système politique effectué par chaque pays, et réitère le soutien chinois à la politique étrangère indépendante menée par l'Égypte et à ses efforts pour rechercher des solutions aux problèmes du Moyen-Orient. Yang Shangkun met aussi en exergue la proximité politique des deux pays et leur positionnement concordant sur de nombreux dossiers du Moyen-Orient et d'Afrique[83]. Les possibilités d'étendre les relations économiques figurent également à l'agenda des discussions puisque la délégation chinoise comprend des hauts fonctionnaires de l'économie et du commerce[84]. Sensible à l'offensive de charme de son homologue, le président Moubarak qualifiera la Chine de « *l'un des meilleurs amis de l'Égypte* »[85].

77. « Chinese foreign minister arrives in Cairo », *Xinhua*, 18 septembre 1989. Qian Qichen a souligné dans ses mémoires l'importance du soutien des pays africains pour la Chine à ce moment très délicat de son histoire. Voir Qian Qichen, *Ten Episodes on China's Diplomacy*, HarperCollins Publishers, New York, 2005, p. 200–201.
78. Sui Junyi, « Egyptian deputy premier expresses support for China's policies », *Xinhua*, 19 septembre 1989.
79. « China supports all forms of dialogue for mideast peace: Chinese foreign minister », *Xinhua*, 20 septembre 1989.
80. « China supports Cairo's proposal », *Xinhua*, 29 avril 1990.
81. Yu Dabo, « Chinese, Egyptian Presidents pledge to further develop bilateral relations », *Xinhua*, 19 décembre 1989.
82. « Chinese President meets with Egyptian leaders », *Xinhua*, 20 décembre 1989.
83. « Yang Shangkun's visit to promote Sino-egyptian relations », *Xinhua*, 12 décembre 1989 et « Mubarak fetes Chinese president », *Xinhua*, 18 décembre 1989.
84. « Chinese president visits Egypt », *UPI*, 18 décembre 1989.
85. Yu Dabo, « Chinese, Egyptian Presidents pledge to further develop bilateral relations », *op. cit.*

Le contexte mouvant qui caractérise la fin de la Guerre froide contribue aussi à encourager le resserrement des liens entre l'Égypte et la Chine. En mai 1990, quelques mois à peine après le déplacement du président chinois au Caire, Hosni Moubarak est à Pékin. Le mois suivant, le conseiller d'État et ministre chinois de la Défense[86] se rend dans la capitale égyptienne pour étendre la coopération bilatérale dans le domaine militaire, Pékin acceptant notamment d'aider l'Égypte à moderniser ses installations de production de missiles indigènes[87]. Il s'agit d'un gain substantiel pour le régime de Moubarak qui se voit ainsi rétribué pour son appui aux revendications internationales de la RPC. Les positions de Pékin et du Caire convergent par ailleurs dans le contexte de la guerre du Golfe. Elément particulièrement important, l'intermédiaire égyptien permet au régime chinois de discrètement renouer avec Washington, ce qui démontre une nouvelle fois à Pékin toute l'utilité de la relation bilatérale avec l'Égypte.

C. Approfondissement des domaines de coopération et nouvelles collaborations

Parallèlement à l'étoffement des rapports politiques, durant la décennie 1980 et au tournant des années 1990, de nouveaux domaines de coopération bilatérale apparaissent en matière de médias[88], de construction de barrages[89], d'énergie (électricité)[90], d'éducation[91] ou de planning familial[92]. D'autres s'étendent comme la coopération culturelle[93], agricole[94], scientifique et technique[95] ou en matière de tourisme[96]. Les rapports économiques et commerciaux prennent aussi lentement leur essor : accord économique d'exportations de textiles, machines, produits chimiques, denrées alimentaires et produits industriels légers chinois en échange de fibres de coton égyptien en décembre 1983[97], multiplication des contrats de construction remportés par des firmes chinoises, accord commercial à long terme en août 1985

86. « China's support for Egyptian initiative reaffirmed », *Xinhua*, 4 juin 1990.
87. Adel Darwish, « China to update Egypt's missiles », *The Independent* (London), 14 juin 1990.
88. « Chinese radio and tv delegation arrives in Cairo », *Xinhua*, 27 novembre 1985.
89. « China can learn from Egypt's Aswan dam, says Li Peng », *Xinhua*, 8 octobre 1986.
90. « China-Egypt protocol on technical cooperation in power industry signed », *Xinhua*, 3 octobre 1987.
91. « Egyptian education minister on visit to China », *Xinhua*, 2 octobre 1988.
92. « Egypt, China agree to cooperate in family planning », *Xinhua*, 20 septembre 1988. Un secteur particulièrement utile pour un pays à la démographie galopante comme le notait *Xinhua*. Voir « Egypt haunted by overpopulation, determined to curb growth », *Xinhua*, 1er juin 1989.
93. Accord triennal de coopération culturelle en mars 1986 et visite en Égypte du ministre chinois de la Culture. Nouvel accord en mai 1989. Voir « China, Egypt sign agreements », *Xinhua*, 19 mars 1986 et « Chinese culture minister winds up visit to Egypt », *Xinhua*, 21 mai 1989.
94. « China, Egypt to boost agricultural cooperation », *Xinhua*, 15 mai 1988.
95. Accord en 1983 étendu en 1987 dans des domaines comme l'irrigation et le drainage dans les zones arides et semi-arides, les petites centrales hydrauliques, le boisement de brise-vent en zone aride, etc. Voir « Egypt, China sign protocol on scientific and technical cooperation », *Xinhua*, 15 mai 1987.
96. Jiang Yaping, « Egypt, China to cooperate in tourism », *Xinhua*, 20 décembre 1990.
97. « Egyptian defence minister entertained in Beijing », *Xinhua*, 10 septembre 1983 et « China, Egypt sign new trade protocol », *Xinhua*, 25 décembre 1983.

pour encourager et faciliter les échanges de biens et de services et promouvoir la coopération industrielle[98]...

Pour faciliter et étendre les relations politiques, culturelles et surtout économiques avec le Moyen-Orient, mais aussi pour donner une image positive du traitement de l'islam en RPC, Pékin joue la « carte islamique » dès les années 1980. Les principaux vecteurs mobilisés pour cette politique sont l'Association islamique de Chine et les minorités musulmanes du pays, en particulier les Hui[99] qui disposent d'une région autonome dans la province du Ningxia. Des politiques économiques préférentielles au profit de cette zone et des Hui sont adoptées dès les années 1980 pour stimuler la création et l'essor des relations économiques avec les pays du Moyen-Orient. Dans ce cadre, des représentants de la communauté religieuse musulmane chinoise sont reçus en Égypte dès avril 1985[100]. Deux documents portant sur la coopération économique et technique sont alors signés, débouchant sur des projets concrets. Les deux parties s'accordent notamment pour créer une coentreprise de production de matériaux de construction au Ningxia, l'Égypte fournissant la technologie et l'équipement[101], et aussi une banque islamique conjointe[102].

Par la suite, des réunions internationales auxquelles des hommes d'affaires égyptiens participent sont organisées au Ningxia pour stimuler le commerce[103] et des missions économiques de cette province sont envoyées en Égypte pour explorer les possibilités de coopération[104]. Selon *Xinhua*, au début de l'année 1987, quelques 2 000 ouvriers musulmans originaires du Ningxia travaillent ainsi en Égypte et en République arabe du Yémen dans le cadre de contrats de service de main-d'œuvre[105]. Les Hui et le Ningxia vont continuer à jouer un rôle dans les relations économiques bilatérales dans les décennies suivantes puisqu'ils participent par exemple à l'initiative *Belt and Road* (BRI) lancée par Xi Jinping à partir de 2013[106]. Mais ils cèdent cependant le pas aux provinces côtières de la Chine, de plus en plus dynamiques sur le plan économique, et aux grandes entreprises d'État (SOE) favorisées par Pékin.

98. « Long-term trade agreement between China and Egypt signed in Beijing », *Xinhua*, 4 août 1985.

99. Sur les Hui, voir Michael Dillon, *China's Muslim Hui community : Migration, settlement and sects*, Richmond, Surrey, Curzon, 1999, xxii–208 p. Dans le cadre de cette politique, pendant la décennie 1980, Pékin a également essayé d'utiliser les Ouïgours et la région autonome ouïgoure du Xinjiang. C'est ainsi que le président du Comité supérieur égyptien pour les affaires islamiques a été reçu à Urumqi en mai 1985. Mais rapidement, ce sont surtout les Hui, jugés plus loyaux par le pouvoir chinois, qui ont bénéficié de cette politique.

100. Voir « Chinese moslem delegation visits Egypt », *Xinhua*, 20 avril 1985.

101. « Egypt, China sign regional cooperation documents », *Xinhua*, 27 avril 1985.

102. « China and Egypt signed an agreement today to launch a joint-venture to promote banking in the Islamic world », *Xinhua*, 4 mars 1986.

103. « Islamic economic cooperation meeting opens », *Xinhua*, 15 septembre 1985.

104. « Chinese study group to visit Egypt », *Xinhua*, 15 février 1986.

105. « Ningxia seeks cooperation with Moslem countries », *Xinhua*, 30 mars 1987 et « Ningxia seeks cooperation with Islamic world », *Xinhua*, 31 janvier 1988.

106. Voir Fuquan Li, « The Role of Islam in the Development of the 'Belt and Road' Initiative », *Asian Journal of Middle Eastern and Islamic Studies*, vol. 12, n° 1, 2018, p. 35–45.

Malgré la proximité politique et les initiatives commerciales, à la fin de la décennie 1980, en raison du manque de dynamisme et des difficultés de l'économie égyptienne[107], le volume total du commerce bilatéral reste faible : 91 millions USD d'échanges en 1990, ce qui ne représente alors que 4,7 % du commerce chinois avec le Moyen-Orient selon les statistiques du FMI. L'Égypte se place seulement en 9e position parmi les partenaires économiques de la Chine dans cette région[108]. La RPC exporte dans ce pays principalement des produits industriels légers, des produits chimiques, des machines et de l'équipement, du thé, du tabac et des textiles pendant qu'elle reçoit d'Égypte du coton, du phosphate et du pétrole brut[109].

D. Accélération après l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001

Malgré cette stagnation relative des échanges commerciaux entre les deux pays dans les années 1990, tant les rapports politiques qu'économiques bilatéraux continuent de se développer, accompagnant l'affirmation de plus en plus marquée de la Chine dans le système international, surtout après son entrée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001 puis la crise financière mondiale de 2008 qui met à mal les économies occidentales.

Pour assurer son essor économique, dès la décennie 1990, Pékin s'intéresse davantage aux marchés d'Afrique et du Moyen-Orient ainsi qu'aux ressources naturelles de ces zones. L'Égypte étant depuis longtemps pour la RPC un acteur-clé de ces deux espaces, l'approfondissement des relations bilatérales s'impose comme une évidence. Par ailleurs, avec ses 70 millions d'habitants en 2004 et une importante classe moyenne au pouvoir d'achat grandissant, l'économie égyptienne offre un marché attrayant pour les entreprises chinoises. Pour sa part, l'Égypte trouve un intérêt renouvelé à coopérer avec un acteur au poids politique et économique croissant. Les relations avec la Chine lui offrent des opportunités à la fois pour sa politique étrangère (diversification des partenariats, contrepoids éventuel par rapport aux Occidentaux, appuis diplomatiques…) et pour son économie en matière d'exportations, d'investissements, de transfert de connaissances et de technologies.

Au niveau politique, les deux parties entretiennent leur proximité à travers la multiplication des visites réciproques régulières de représentants des gouvernements[110],

107. Alan Richard, « The Political Economy of Dilatory Reform: Egypt in the 1980s », *World Development*, vol. 19, n° 12, 1991, p. 1721–1730.

108. Chiffres tirés de IMF, *Direction of Trade Statistics Yearbook 1996*, Washington DC, 1996, p. 924.

109. « China to develop trade cooperation with Egypt », *Xinhua*, 10 mai 1990.

110. Par exemple : Yang Liqin, « Egypt's consultative council speaker praises China's economic reform », *Xinhua*, 25 février 1992 ; « Deputy PM: Egypt, China to consolidate ties, friendship », *Xinhua*, 5 novembre 1996 ; « China to work with Egypt to enhance friendship, says Vice-Premier », *Xinhua*, 22 novembre 2004.

des parlements[111], des partis dirigeants[112] et des plus hauts dirigeants des deux pays[113], dont celles en Égypte des présidents Jiang Zemin en 1996 et 2000 et Hu Jintao en 2004. Jusqu'à son renversement en 2011, Hosni Moubarak s'est rendu pour sa part neuf fois en République populaire. Selon un ancien ambassadeur d'Égypte en Chine, Moubarak considérait que l'établissement d'une relation stratégique entre les deux pays était d'une grande importance pour le monde arabe et l'Afrique. Concrétisation de cette perception, le président égyptien signe à l'occasion de sa visite en Chine en avril 1999 un communiqué avec le président Jiang Zemin établissant une relation de « *coopération stratégique* » entre les deux pays. Il s'agit alors du premier « partenariat » de cette nature conclu entre la Chine et un pays arabe ou africain. Le président égyptien joue aussi l'intermédiaire entre la RPC et les pays africains dans le processus menant à la création du *Forum de coopération sino-africaine* en octobre 2000[114].

Dans le sillage de l'intervention américaine en Irak que Pékin condamne[115], le président Hu Jintao se rend pour sa part au Caire en janvier 2004 dans le cadre de sa première tournée à l'étranger. L'intention était alors de faire des relations avec l'Égypte un modèle de la coopération Sud-Sud[116]. Lors de cette visite, si de nombreuses questions politiques sont abordées entre les deux parties — comme l'établissement du *Forum de coopération sino-arabe*, la question palestinienne, la reprise des négociations entre Israël et la Syrie ou l'initiative égyptienne pour un Moyen-Orient exempt d'armes nucléaires[117] —, l'accent est surtout mis sur le renforcement des liens économiques et de la « coopération ». S'exprimant dans le contexte de cette visite, l'ambassadeur chinois au Caire assure que son pays est prêt à offrir à l'Égypte sa technologie dans tous les domaines, sans restriction, en particulier dans les télécommunications et l'aéronautique, mais aussi dans l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire[118].

---

111. Visites de parlementaires et réunions de dialogue interparlementaire régulières établies à partir de 2007. Voir « China, Egypt vow to intensify parliamentary exchange, cooperation », *Xinhua*, octobre 24, 2007 ; « Chinese parliamentary delegation wraps up visit to Egypt », *Xinhua*, 21 novembre 2008 ; « China, Egypt hold meeting on parliament cooperation », *Xinhua*, 8 décembre 2009 ; « China, Egypt vow to step up parliamentary cooperation », *Xinhua*, 24 mars 2010.

112. Échanges de vues et consultations régulières entre le Parti communiste chinois (PCC) et le Parti national démocratique (PND) et signature d'un mémorandum de coopération entre les deux partis en juin 2009. Voir FMPRC, « Assistant Foreign Minister Zhai Jun Meets with the Study Group of the National Democratic Party of Egypt (NDP) », 5 janvier 2009; « Ruling parties of China, Egypt vow to cement ties », *Xinhua*, 14 juin 2009 et « China, Egypt ruling parties expect more exchanges », *Xinhua*, 7 juin 2010.

113. Notamment le ministre chinois des Affaires étrangères et le Premier ministre chinois en 1991, le président égyptien en 1994, le vice-ministre chinois des Affaires étrangères et le président chinois en 1996, le Premier ministre égyptien en 1997, le ministre chinois des Affaires étrangères en 1997 et en 1999, le président égyptien en 1999 et en 2002, le président chinois Jiang Zemin et le vice-Premier ministre en 2000. Voir « Egypt optimistic over China ties, says Moussa », *Xinhua*, 3 juillet, 1991, « Egypt, China urge just settlement of Middle East issue », *Xinhua*, 4 juillet 1991, « Mubarak: Egypt to sustain high level cooperation with China », *Xinhua*, 2 mai 1994 ; « Egypt, China discuss trade ties », *UPI*, 3 avril, 1996; « China's President Jiang visits Egypt », *UPI*, 13 mai 1996, « China, Egypt are all-weather friends, says Jiang », *Xinhua*, 18 avril 1997, « China, Egypt issue joint communique », *Xinhua*, 5 avril 1999.

114. Jalal Mohammed Numan, « The China-Arab States Cooperation Forum: Achievements, Challenges and Prospects », *Journal of Middle Eastern and Islamic Studies (in Asia)*, vol. 8, n° 2, 2014, p. 2.

115. Voir Permanent Mission of the People's Republic of China to the UN, « China's Position on the US War in Iraq », 26 mars 2003 (*http://www.china-un.org/eng/chinaandun/securitycouncil/regionalhotspots/mideast/ylk/t537117.htm*).

116. Selon les dires de l'ambassadeur de Chine au Caire : *cf.* « Backgrounder: China-Egypt relations make model for South-South cooperation », *Xinhua*, 28 janvier 2004.

117. « China-Egypt strategic cooperation benefits world peace: Chinese President, », *Xinhua*, 30 janvier 2004.

118. « Backgrounder: China-Egypt relations make model for South-South cooperation », *op. cit.*

Au final, à l'occasion de ce déplacement, les deux pays engrangent plusieurs accords de coopération dans des domaines comme la radiodiffusion et la télévision, le pétrole et le gaz naturel ou les investissements chinois dans la zone économique spéciale de Suez, et forment un comité ministériel de suivi[119].

Ces développements pouvaient s'appuyer sur des interactions diplomatiques matérialisées par des discussions régulières à haut niveau[120]. Vecteur de rapprochement des vues, un protocole avait déjà été signé par les ministres chinois et égyptiens des Affaires étrangères pour promouvoir la coopération entre les instituts de formation des Affaires étrangères dans les deux pays lors de la visite du président Moubarak en 1999. Des symposia regroupant des fonctionnaires et des universitaires sont de ce fait régulièrement organisés pour approfondir la compréhension mutuelle et la coopération bilatérale[121]. Toute cette dynamique renforce le soutien que Pékin offre aux ambitions et au rôle international du Caire[122] ainsi qu'à ses initiatives ou ses positionnements sur des dossiers comme le processus de paix[123] ou face à Israël[124]. Les deux pays prennent aussi régulièrement des positions communes sur des sujets épineux : ainsi lors de la visite de Hu Jintao en 2004, ils appellent conjointement à relancer le processus de paix israélo-palestinien et insistent sur la nécessité pour les Nations unies de s'impliquer en Irak « *afin d'apporter la paix et la stabilité* »[125]. Réciproquement, Le Caire appuie les positions de Pékin — par exemple sur la question de Taiwan[126] — et accueille positivement l'engagement plus actif de la Chine au Moyen-Orient. De fait, dans le contexte post-11 septembre 2001 et plus encore après l'intervention américaine en Irak en 2003, Pékin, appuyé par les capitales arabes, s'est engagé dans une diplomatie prudente dans la région et a cherché à accroître son implication dans le règlement du conflit israélo-palestinien[127]. Pour ce faire, le gouvernement chinois a créé en septembre 2002, pour la première fois dans l'histoire de sa diplomatie, le poste d'envoyé spécial pour le Moyen-Orient avec Wang Shijie pour premier titulaire[128]. Une initiative bien accueillie par le régime Moubarak[129].

---

119. D'après « China-Egypt strategic cooperation benefits world peace: Chinese President », *Xinhua*, 30 janvier 2004 et « China and Egypt Sign Economic and Technology Cooperation Agreements », *IPR Strategic Business Information Database*, 3 février 2004.
120. « Egypt's Mubarak discusses Middle East with China », *Deutsche Presse-Agentur*, 23 janvier 2002 et « Egypt Fully Prepared to Advance Ties with China: Mubarak », *Xinhua*, 20 avril 2002.
121. « China-Egypt symposium highlights bilateral cooperation, Middle East issues », *Xinhua*, 22 novembre 2004.
122. Pékin soutient par exemple la candidature égyptienne pour un siège au Conseil de sécurité de l'ONU en 2005. Voir « China support Egypt's nomination to security council seat », *IPR Strategic Business Information Database*, 24 mai 2005.
123. « China Hails New Proposal by Egypt, Jordan on Resolving Israel-Palestine Conflict », *Xinhua*, 9 mai 2001 ; « China applauds efforts by Egypt, Jordan leading to Mideast truce », *AFP*, 9 février 2005.
124. « China, Egypt agree on need to stop Israeli aggression against Palestinians », *AFP*, 27 décembre 2001.
125. « Egypt and China call for resumption of Mideast talks », *Associated Press International*, 29 janvier 2004.
126. « Egypt supports passage of anti-secession law in China », *Xinhua*, 16 mars 2005.
127. Voir la chronologie des efforts chinois dans ce sens dans « Beijing bids for peace in Middle East », *Globaltimes.cn*, 5 juin 2013.
128. Zheng Guihong, « An Exclusive Interview with China's First Mideast Envoy », *china.org.cn*, 8 novembre 2002.
129. « Egyptian presidential advisor meets Chinese envoy », Xinhua, 23 octobre 2003 et « Chinese envoy ends visit to Egypt », *Xinhua*, 23 octobre 2003.

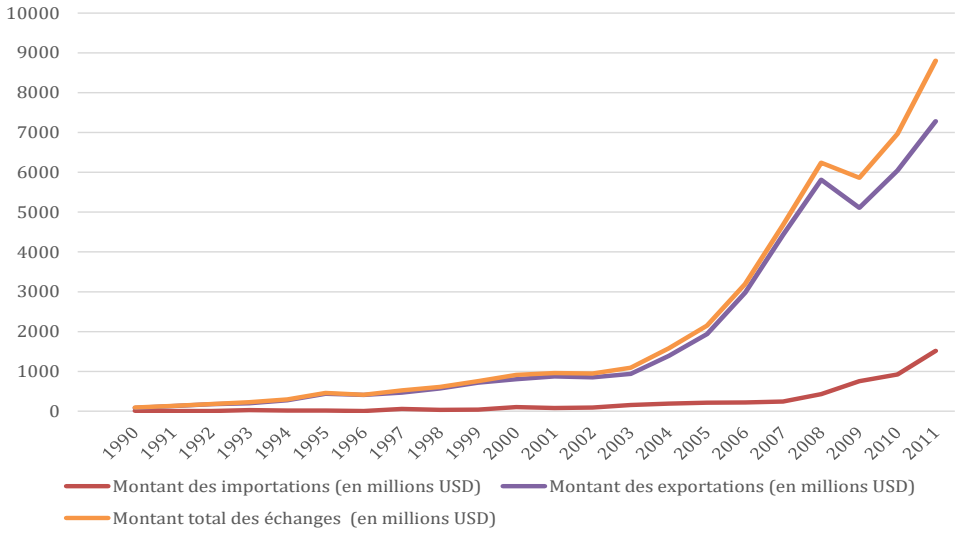
Dans les années 2000, la coopération bilatérale se poursuit dans de nombreux secteurs (agriculture et technologie agricole[130], géologie et ressources minérales[131], culture[132], sport[133], éducation[134], sécurité non traditionnelle[135]) et s'étend à de nouveaux domaines comme l'environnement[136], les hautes-technologies[137], les télécommunications[138] — pénétration de compagnies chinoises comme *Huawei* ou *ZTE* sur le marché égyptien[139] —, le domaine médical[140] et, avec moins de succès, le nucléaire. Dans ce dernier domaine, en novembre 2006, les deux gouvernements avaient en effet discuté de la possibilité d'établir une coopération nucléaire civile bilatérale autour de la construction d'une centrale (*al-Dabaa*), mais le projet ne s'est pas matérialisé pour des raisons qui restent obscures[141].

Le commerce constitue un autre indicateur du développement considérable des relations bilatérales pendant les décennies 1990 et 2000 (voir graphique ci-contre).

Le volume d'échanges passe de 91 millions USD en 1990 à 907 millions USD en 2000. Après l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001, le commerce bilatéral devient un sujet de discussion central lors des rencontres des hauts responsables des deux pays. Un Conseil des affaires Chine-Égypte est créé en 2002 à l'occasion d'une visite du président Moubarak en Chine[142]. Des rencontres et séminaires entre hommes d'affaires[143] et des foires commerciales sont organisés pour stimuler les opportunités commerciales, comme au Caire en 2003, où s'est tenue une foire high-tech, à cette période la plus importante qui ait été mise en place par la Chine hors de son territoire[144].

130. « China and Egypt to cooperate in nuclear energy, agriculture », *Deutsche Presse-Agentur*, 6 novembre 2006.
131. Un protocole d'échange d'expertise dans le domaine de la géologie et de la richesse minérale a été signé en 1994. Voir « Egypt, China sign cooperation protocol », *Xinhua*, 31 mars 1994.
132. « Egypt expects to strengthen cooperation with China on antiquities conservation », *Xinhua*, 20 février 2008 ; « China, Egypt sign cooperation deal on protection of heritage, cultural property », *Xinhua*, 12 octobre 2010.
133. « Egyptian sports official hails Egypt-China sports cooperation », *Xinhua*, 7 juin 2008.
134. « China, Egypt expand education cooperation - Chinese official », *Xinhua*, 8 juin 2010.
135. Les deux pays ont signé un accord en 1994 portant sur l'échanges d'information et d'expérience dans la lutte contre le terrorisme, la violence et le trafic de drogue. Voir « Egypt and China sign anti-terrorist agreement », *Xinhua*, 9 juillet 1994. Des discussions sur l'intensification de la coopération judiciaire ont également été menées par la suite. Voir « China, Egypt agree to step up judicial cooperation », *Xinhua*, 24 avril 2008 et « China's Zhou Yongkang calls for more judicial cooperation with Egypt », *Xinhua*, 25 avril 2008.
136. Par exemple la lutte contre la désertification, le traitement des ordures, la pollution de l'air et de l'eau. Voir « Egypt hopes for environmental cooperation with China », *Xinhua*, 24 mars 2002 et « Egypt eyes on environmental cooperation with China: PM », *Xinhua*, 1er septembre 2003.
137. Par exemple les technologies de l'information et des communications ou l'informatique. Voir « Egypt keen to enhance high-tech cooperation with China: PM », *Xinhua*, 16 juillet 2002 ; « China, Egypt to promote cooperation in CIT » *Xinhua*, 3 octobre 2002 ; « Egypt seeking enhanced sci-tech cooperation with China: Official », *Xinhua*, 27 novembre 2007.
138. « Egypt and China sign MoU on telecommunications », *IPR Strategic Business Information Database*, 6 octobre 2002.
139. Haru Mutasa, « Telcomms: Egypt and China tie the knot », *IPS-Inter Press Service*, 5 mai 2004.
140. « China, Egypt to strengthen cooperation in medical field », *Xinhua*, 10 juin 2007.
141. En décembre 2017, sous la présidence d'Abdel Fattah al-Sisi, Le Caire choisit finalement la Russie de Vladimir Poutine pour mener à bien ce projet. Voir Henry Foy, « Russia and Egypt to sign nuclear power plant deal », *The Financial Times*, 11 décembre 2017.
142. « Egyptian President Attends Founding Ceremony of China-Egypt Business Council », *Xinhua*, 24 janvier, 2002.
143. Par exemple un *Sino-Egyptian trade forum* en juillet 2004 « Egypt eyes economic cooperation with China: PM », *Xinhua*, 6 juillet 2004.
144. « Egypt to host China's biggest hi-tech expo abroad », *AFP*, 23 septembre 2003.

Graphique 1 : Le commerce de la Chine avec l'Égypte, 1990-2011



Source : Graphique réalisé par les auteurs sur la base des chiffres du FMI, Direction of Trade Statistics Yearbook, 1990-2012.

Résultat de toutes ces activités, les échanges s'envolent au cours de la décennie 2000, passant de 955 millions USD en 2001 à 8,797 milliards USD en 2011[145]. Cette année-là, la Chine est le troisième partenaire commercial de l'Égypte — derrière les États-Unis qu'elle talonne et surtout l'Union européenne — avec environ 7,3 % de l'ensemble de ses échanges selon les chiffres du FMI[146].

Pourtant, malgré l'accroissement des volumes d'échanges et la multiplication des accords, les résultats demeurent en dessous des espérances. Vu du côté chinois, parmi les plus importants obstacles au commerce avec l'Égypte figurent notamment à cette période, selon Yasser M. Gadallah, le manque de transparence et de cohérence des politiques commerciales internationales égyptiennes ainsi que diverses entraves et difficultés administratives comme les inspections sévères menées par les institutions chargées de vérifier la conformité aux standards égyptiens des produits importés[147]. Du côté égyptien, même si elles s'accroissent, les exportations du Caire à destination du marché chinois restent faibles au regard des potentialités.

145. Chiffres tirés du FMI, *Direction of Trade Statistics Yearbook*. Diverses années. Voir détails sur l'essor des relations bilatérales, notamment du commerce dans An Huihou, « Chuxu fazhan yu gongude Zhong Ai guanxi », *Xi Ya Feizhou*, n° 4, 2010, p. 27–30 et Liu Yun, « Zhong Fei hezuo luntan jucuo dui Aijide yinxing pinggu », *Xi Bei mofan daxue* (Shehui kexuebao), vol. 50, n° 1, 2013, p. 121–123 (en chinois).

146. Chiffres tirés du FMI, *Direction of Trade Statistics Yearbook*.

147. Voir détails dans Yasser M. Gadallah, « An Analysis of the Evolution of Sino-Egyptian Economic Relations », dans *Toward well-oiled relations? China's presence in the Middle East following the Arab Spring*, Niv Horesh (dir.), Houndmills, Basingstoke, Hampshire, New York, NY, Palgrave Macmillan, 2016, p. 110–111.

En outre, les importations substantielles de produits chinois créent non seulement un important déficit commercial pour l'Égypte, mais entrent parfois aussi en concurrence directe avec certains produits locaux[148]. Le Caire s'inquiète du fort déséquilibre de ses relations commerciales avec Pékin en faveur de ce dernier d'autant que la concurrence chinoise pèse aussi sur les marchés tiers pour les exportateurs égyptiens dans certains domaines comme les textiles[149]. Malgré des discussions récurrentes entre les deux pays sur ces questions, les promesses chinoises et les efforts entrepris au cours de la décennie pour tenter de mieux équilibrer les échanges[150], le déficit demeure chronique et substantiel. Il s'élève à 5,769 milliards USD à l'époque de la chute de Moubarak en 2011.

Perçue comme une solution partielle à cet état de fait, la coopération en matière de tourisme, un secteur clé pour l'économie égyptienne, connaît un certain essor au cours de la décennie 2000. En septembre 2002, Le Caire obtient de Pékin le statut de « destination autorisée » pour les touristes chinois. Une décision qui laisse espérer d'importantes retombées économiques pour le pays et un certain rééquilibrage dans les échanges. Des vols directs sont établis en 2003[151]. 15 000 Chinois font ainsi le déplacement cette année-là, un chiffre néanmoins jugé faible selon l'ambassadeur égyptien en poste à Pékin au regard des potentialités et des 5,7 millions de touristes ayant visité le pays des pyramides sur la période[152]. Les arrivées s'accroissent cependant durant la décennie, atteignant 106 227 touristes chinois en 2010. Toutefois, même si la hausse est significative, ce chiffre ne représente encore que 0,7 % des touristes accueillis en Égypte en 2010 et seulement 15 % du nombre de touristes venus d'Asie[153].

E. *L'intérêt de Moubarak pour le « modèle chinois »*

Au-delà de toutes les promesses des relations bilatérales, c'est l'expérience des réformes et du développement chinois, de plus en plus visible au cours de la décennie 1990, qui capte de manière croissante l'attention égyptienne. Dès 1992, des représentants égyptiens constatent et saluent les progrès économiques réalisés par Pékin[154]. Lors d'un déplacement en 1994, le président Moubarak est invité à visiter la zone économique spéciale de Tianjin. Il est impressionné par les progrès réalisés et dès 1994, les deux partenaires évoquent la possibilité pour la Chine de transférer son expérience et d'établir des zones économiques spéciales en Égypte comme tremplin pour ses exportations vers les marchés du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Europe.

148. Voir sur l'analyse des relations économiques sino-égyptiennes dans Assem Reda Abu Hatab, Nada Abdelhamed Shoumann, Huo Xuexi, « Exploring Egypt-China bilateral trade : dynamics and prospects », *Journal of Economic Studies*, vol. 39, Issue 3, 2012, p. 314–326 et Yasser M. Gadallah, « An Analysis of the Evolution of Sino-Egyptian Economic Relations », dans *Toward well-oiled relations? China's presence in the Middle East following the Arab Spring*, *op. cit.*, p. 94–114.

149. Voir Assem Abu Hatab, « 'Made in China': the displacement effect of China on Egyptian textile exports », *Journal of Agribusiness in Developing and Emerging Economies*, vol. 7, Issue 2, 2017, p. 99–114.

150. « China pledges to ease trade imbalance with Egypt », *Xinhua*, 5 octobre 2004.

151. « Direct flights between China, Egypt to open », *Xinhua*, 6 janvier 2003.

152. Liao Lei, « Egyptian ambassador hails Egypt-China ties », *Xinhua*, 24 janvier 2004.

153. Chiffres cités dans Tamer Hamdy Ayad, Ye Shujun, « Travel Motivations of Chinese Tourists to Egypt », International Conference on Trade, Tourism and Management (ICTTM'2012), 21-22 décembre 2012 Bangkok (Thailand), p. 105 (*http://psrcentre.org/images/extraimages/23.%201312524.pdf*).

154. « Egypt's consultative council speaker praises China's economic reform », *Xinhua*, 25 février 1992.

Pékin peut aussi tirer profit des conditions égyptiennes en termes de main-d'œuvre à faible coût. Il s'agit donc à la fois de promouvoir les exportations chinoises vers ces marchés et d'apporter en même temps des bénéfices à l'Égypte en termes d'emplois et de services.

Un protocole d'accord est conclu en 1997 pour mener une étude de faisabilité et encourager les hommes d'affaires chinois à participer à ce type de projets[155]. En 1998, les deux gouvernements signent un protocole d'accord portant sur l'établissement d'une zone industrielle conjointe dans l'un des treize blocs de la *North-West Suez Economic Area* (NWSEA)[156]. Le gouvernement chinois désigne *Tianjin Economic Technological Development Area Investment Holdings* (TEDA), le développeur de l'une des zones économiques spéciales les plus performantes de Chine, pour mener à bien ce projet. TEDA s'allie à quatre partenaires égyptiens pour former une coentreprise, la société *Egypt-China Corporation for Investment* (ECCI) dans laquelle elle détient seulement 10 % des actions. L'expérience n'est pas concluante, ce qui amène la société chinoise à entreprendre seule un nouveau projet de plus faible ampleur en 2000.

C'est finalement en 2007 que TEDA, en partenariat avec le *China-Africa Development Fund*[157], lance une extension importante de sa zone industrielle pour les petites et moyennes entreprises dans l'*Egypt Suez Cooperation Zone* (ESCZ)[158]. Elle est pleinement opérationnelle en 2009 et comprend diverses zones industrielles (textile et vêtements, équipements pétroliers, automobile, appareils électriques)[159]. En dépit du caractère parfois insatisfaisant de la coopération avec la partie égyptienne, TEDA remporte un appel d'offres international lancé en 2009 par le gouvernement égyptien pour créer la première zone économique spéciale qualifiée de « style chinois » en Égypte, l'*Egypt Suez Economic and Trade Cooperation Zone* (6 km^2)[160]. La partie chinoise annonce à ce moment qu'elle pourrait y investir plus de 200 millions USD[161]. En 2014, 32 entreprises y sont immatriculées et les investissements cumulés atteignent 90,7 millions USD[162]. Avec la mise en œuvre de ce projet, les relations économiques bilatérales, qui étaient jusque-là plutôt traditionnelles (exportations et importations), franchissent une nouvelle étape.

155. « China-Egypt memorandum of understanding signed in Beijing », *Xinhua*, 18 avril 1997.

156. Voir l'historique de cette zone dans Deborah Brautigam, Tang Xiaoyang, « African Shenzhen: China's special economic zones in Africa », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 49, Issue 1, mars 2011, p. 27–54 (spéc. p. 38 et ss.).

157. La création de ce fonds a été annoncée lors du sommet de Pékin du *Forum de coopération sino-africaine* (FCSA) par le président Hu Jintao le 4 novembre 2006. Il a été établi en juin 2007 avec un milliard USD de financement initial par la *China Development Bank*.

158. « China founds its first industrial zone ever in Egypt », *Deutsche Presse-Agentur*, 30 octobre 2007.

159. Voir Nelson Santos António, Shaozhuang Ma, « China's Special Economic Zone in Africa: Context, Motivations and Progress », *Euro Asia Journal of Management*, Issue 44, vol. 25, n° 1/2, décembre 2015, p. 79–103 (spéc. p. 100 et ss).

160. Tom Mitchell, « Egypt courts China for Suez special zone », *Financial Times*, 2 mars 2010. Voir aussi le site web de cette zone : *Egypt Suez Economic and Trade Cooperation Zone (http://www.setc-zone.com/system/2017/04/27/011260703.shtml).*

161. Farah Halime, « China views Egypt as trading hub; While others hang back, Beijing takes risk to gain a foothold in Africa », *International Herald Tribune*, 31 août 2012.

162. Nelson Santos António, Shaozhuang Ma, « China's Special Economic Zone in Africa: Context, Motivations and Progress », *op. cit.*, p. 88.

F. Les investissements de Pékin

Le Caire cherche aussi, avec un succès relatif durant cette période, à attirer les investissements chinois. L'accord sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements signé en avril 1994[163] (entré en vigueur en avril 1996) leur ouvre la voie. Les deux pays signent également un accord sur la prévention de la double imposition et l'évasion fiscale en août 1997. En juin 1998, un *China (Egypt) Investment Development and Trade Promotion Center* est créé pour fournir des services diversifiés aux entreprises chinoises intéressées par le commerce et les investissements en Égypte. Les réalisations concrètes sont toutefois lentes à se matérialiser. En 2002, les hommes d'affaires chinois avaient mis en place 76 projets d'investissement en Égypte pour seulement 50 millions USD[164].

Les efforts ne commencent réellement à porter des fruits qu'au milieu de la décennie 2000[165]. Et c'est surtout dans le sillage de la crise financière mondiale de 2008, où la Chine apparaît comme une alternative importante aux partenaires occidentaux en difficulté, que Le Caire a particulièrement accru ses efforts pour attirer les capitaux chinois. En 2009 et 2010, le ministre égyptien de l'Investissement se rend en Chine pour y développer des contacts avec la *China Investment Corp.* (CIC), le fonds souverain chinois créé en 2007[166], s'informer de l'expérience chinoise dans la mise en place de la zone économique spéciale pour les industries, discuter de la coopération dans le domaine des communications et chercher à élargir les activités des entreprises chinoises en Égypte. Une des avancées les plus tangibles est l'ouverture d'un bureau de représentation de la *China Development Bank* au Caire en 2009 et la signature d'un protocole d'accord avec la *Commercial International Bank* et *CI Capital Holding* pour aider au développement du secteur des petites et moyennes entreprises.

Dans une dynamique similaire, le ministre égyptien du Pétrole se rend aussi à Pékin en 2006, 2007 et 2010. Parmi les résultats engrangés, l'on compte la signature d'un protocole d'accord en vue de la construction de la plus grande raffinerie de l'histoire égyptienne, une infrastructure de 2 milliards USD destinée à assurer les besoins du marché égyptien voire à exporter une partie de sa production vers la Chine[167]. D'autres ministres égyptiens, comme le ministre de l'Électricité et de l'Énergie, le ministre de l'Environnement et le ministre des Transports se rendent aussi en Chine en 2009 et 2010 pour aborder divers projets de coopération dans leurs domaines de compétence

163. Voir le texte du traité dans « Agreement between the Government of the Arab Republic of Egypt and the Government of The People's Republic of China concerning the Encouragement and Reciprocal Protection of Investments », 21 avril 1994 (*http://investmentpolicyhub.unctad.org/Download/TreatyFile/730).*

164. Chinese Embassy in Cairo, « Cooperation bewteen Egypt and China in Brief », 17 novembre 2004.

165. Voir les divers projets et secteurs des investissements listés dans African Development Bank (AfDB), « Chinese Investments and Employment Creation in Algeria and Egypt », *Economic Brief*, 2012, p. 12.

166. « Egypt to Offer Opportunities to China Sovereign Fund », *TendersInfo*, 17 juin 2010.

167. Tamer Abdel Aziz, Sama Ezz Eldin, « Egypt and China to join refinery forces », *Egypt Oil and Gas*, juin 2010. Le projet a été suspendu en raison des troubles de l'année 2011. Il a été relancé dans la période post-Moubarak.

respectifs. Au total, à la veille de la chute d'Hosni Moubarak en 2011, l'Égypte accueillait 1100 compagnies chinoises enregistrées et une communauté chinoises évaluées à environ 35 000 personnes. Les investissements chinois cumulés atteignaient 335 millions USD[168]. Un chiffre encore faible, mais prometteur vu les projets discutés.

G. Le déploiement d'instruments de « soft power »...

Pendant cette période, conformément à l'orientation de la politique étrangère officialisée sous Hu Jintao[169], Pékin commence aussi à déployer des instruments de « soft power » en Égypte à travers notamment la création du Centre culturel de Chine au Caire[170] (2002), l'inauguration du département d'études chinoises de l'Université du Caire (2004)[171], le lancement du projet d'Université sino-égyptienne (2005)[172], la création d'Instituts Confucius à l'Université du Caire et à l'Université du canal de Suez (2008) ou la création d'écoles chinoises[173]. Des résultats sont vite obtenus puisque plusieurs milliers d'étudiants égyptiens ont été formés à la langue chinoise en Égypte depuis 2008. Par ailleurs, pour répondre à l'intérêt des étudiants pour la Chine, les universités égyptiennes — y compris al-Azhar — ont mis en place des départements de langue chinoise. On en comptera 10 en 2016[174]. Symbole de l'attrait croissant pour la Chine de la partie égyptienne, l'Université Ain Shams héberge le plus grand département d'études chinoises d'Afrique.

Fruit de ces efforts, à la veille de la chute de Moubarak, l'image de la RPC auprès de l'opinion publique égyptienne était plutôt positive si on en croit les sondages d'opinion réalisés par Pew en 2010 et 2011. 52 % des personnes interrogées affichaient en effet une opinion favorable de la Chine en 2010. Un pourcentage situé à 57 % en 2011[175].

168. « China offers $9 millon aid to Egypt », *China Daily*, 21 avril 2011.

169. Même si la pratique a débuté en fait plus tôt, la quête de la « puissance douce culturelle » (*wénhuà ruǎnshílì*) a été officiellement annoncée lors du 17e Congrès national du Parti, en octobre 2007. Voir « Hu Jintao calls for enhancing 'soft power' of Chinese culture », *Xinhua*, 14 octobre 2007.

170. Voir le site de cette institution : *http://en.cccweb.org/Cairo.html.*

171. « Chinese studies available in Egypt's top university », *People's Daily*, 10 octobre 2004.

172. « China, Egypt sign agreement on establishing Chinese university », *Xinhua*, 24 avril 2005. Elle sera finalement établie en 2013 par un décret du président Morsi. C'est la première université chinoise crée au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

173. L'Égypte a accepté en 2008 de construire des écoles chinoises dans chacun des 29 gouvernorats du pays. D'après Leila Reem, « The Chinese arrived », *Al-Ahram Weekly Online*, Issue 915, 18-24 septembre 2008.

174. Wang Yunsong, « China-Egypt relationship will see best period of all time », *Global Times*, 20 janvier 2016.

175. Pew Research Center, « Opinion of China », *Global Opinion Database*, Survey 2010, Survey 2011 (*http://www.pewglobal.org/database/indicator/24/survey/12/*). Pour être complet, il faut noter 1° que la Chine avait obtenu vers le milieu de la décennie 2000 des scores plus favorables auprès de l'opinion égyptienne (67 % d'opinions favorables en 2007) et que 2°, élément non négligeable, son score, tout en restant positif, a commencé à se tasser vers la fin de la décennie. Une tendance qui s'est poursuivie puisqu'en 2014 – dernière année où l'on dispose d'un sondage de Pew –, Pékin n'obtenait plus que 47 % d'opinion favorable en Égypte.

H. .... et ses livraisons d'armes.

Enfin, durant la décennie 2000, l'intensification des contacts avec l'armée égyptienne — dont le rôle dans le pouvoir est central en Égypte — et de la coopération militaire[176] est également mise au programme. C'est en tout cas ce qu'annonce le ministre chinois de la Défense, Liang Guanglie, lors de sa rencontre avec Aleem Tamer, le Commandant de la marine égyptienne en déplacement en Chine en mai 2004[177]. Une volonté réitérée par le ministre chinois de la Défense lors d'une autre rencontre avec son homologue égyptien Mohammed Hussein Tantaoui en mai 2009[178]. Plus concrètement, cette volonté se matérialise sous forme de déplacements et de visites de hauts responsables militaires[179] , par la création en mars 2010 de la *Commission de coopération de défense sino-égyptienne* à l'occasion de la visite de Ma Xiaotian, le chef ajoint de l'État-major général de l'Armée populaire de libération au Caire[180], et de la poursuite des ventes d'armes[181]. Dans ce dernier domaine, entre 1989 et 2008, l'Égypte a été le plus important marché d'armes pour la Chine en Afrique[182]. Néanmoins, les statistiques du SIPRI pointent un tassement des ventes durant les décennies 1990 et 2000 par rapport à la période 1979-1990. Pékin n'occupe au tournant du siècle que la troisième place parmi les fournisseurs d'armement au Caire, derrière Moscou, mais surtout Washington, resté de très loin le premier fournisseur du régime égyptien[183]. Le marché égyptien est le 6e en importance durant cette période pour les exportations chinoises d'armements avec 3,56 % du total des ventes. Au Moyen-Orient enfin, l'Égypte reste le second client en importance de Pékin, loin cependant derrière l'Iran.

Parmi les partenariats les plus marquants de cette période, il faut relever la signature, en 1999, d'un contrat d'environ 350 millions USD entre la *China National Aero-Technology Import and Export Company* (CATIC) et le ministère égyptien de la Défense pour la vente du K-8 (Karakoram-8), un avion d'entraînement mais aussi d'attaque au sol, et l'établissement en Égypte d'une ligne de production sous licence de ces appareils[184]. Le premier sort de la chaîne de montage en juin 2001, la production des 79 suivants s'achevant en 2005[185].

176. La « coopération » s'était surtout matérialisée jusque-là par des visites de haut niveau et de la formation de personnel professionnel.
177. « China to boost military cooperation with Egypt: senior officer », *Xinhua*, 6 avril 2004.
178. « China vows to further military cooperation with Egypt », *Xinhua*, 11 mai 2009.
179. « China to boost military cooperation with Egypt: senior officer », *Xinhua*, 6 avril 2004 ; « China to further military cooperation with Egypt : Defense Minister », *Xinhua*, 20 septembre 2004.
180. Le renforcement de la communication et des liens militaires bilatéraux est au programme des discussions lors de ce déplacement. Voir « Egypt, China pledge closer military cooperation », *States News Service*, 4 mars 2010.
181. « Egypt to buy arms from China », *UPI*, 12 juin 1996.
182. Erin Cunningham, « The United States has a new rival for influence in Egypt », *Business Insider*, 6 septembre 2012.
183. D'après le SIPRI, *https://www.sipri.org/databases* (consultés en décembre 2018).
184. « China sells 80 fighter jet trainers to Egypt », *Xinhua*, 26 mars 2000 et « China Delivers First Batch of Training Planes to Egypt », *Xinhua*, 11 juillet 2001.
185. « Egypt produces 80 Chinese-designed K-8E aircraft in past five years », *Xinhua*, 12 décembre 2005.

En août 2005, CATIC a délivré une nouvelle licence à la société égyptienne *AOI Aircraft Factory* pour la construction de 40 avions K-8E supplémentaires destinés à l'*Egyptian Air Force* avec davantage de composants produits dans le pays même[186]. La coopération dans ce secteur a été particulièrement intéressante pour Le Caire car elle lui a permis de redéployer son industrie aéronautique avec tous les bénéfices politiques, économiques et militaires qui y sont associés. Plus symboliquement, un navire chinois de la flotte de la mer de Chine du Nord traverse en juin 2002 le canal de Suez et jette l'ancre à Alexandrie au cours de son premier voyage autour du monde[187].

En substance, tous les indicateurs révèlent donc une accélération multidimensionnelle des relations bilatérales entre la RPC et l'Égypte de Hosni Moubarak à partir des années 1990. Et, plutôt que de casser cette dynamique, le « Printemps égyptien » la renforcera considérablement.

186. Voir « K-8E Karakoram-8 », *GlobalSecurity.org,* SD. (*https://www.globalsecurity.org/military/world/egypt/k-8e.htm*)

187. « Chinese Naval Fleet Calls at Alexandria in First Visit to Egypt », *Xinhua*, 14 juin 2002.

III. LE « PRINTEMPS ÉGYPTIEN » ET SES REBONDISSEMENTS : AU-DELÀ DES CHOCS, UNE RELANCE RAPIDE

Moubarak avait été un acteur majeur du renforcement des relations bilatérales sino-égyptiennes pendant trois décennies. Aussi brutale qu'inattendue, son éviction moins d'un mois après le début des mobilisations populaires contre le régime comportait bien évidemment des risques de rupture entre la RPC d'une part et le nouveau pouvoir égyptien d'autre part. Toutefois, contre toute attente, cette part de l'héritage de Moubarak est non seulement préservée mais vite exploitée et consolidée par ses successeurs. En effet, la nouvelle Égypte veut sortir, au moins partiellement, de l'orbite américaine, et Pékin va habilement saisir cette opportunité après un court moment d'incertitude. Ainsi, l'on verra la Chine déployer une politique aussi pragmatique que « soutenante » face aux multiples rebondissements que l'Égypte vit entre 2011 et 2013. Constant dans son discours, Pékin tend la main aussi bien au Conseil suprême égyptien des forces armées qui gouverne le pays après la chute de Moubarak qu'au président Morsi, qui est porté au pouvoir par les urnes au grand dam d'ailleurs de l'*establishment* militaire égyptien. En cela, il est l'une des rares puissances, voire la seule, qui réussit pleinement l'exploit de consolider ses relations avec une Égypte à la tête de laquelle des régimes opposés se succèdent rapidement.

A. De l'inquiétude …

Les mouvements de révolte qui secouent le monde arabe à l'aube de 2011 mettent initialement le pouvoir chinois sur la défensive tant sur un plan interne que sur la scène internationale. En effet, Pékin s'inquiète d'abord des répercussions que les « Printemps arabes » pourraient avoir sur sa propre population.

Au niveau domestique, il réagit avec vigueur, en accroissant notamment le contrôle sur les activistes et les dissidents, sur les médias et l'usage d'Internet[188], bloquant par exemple sur les moteurs de recherche les mots « Jasmin », « Égypte » ou « Le Caire »[189]. L'information est filtrée et les journaux chinois sont invités à mettre l'accent sur les effets négatifs des désordres, la déstabilisation, les « incertitudes » et les risques

188. C. Custer, « Egypt, China, and Revolution (Part 2) », *China Geeks*, 3 février 2011; « China police stop spread of Egypt news: activist », *AFP*, February 9, 2011; « As protests spread across the Middle East, China keeps a firm hand on protests at home », *Christian Science Monitor*, 24 février 2011.

189. Borje Ljunggren, « Can new media in China channel Egypt? », *Daily Star* (Liban), 21 février 2011.

de « chaos »[190], ainsi que sur la nécessité d'un retour rapide à la « stabilité »[191]. Par ailleurs, et bien qu'exprimée par certains commentateurs plutôt que par des officiels, une inquiétude se devine quant à une possible arrivée au pouvoir des Frères musulmans et des répercussions que cela pourrait avoir sur la question du Xinjiang, par exemple[192].

Au niveau diplomatique, Pékin accueille sans entrain les manifestations populaires contre Hosni Moubarak. Évitant de commenter les événements et de critiquer ouvertement les protestataires, la diplomatie chinoise met l'accent sur la non-ingérence — condamnant ainsi les pressions américaines et européennes sur le président égyptien[193] — et le maintien de la stabilité sociale, soutenant implicitement le Raïs. Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères déclare ainsi que « la Chine comprend et soutient les efforts déployés par l'Égypte pour sauvegarder la stabilité sociale et restaurer la normalité, et maintient que les affaires de l'Égypte devraient être décidées par l'Égypte de manière autonome et ne devraient pas être sujettes aux interférences extérieures »[194]. Cette rhétorique reflète non seulement les positionnements habituels de la RPC, mais elle rappelle aussi le vocabulaire utilisé vingt ans plus tôt par le pouvoir égyptien dans son soutien au régime chinois lors des événements de Tian An Men. C'est donc avec circonspection et inquiétude que Pékin suit les développements des manifestations puis la chute de Moubarak[195], réitérant à plusieurs reprises ses espoirs de voir l'Égypte restaurer « la stabilité nationale et l'ordre public »[196].

B. … à l'adaptation

Après cette courte période d'incertitude, les autorités chinoises parient toutefois sur l'établissement rapide de contacts politiques avec les nouveaux responsables égyptiens, comptant sur l'attractivité de leur pays comme puissance économique et financière, et en tant que « puissance émergente » et alternative à Washington et à l'ordre international libéral. Ce dernier atout s'avère particulièrement précieux sachant combien, parmi les innombrables griefs de la population égyptienne à l'égard des dirigeants contre lesquels elle s'est rebellée, la proximité à l'égard des États-Unis et les problèmes économiques figurent en bonne place. Alors même que la situation reste incertaine dans le pays, Pékin change donc de posture.

---

190. « China chokes off news of protests ; Beijing swiftly restricts online discussion of Egypt, wary of threats to its own authoritarian rule », *The Toronto Star*, 1er février 2011 ; Edward Wong, David Barboza, « Wary of unrest, China seeks to control talk of Egypt uprising », *The International Herald Tribune*, 2 février 2011 ; « China's Great Firewall sucks up Egypt protest discussion », *The New Zealand Herald*, 2 février 2011 ; « China: Uncertainty clouds jubilation in Egypt after Mubarak », *Xinhua*, 12 février 2011 ; Anita Chang, « Wary China warns of Egypt « chaos' after uprising », *Associated Press*, 12 février 2011 ; « Chinese media stress need for stability in Egypt », *Right Vision News*, 13 février 2011.

191. « China calls for stability in Egypt, censors coverage », *AFP*, 31 janvier 2011.

192. Pékin est confronté dans cette région à une agitation — qualifiée par le pouvoir de « séparatisme » — de sa minorité musulmane ouïgoure. Voir sur cette question, Thierry Kellner, « L'évolution de la situation des Ouïgours au Xinjiang/ Turkestan oriental depuis 1949 », *Monde chinois*, n° 21, printemps 2010, p. 55–64.

193. « Hands off Egypt, says China », *Digital Journal*, 11 février 2011.

194. Traduction libre des auteurs ; *cf.* Liu Hua, Chen Shilei, « It is China's Position that Egypt's Affairs should not be subjected to external interference », *Xinhua*, 11 février 2011.

195. John Garnaut, « China's eye on Egypt », *The Age* (Melbourne, Australia), 15 février 2011.

196. Traduction libre des auteurs ; « China hopes for 'stability and order' in Egypt », *AFP*, 12 février 2011.

Dès mars 2011, dans le cadre d'une tournée au MO, une délégation chinoise menée par le vice-ministre des Affaires étrangères se rend en Égypte afin d'établir des liens avec les nouvelles autorités et relancer les relations bilatérales[197], en offrant, notamment, une aide humanitaire d'urgence au Caire[198]. Le mois suivant, une délégation de 40 personnes, dirigée par le ministre chinois adjoint du Commerce visite la capitale égyptienne. Un accord de coopération technique et économique est signé à cette occasion. En mai, le ministre des Affaires étrangères, Yang Jiechi, vient rencontrer son homologue égyptien, ainsi que le chef de l'État en exercice à ce moment, Hussein Tantawi[199]. Il rappelle « *l'importance* » que la Chine attache au « *maintien et au développement de la coopération bilatérale mutuellement bénéfique dans la nouvelle ère* » et sa disposition « à consolider l'amitié traditionnelle, approfondir la coopération mutuellement bénéfique, développer les échanges dans les sciences et améliorer la communication et la coordination dans les questions internationales afin de porter les relations de coopération stratégiques Chine-Égypte à un nouveau *niveau* »[200]. Après avoir souligné que les deux économies sont « *très complémentaires* » et que la Chine est prête à « *renforcer sa coopération commerciale et ses investissements en Égypte et à encourager davantage ses entreprises à investir dans le pays* »[201], Yang flatte les ambitions égyptiennes en déclarant que la Chine aimerait voir le pays jouer un rôle plus important dans les affaires internationales et régionales. Actant enfin que la situation en Égypte est changeante, il affirme que la Chine respecte la « *volonté et le choix du peuple égyptien* » [202]. Après cette visite, les rencontres se multiplient. L'une des plus notables est celle de Wu Sike, l'envoyé spécial de la Chine pour le MO. Après s'être entretenu avec le ministre égyptien des Affaires étrangères en août 2011, Wu souligne les possibilités de coopération politique entre les deux pays, déclarant que la Chine attache une « *grande importance à la coordination et à la coopération* » avec l'Égypte sur les questions du MO.

Du côté égyptien, malgré les difficultés de la transition, plusieurs visites marquent l'année 2011. En mars 2012, et pour la deuxième fois en six mois, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Mohamed Amr se rend à Pékin pour assister à la cérémonie d'ouverture de la cinquième réunion ministérielle du « *Forum de coopération sino-africaine* » (FCSA). À cette occasion, il s'entretient avec son homologue chinois sur des questions économiques et commerciales (commerce, zone économique de Suez, trains à grande vitesse, énergies renouvelables, possibilité d'intensification des investissements chinois dans l'économie égyptienne…), mais aussi politiques (question syrienne et élargissement du Conseil de sécurité, question sur laquelle les positions

197. « China willing to help Egypt overcome difficulties: FM », *Xinhua*, 10 mars 2011.

198. « China offers humanitarian aid to Tunisia, Egypt », *UMCI News*, 20 mars 2011.

199. FMPRC, « Foreign Minister Yang Jiechi Holds Talks with His Egyptian Counterpart Arabi », 3 mai 2011 (*https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/topics_665678/yangjiechichufang_665758/t819922.shtml*).

200. Traduction libre des auteurs ; FMPRC, « Egyptian Acting Head of State Tantawi Meets with Chinese Foreign Minister », 4 mai 2011, (*https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/topics_665678/yangjiechichufang_665758/t820233.shtml*).

201. Traduction libre des auteurs ; *Idem.*

202. « China, Egypt vow to strengthen cooperation », *Trend Daily News*, 3 mai 2011.

de Pékin et du Caire sont, selon la partie égyptienne, identiques)[203]. Son homologue en profite pour reconfirmer le soutien chinois au peuple égyptien et le respect de Pékin pour sa liberté de choisir son régime politique.

La même position chinoise est exprimée lors des élections présidentielles égyptiennes de 2012, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères proclamant en mai que « *peu importe qui est élu comme président égyptien* », la Chine est prête à « *pousser plus avant la coopération stratégique bilatérale* » [204]. En juin 2012, le président Hu Jintao, félicite Mohamed Morsi, pourtant proche des Frères musulmans, pour sa victoire, déclarant que son pays « *respecte le choix du peuple égyptien pour son système politique et sa voie de développement* »[205]. Une position affirmée à plusieurs reprises ensuite alors que c'est la méfiance qui transpire de nombreuses capitales notamment occidentales. Le président chinois invite par ailleurs son homologue égyptien à se rendre en Chine, une proposition reçue favorablement.

C. Le choix « chinois » de Morsi

Cette visite du président Morsi a une portée symbolique particulière et constitue un réel succès diplomatique pour la RPC. En choisissant Pékin plutôt que Washington pour son premier déplacement à l'étranger en août 2012, le nouveau président égyptien envoie un message fort. Il indique en effet sa volonté de rééquilibrer et diversifier les relations extérieures égyptiennes, et semble vouloir faire de la Chine un des partenaires prioritaires de son pays. Pour Pékin, ce déplacement marque une percée significative dans un pays clé du MO, situé dans le giron de Washington depuis plusieurs décennies. Xi Jinping (alors vice-président) le souligne d'ailleurs en déclarant que la Chine accorde une « *valeur énorme à cette visite* »[206], Morsi insistant pour sa part sur la « *relation stratégique* » liant les deux pays.

Au-delà des aspects politiques et symboliques, ce déplacement a aussi des visées économiques plus utilitaires et immédiates vu la situation difficile de l'économie égyptienne. Pour relever le pays, M. Morsi compte sur les capacités, notamment en termes d'investissements, de la seconde économie du monde. Il est ainsi accompagné de plusieurs ministres et d'une délégation de 80 hommes d'affaires, certains d'ailleurs proches de l'ancien régime mais se prévalant de connections précieuses en Chine[207].

---

203. Embassy of Egypt in Beijing, « Foreign Minister holds Intensive consultations in China », 21 mars 2012. Concernant la réforme du CS, la Chine soutient, en tout cas dans sa rhétorique, une « réforme raisonnable et nécessaire ». Elle donne la priorité à l'accroissement de la représentation des pays en développement, en particulier les pays africains. Cette position officielle rencontre effectivement celle de l'Égypte sur la nécessité de donner plus de poids à l'Afrique. L'Égypte soutient plus précisément l'attribution de deux sièges permanents à l'Afrique, dont un pour elle-même, idée que Pékin n'a pas explicitement soutenue à notre connaissance. En l'état actuel du développement de la question de la réforme, Pékin peut en tout cas utiliser sans trop s'avancer sa position pour se rapprocher du Caire. Voir la position officielle chinoise sur la réforme du CS de l'ONU, « Assistant Foreign Minister Ma Zhaoxu Talks about UN Security Council Reform », Chinese Embassy in Italy, 5 février 2013 (*http://ie.china-embassy.org/eng/NewsPress/t1012571.htm*) et la position égytienne : « Egypt and UN Security Council membership », *Egypt State Information Service*, s.d., (*http://www.sis.gov.eg/en/LastPage.aspx?Category_ID=179*).

204. Traduction libre des auteurs ; « China lauds 'smooth' elections in Egypt », *Xinhua*, 28 mai 2012.

205. Traduction libre des auteurs ; « China's Hu congratulates Egypt's new president », *AFP*, 25 juin 2012.

206. Christopher Bodeen, « China, wary of Arab Spring, hosts Egypt's Morsi », *Associated Press*, 29 août 2012.

207. « Mubarak era tycoons join Egypt President in China », *Al-Ahram online*, 28 août 2012.

Parmi les réalisations de ce voyage, on compte des promesses d'investissements dans les infrastructures égyptiennes (projets de centrales électriques thermiques, d'usine de désalinisation de l'eau et train rapide reliant Le Caire à Alexandrie), huit accords de coopération dans divers domaines, dont le tourisme[208], et l'ouverture d'une ligne de crédit de 200 millions USD par la *China Development Bank* à la *Banque nationale d'Égypte* pour soutenir les PME[209]. Enfin, Pékin offre en septembre 2012 une assistance en matière de sécurité, en livrant un millier de véhicules (d'un type non spécifié) pour le ministère de l'Intérieur égyptien[210].

Même si les observateurs égyptiens divergent quant à la portée de cette visite, les uns y voyant un signe de méfiance à l'égard des Occidentaux et une volonté de rééquilibrage de la politique étrangère égyptienne et de pression par rapport à Washington[211], les autres un simple élargissement des horizons du Caire[212], elle n'en signale pas moins une relance des relations sino-égyptiennes souhaitée par les deux parties.

L'intérêt mutuel se manifeste d'ailleurs à nouveau en mars 2013, lors de la rencontre du président Morsi avec Xi Jinping, désormais président de la RPC, au 5e sommet des pays du BRICS à Durban. Les deux dirigeants y renouvellent leur volonté d'approfondir leur « *relation de coopération stratégique* »[213]. Xi Jinping appelle à mettre la priorité sur la coopération en matière de commerce, d'investissements, d'infrastructures et d'échanges culturels, domaines où la présence chinoise est déjà en plein essor. D'ailleurs, au niveau commercial, malgré les turbulences politiques traversées par l'Égypte, Pékin continue d'accroître ses échanges avec Le Caire (+ 26,5 % en 2011 par rapport à 2010 et + 8,4 % en 2012 par rapport à 2011), au point qu'un seuil psychologique est franchi en 2011, les exportations chinoises (7,28 milliards USD) dépassant pour la première fois celles de Washington[214].

Pour les firmes chinoises, le marché égyptien représente 85 millions de consommateurs potentiels. Mais l'Égypte est aussi considérée comme une plateforme pour atteindre d'autres marchés en Europe et en Afrique et un vivier de main-d'œuvre abondante et bon marché. En raison des troubles et des incertitudes qui y sont liées et qui créent

208. L'Égypte avait reçu 106 000 touristes chinois en 2010 et aimerait porter ce nombre à 160 000. Voir « Egypt plans to lure more Chinese tourists after Morsi visit », *Thai News Service*, 28 août 2012.

209. « 8 agreements for supporting Egypt-China economic cooperation », *AmCham Egypt Project News*, 30 août 2012.

210. « Egypt expects Chinese investments worth 3 billion dollars in two years », *TendersInfo*, 5 septembre 2012.

211. Par exemple, Mohamed Kadry Said, analyste militaire du *Al Ahram Center for Political and Strategic Studies* ou Akram Houssam, analyste politique au *National Center for Middle East Studies*, cités respectivement dans Erin Cunningham, « Is China 'buying' Egypt from the US ? », *GlobalPost*, September 5, 2012 et « Egypt's new president seeks 'balanced' diplomacy », *China Daily*, 6 septembre 2012.

212. Par exemple Fakhry al-Tahtawi, professeur d'études politiques de l'Université du Caire interrogé dans « Egypt's new president seeks 'balanced' diplomacy », *China Daily*, *op. cit.*

213. « China, Egypt presidents agree to move strategic ties forward in Durban talks », *Xinhua*, 28 mars 2013.

214. Tirés des chiffres du FMI, *Direction of Trade Statistics Yearbook 2013*.

des hésitations voire le gel des activités d'autres investisseurs[215], des opportunités — certes plus risquées — s'offrent aussi, d'où leur attitude à contre-courant. En effet, alors que nombreux sont les investisseurs étrangers qui adoptent une politique attentiste à l'égard de l'Égypte entre 2011 et 2013, les entreprises chinoises y investissent : ainsi les investissements ont crû de 60 % en deux ans pour atteindre un stock de 560 millions USD au printemps 2013[216]. Ashraf El-Araby, ministre égyptien de la Planification et de la Coopération internationale, estimait en septembre 2012 qu'ils pourraient atteindre 3 milliards USD sous deux ans[217], peut-être même davantage si certains projets alors en discussion devaient se concrétiser à l'instar de la zone industrielle d'Abu Rawash à Gizeh[218].

Tournés tant vers le marché intérieur égyptien que vers d'autres marchés régionaux, ces investissements concernent une large palette de secteurs : tourisme, automobile, télécommunications, infrastructures ou encore mise en place d'une zone économique spéciale à Suez avec un accord d'expansion signé en avril 2013[219]. Complétés par de multiples projets — irrigation et gestion des ressources en eau, agriculture, nucléaire civil, aérospatial, etc. — et des contacts culturels, les axes de coopération bilatérale qui s'instaurent ou s'intensifient après la chute de Moubarak esquissent une nouvelle réalité qui tend à éroder la centralité occidentale dans ce pays.

D. Pékin face au retournement de l'été 2013 : une réception tout en douceur

Étonnamment, cette évolution est encore plus marquée depuis le coup d'État de l'armée égyptienne contre Morsi à l'été 2013, avec lequel la Chine perdait pourtant un partenaire prometteur. La flexibilité de Pékin et la constance de son discours permettent aux relations bilatérales d'encaisser ce nouveau retournement. Dès le 4 juillet 2013, la RPC appelle les parties égyptiennes à résoudre leurs différends par le dialogue tout en précisant qu'elle respecte le choix du peuple égyptien et que la coopération entre les deux pays persistera indépendamment de l'évolution de la situation[220]. Fidèle à son principe de non-ingérence, Pékin évite de condamner l'une ou l'autre partie, ce qui lui laisse une marge de manœuvre pour s'adapter à l'évolution de la situation. Le dialogue s'instaure rapidement avec une nouvelle direction égyptienne soucieuse de trouver des appuis à un moment où les diplomaties occidentales se font critiques[221] d'un coup de force perpétré contre un président démocratiquement élu et se soldant par de nombreuses victimes.

---

215. Voir Nicholas Kulishjan, « Egypt's Economy Is Near Paralysis », *The New York Times*, 31 janvier 2011 ; « Korean investors in Egypt begin exodus », *The Korea Herald*, 1er février 2011 ; « Egypt protests prompt new ratings review », *Associated Press Online*, 1er février 2011.

216. « China's investments in Egypt increased by 60 % », *China Daily*, 22 avril 2013.

217. « Minister – Chinese investments in Egypt will grow », *TendersInfo*, 4 septembre 2012.

218. « China to strengthen its tie with Egypt », *TendersInfo*, 22 avril 2013.

219. « Egyptian government, Chinese TEDA ink investment agreement near Suez Canal », *Xinhua*, 28 avril 2013.

220. « La Chine appelle les différentes parties au dialogue en Égypte », *Xinhua*, 4 juillet 2013.

221. Voir les déclarations de B. Obama, D. Cameron ou François Hollande citées dans « World reaction to the ousting of Egypt's Mohammed Morsi », *BBC News*, 4 juillet 2013.

Dépêché à Pékin quelques jours après le bain de sang mettant fin aux *sit-in* des Frères musulmans, un diplomate égyptien y est assuré que la Chine s'opposera à toute « politisation » et « internationalisation » de la situation interne égyptienne[222].

Cette ligne permet aux relations entre les deux pays de se poursuivre quasiment sans accroc : les visites réciproques, les contrats et les accords de coopération continuent de se multiplier depuis l'arrivée au pouvoir de Fattah al-Sisi. Sur le plan politique, et au-delà des personnes et du régime, les deux parties n'ont de cesse d'évoquer le caractère « stratégique » de leurs relations[223]. Inchangée par rapport à la période de Morsi, cette formule suggère combien les intérêts croisés sino-égyptiens sont importants.

Du côté égyptien, le nouveau pouvoir cherche, à l'instar de son prédécesseur évincé par la force, à développer ses liens avec la Chine pour accroître, en premier lieu, sa marge de manœuvre diplomatique : réduction de la dépendance et de diversification par rapport aux partenaires traditionnels de l'Égypte comme les États-Unis, appuis à son rôle international et régional, à son régime ou face aux critiques occidentales en matière de droits de l'Homme. En deuxième lieu, l'objectif égyptien est d'obtenir l'assistance économique et financière dont l'économie nationale, qui a beaucoup souffert des turbulences des années 2011-2013, a grand besoin[224]. La Chine est vue comme un pourvoyeur potentiel majeur de capitaux dans le cadre de la politique économique mise en place par le président à partir de 2015. Vu du Caire, l'obtention d'une assistance chinoise substantielle, non conditionnée aux normes promues ou aux conditions fixées par les Occidentaux, ou aux susceptibilités des monarques du Golfe, aiderait le président al-Sisi à devenir moins dépendant de ses partenaires traditionnels et contribuerait à redresser l'économie du pays et à concrétiser ses ambitions pour l'Égypte.

Du côté de la RPC, les besoins du nouveau régime égyptien offrent de belles possibilités économiques et financières pour ses entreprises. Mais Pékin voit aussi des opportunités géopolitiques non négligeables, notamment celle d'accroître son influence dans un pays-clé situé à la confluence de l'Afrique et du monde arabe, et contrôlant une voie de transport internationale majeure : le canal de Suez, principal point de transit entre l'océan Indien et la mer Méditerranée. Ce dernier est d'ailleurs considéré par la Chine comme un nœud crucial pour la mise en place de la dimension maritime de la Route de la soie promue depuis 2013 par le président Xi.

Politiquement, la RPC peut s'appuyer sur une politique étrangère fondée sur le principe de non-ingérence et de neutralité quant à la nature des systèmes politiques, le respect des choix de ses partenaires et une coopération soustraite aux formes de conditionnalité qui, promues par les puissances occidentales et les institutions internationales que ces dernières ont façonnées, irritent de nombreux pays en développement. Elle peut ainsi applaudir à chaque étape du renforcement du nouveau régime égyptien, dont l'élection du président Fattah al-Sisi en mai 2014 et sa « réélection » en avril 2018[225].

222. دبلوماسي مصري: الصين تقرر الوقوف بجانب مصر في أي مناقشات بمجلس الأمن, *Deutsche Presse-Agentur*, 28 août 2013.

223. « La Chine et l'Égypte s'engagent à resserrer leurs liens », *Xinhua*, 16 décembre 2013.

224. IISS, « Egypt's economic crisis challenges El-Sisi », *Strategic Comments*, vol. 20, Issue 5, 2014, p. iv–v. et Mohamed El Dahshan, « The Egyptian economy », *Adelphi Series*, n° 55, 2015, p. 453–454 et p. 201–218.

225. FMPRC, « Xi Jinping Sends Congratulatory Message to Abdel-Fattah al-Sisi on His Election as President of Egypt », 2 avril 2018 (*https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/t1547917.shtml*).

IV. LA MISE EN PLACE D'UN « PARTENARIAT STRATÉGIQUE GLOBAL » SOUS AL-SISI

Dans le droit fil de ce qui s'était déjà construit sous Moubarak, puis le régime militaire transitoire et la présidence de Morsi malgré les virevoltes politiques, le partenariat privilégié vers lequel s'acheminaient la Chine et l'Égypte passe à la vitesse supérieure peu après qu'al-Sisi a conforté sa position de nouvel homme fort égyptien. Fin 2014, en un développement symboliquement puissant, les présidents Xi et al-Sisi élèvent les relations entre leurs pays au niveau d'un « partenariat stratégique global », le plus haut qui soit dans la hiérarchie diplomatique chinoise. Soutenue par un rythme de rencontres croisées qui ne faiblit pas, la coopération s'intensifie dans toute une série de domaines et s'élargit à de nouveaux secteurs tels que la sécurité non conventionnelle. Le projet de la « route de la soie », fleuron de la présidence Xi, ouvre des opportunités nouvelles, notamment en matière d'infrastructures et d'investissements : Le Caire s'inscrit vite dans cette initiative, espérant en faire bénéficier son économie, qui peine à remonter la pente. Un autre vecteur d'un rapprochement mutuellement satisfaisant correspond aux dynamiques multilatérales grâce auxquelles Pékin cherche à créer des alternatives à l'ordre international occidentalo-centré. Ce qu'on peut observer donc sur très peu d'années c'est que, en dépit d'opportunités qui restent encore à réaliser dans certains domaines, le resserrement des liens entre Chine et Égypte est exponentiel.

A. Le « partenariat stratégique global » : un développement hautement symbolique

Dès décembre 2014, symbole de l'intérêt marqué de la nouvelle administration égyptienne pour Pékin, le Premier ministre établit un comité ministériel responsable de la Chine. Composé de représentants de nombreux ministères (Industrie et Commerce, PME, Pétrole et Ressources minérales, Électricité et Énergies renouvelables, Affaires étrangères, Coopération internationale, Agriculture…) le comité est dirigé par le chef de gouvernement lui-même[226].

À l'occasion du premier déplacement du nouveau président égyptien dans la capitale chinoise à la fin du mois, les deux partenaires franchissent une étape marquante en élevant leurs relations bilatérales au niveau d'un *partenariat stratégique global* (*quanmian zhanlüe huoban guanxi*)[227], le plus haut niveau de la hiérarchie des « partenariats »

226. « Sisi's trip to China to enhance strategic partnership: minister », *Philippines News Agency*, 7 décembre 2014.

227. « China, Egypt elevate bilateral ties to comprehensive strategic partnership », *Xinhua*, 24 décembre 2014.

établie par la diplomatie chinoise[228]. Cela signifie que le partenariat sino-égyptien est désormais « intégral » (*comprehensive*), c'est-à-dire qu'il comprend tous les aspects pouvant relever des relations bilatérales et que les deux pays conviennent de s'engager à long terme dans des relations qui, dans l'esprit de Pékin, ne doivent pas dérailler même lors de tensions occasionnelles.

Xi Jinping évoque lors de la visite d'al-Sisi l'intérêt de son pays pour l'Égypte en tant que pays « arabe », « africain », « islamique » et en « développement », quatre qualificatifs qui reflètent l'image multiforme que Pékin se fait du rôle de l'Égypte et qui permettent de rappeler pourquoi les liens avec cet État sont jugés importants pour la diplomatie chinoise. Cette dernière a en effet déployé une stratégie à l'égard de chacun de ces groupements de pays. D'ailleurs, Xi Jinping ne manque pas de souligner que la relation sino-égyptienne est un modèle des relations Chine-monde arabe et Chine-Afrique et, plus globalement, de la coopération Sud-Sud[229].

Dans la déclaration commune qui cimente ce partenariat, les deux parties s'accordent pour renforcer leur coopération politique, économique, sécuritaire et militaire, culturelle et technologique[230], en matière d'investissements, ainsi que sur les affaires régionales et internationales. Elles réitèrent leur soutien mutuel sur les questions touchant leurs « intérêts fondamentaux » — sans les préciser, le flou de la formulation laissant un large espace possible de discussion en fonction d'évolutions futures. Significativement, elles déclarent qu'elles prendront « soin de préoccupations particulières » de l'autre partie : l'Égypte soutient ainsi la politique d'« une seule » Chine[231] alors que Pékin rappelle sa position de respect des droits du peuple égyptien à choisir son système politique et sa voie de développement, et son opposition à toute tentative des forces extérieures d'interférer dans les affaires intérieures de l'Égypte sous quelque prétexte que ce soit. Cette dernière disposition est en clair un soutien politique de Pékin au Caire face aux critiques occidentales concernant l'autoritarisme du président al-Sisi et son bilan en matière de droits de l'Homme. Elle démontre non seulement une convergence politique des deux régimes en faveur de l'autoritarisme, mais aussi leur préférence partagée pour une interprétation conservatrice — ce qui semble paradoxal dans le cas d'une puissance montante — des règles du droit international post-1945 et leur opposition commune à leur évolution dans la période post-guerre froide sous l'égide des Occidentaux[232].

228. Voir concernant la diplomatie des partenariats Jin Zhengkun, « Zhongguo 'huoban' waijiao zhanlüe chu tan » (Analysis of China's partnership diplomacy), *Zhongguo Waijiao*, 4, 2000, p. 20–25 (en chinois) et sur la typologie de ces partenariats : Su Hao, « Harmonious World: The Conceived International Order in Framework of China's Foreign Affairs », dans *China's Shift. Global Strategy of the Rising Power*, Masafumi Iida (dir.), The National Institute for Defense Studies, Japon, 2009, p. 29–55.

229. « Xi Jinping holds talks with President Abdel Fattah Al-Sisi of Egypt, Jointly deciding to elevate China-Egypt Relationship to Comprehensive Strategic Partnership », *States News Service*, 23 décembre 2014.

230. À l'occasion de cette visite, deux accords renforçant la coopération technologique Sud-Sud ont été signés (création d'un laboratoire commun pour les énergies renouvelables et accord de coopération entre la *China National Space Administration* (CNSA) et l'*Autorité nationale de télédétection et des Sciences spatiales* (SNRA) égyptienne).

231. En clair, s'engage à ne pas reconnaître Taiwan.

232. Pékin et Le Caire favorisent en fait un respect strict du principe de souveraineté et du principe de non-ingérence. Ils désapprouvent les évolutions du droit international liées aux règles de protection des droits de l'Homme qui permettraient à la « communauté internationale », d'intervenir dans les affaires intérieures des États. Voir la position de la Chine sur ces questions dans Kozyrev, Vitaly, « Harmonizing 'Responsibility to Protect': China's vision of a post-sovereign world », *International Relations*, vol. 30, n° 3, septembre 2016, p. 328–345 et Chen, Zheng, « China and the responsibility to protect », *Journal of Contemporary China*, vol. 25, n° 101, Septembre 2016, p. 686–700.

À cet égard, les deux parties ont rappelé dans ce document leur opposition à toute ingérence par la force militaire, sous n'importe quel prétexte, dans les affaires intérieures d'autres États (position qui semble condamner la Responsabilité de protéger) et à la politisation des droits de l'Homme. Les deux parties se sont aussi engagées à préserver le rôle clé des Nations unies dans les affaires internationales et à soutenir la réforme de l'Organisation et de son Conseil de sécurité afin de renforcer la représentation des pays en développement, en particulier des pays africains. Ces positionnements traduisent une même volonté de rééquilibrage de l'ordre international en faveur du Sud, une revendication que Pékin soutient d'autant plus fortement qu'elle accroît la multipolarité, affaiblit les Occidentaux et que la Chine se perçoit — peut-être de manière un peu trop optimiste — comme le leader « naturel » de ce Sud depuis la conférence de Bandung.

Cette rencontre bilatérale de décembre 2014 offre également à la Chine l'occasion de se montrer attentive aux inquiétudes de son partenaire. Pékin déclare ainsi qu'il attache une grande importance aux préoccupations du Caire en matière de sécurité de son approvisionnement en eau, les autorités égyptiennes s'inquiétant des projets de barrages éthiopiens touchant le Nil, notamment le *Grand Ethiopian Renaissance Dam*[233]. De plus, la Chine réitère son soutien à l'implication régionale de l'Égypte en rappelant son rôle crucial dans la résolution de la question palestinienne et d'autres problèmes majeurs de la région. En retour, l'Égypte loue le rôle constructif de la Chine sur le dossier palestinien et sa position objective et impartiale. Enfin, les deux parties s'engagent à accroître leur coordination et leur coopération pour protéger conjointement la paix et la stabilité régionale[234].

B. Multiplication des rencontres

Faisant suite à ce moment diplomatique fort qu'a constitué la conclusion de ce partenariat stratégique global, les visites de hauts responsables se succèdent en 2015. En février, les ministres des Affaires étrangères se rencontrent pour mettre en œuvre le consensus atteint par leurs dirigeants[235]. En juin, suit la visite du Conseiller d'État, Yang Jiechi au Caire puis, indice ostentatoire de l'intensification des rapports bilatéraux, le second voyage en neuf mois du président al-Sisi en Chine pour assister à la parade militaire qui se tient en septembre dans la capitale chinoise. Marquant le 70e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale et de la « guerre de résistance du peuple chinois contre l'agression japonaise », cet événement est largement boudé par les pays occidentaux.

233. En raison de sa proximité avec Addis-Abeba — et aussi d'ailleurs avec Khartoum —, Pékin est en position d'intermédiaire, voire d'arbitre potentiel, entre les divers pays de la région sur cette question cruciale de la gestion des eaux du Nil. Une position avantageuse qui lui permet de peser sur ses partenaires en cas de besoin et qui leur démontre aussi toute l'utilité de maintenir une bonne coopération avec lui. Voir Hala Nasr, Andreas Neef, « Ethiopia's Challenge to Egyptian Hegemony in the Nile River Basin: The Case of the Grand Ethiopian Renaissance Dam », *Geopolitics*, vol. 21, n° 4, 2016, p. 969–989 et Fred H. Lawson, « Egypt versus Ethiopia: The Conflict over the Nile Metastasizes », *The International Spectator*, vol. 52, n° 4, 2017, p. 129–144.

234. « China, Egypt elevate bilateral ties to strategic partnership », *Xinhua*, 24 décembre 2014.

235. FMPRC, « Wang Yi Meets with Foreign Minister Sameh Shoukry of Egypt », 28 février 2015 (*https://www.fmprc.gov.cn/ce/cggb/eng//xwdt/t1241680.htm*).

Bien évidemment, ceci ne pouvait que renforcer la portée politique et symbolique de la présence de l'Égypte et de l'Algérie, seuls pays arabes et africains à participer à l'événement. Au-delà de ces dimensions symboliques, les présidents Xi et al-Sisi profitent de ce déplacement pour discuter des moyens de passer à l'étape suivante de leurs relations.

À la suite de cette rencontre, dans le but de stimuler les investissements chinois dans son pays, le Premier ministre égyptien rencontre le président Xi à l'occasion du sommet du *Forum de coopération sino-africaine* (FCSA) en décembre 2015 à Johannesburg. Le Caire y propose 15 projets d'investissement d'une valeur estimée à 10 milliards USD[236]. Divers pourparlers sont menés entre les deux parties, non sans difficulté dans certains cas, comme autour de la construction d'une ligne ferroviaire électrique entre les villes d'Al-Salam et Belbeis[237]. Les échecs occasionnels n'entravent cependant pas la dynamique de coopération ainsi qu'en attestent les visites successives du vice-ministre chinois des Affaires étrangères puis du président Xi Jinping au Caire en janvier 2016[238].

C. La visite historique de Xi Jinping au Caire

Ce dernier déplacement impulse un nouvel élan bilatéral. C'est la première visite en douze ans d'un président chinois dans le pays. Il s'agit de fêter les 60 ans de relations bilatérales, un seuil symbolique du point de vue chinois[239]. Ce déplacement s'inscrit aussi dans le sillage de la publication par le Conseil des affaires d'État du premier document de synthèse de la RPC consacré à sa politique extérieure en direction du monde arabe en général[240]. Le choix de l'étape égyptienne dans la tournée du président Xi[241] confirme l'importance qu'il accorde au Caire. 21 documents portant sur des enjeux économiques sont signés. Les deux parties s'accordent pour mener à bien 15 projets, principalement dans les secteurs de l'électricité, des transports et des infrastructures, pour un montant total d'investissements (à réaliser) estimés à 15 milliards USD. Pékin accorde aussi 1 milliard USD à la Banque centrale égyptienne afin de l'aider à soutenir ses réserves de devises étrangères et donc sa monnaie nationale[242]. Enfin, le gouvernement chinois consent aussi un prêt de 700 millions USD à la Banque nationale d'État égyptienne[243]. Autant de développements démontrant de manière éclatante à son partenaire égyptien tout le profit qu'il y a à coopérer avec lui.

236. « Egyptian Prime Minister to stress investment in meeting with Chinese President Xi Jinping », *Ahram Online*, 4 décembre, 2015 ; « Egypt introduces 15 investment projects worth $10bn at China-Africa Cooperation Summit », *Ahram Online*, 5 décembre 2015.

237. Le dossier s'est enlisé à cette période après que le ministre des Transports égyptien a demandé à la partie chinoise d'investir dans ce projet plutôt que d'octroyer à l'Égypte un prêt pour le financer. Voir « Negotiations fail between Egypt, China over electric train », *Egypt Independent*, 14 décembre 2015.

238. FMPRC, « Vice Foreign Minister Zhang Ming Visits Egypt », 6 janvier 2016, (*https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjbxw/t1330758.shtml*).

239. Il entame un nouveau cycle et marque traditionnellement un renouveau.

240. Voir « China's Arab Policy Paper », janvier 2016 (*http://www.xinhuanet.com/english/china/2016-01/13/c_135006619.htm*).

241. Il s'est aussi rendu en Arabie saoudite et en Iran.

242. Malgré cette assistance, face aux difficultés économiques du pays et sous pression du FMI, l'administration al-Sisi sera finalement contrainte de dévaluer la livre égyptienne de 46,3% en novembre 2016 ; voir « Sous pression, l'Égypte dévalue sa monnaie », *Jeune Afrique*, 3 novembre 2016.

243. Lin Noueihed, Ali Abdelaty, « China's Xi visits Egypt, offers financial, political support », *Reuters*, 21 janvier 2016.

Si l'économie a figuré en haut de l'agenda, le volet politique n'en est pas pour autant absent. Les deux parties publient en effet un plan spécial de cinq ans consacré au renforcement de leur partenariat stratégique global. En outre, le président Xi exprime clairement son soutien aux efforts de son hôte pour maintenir la « stabilité » du pays. Alors que le président al-Sisi est critiqué en Occident pour sa répression contre toute forme de dissidence, ce soutien chinois sonne comme un rappel de l'alternative utile qu'offre Pékin. Xi réitère par ailleurs son soutien au rôle plus important du Caire dans les affaires internationales et régionales[244]. Pour concrétiser ce souhait, il invite le président al-Sisi à assister, pour la première fois depuis sa création en 2008, au sommet du G20 à Hangzhou, en septembre 2016. L'invitation de Xi et la participation subséquente au G20 offrent au président égyptien un succès personnel tout en rehaussant la visibilité internationale de l'Égypte alors que le pays traverse d'importantes difficultés économiques[245]. À l'inverse, Pékin fait la démonstration du profit que l'on peut tirer à entretenir de bonnes relations avec lui, notamment en termes de reconnaissance internationale.

Pour maintenir l'élan donné par la visite du président Xi au Caire début 2016, le vice-Premier ministre chinois, Liu Yandong, s'y rend également en mars. Il s'agit de matérialiser la volonté chinoise d'améliorer l'arrimage entre les stratégies de développement de deux nations, de promouvoir des projets importants dans la construction d'infrastructures, et de favoriser la coopération en matière de capacité de production. Le souhait d'élargir les échanges entre personnes et entre organismes non gouvernementaux afin de renforcer les fondations de l'amitié sino-égyptienne dans l'opinion publique, est également exprimé à cette occasion[246].

Par ailleurs, le vice-ministre des Affaires étrangères et le conseiller du président égyptien pour les affaires de sécurité nationale ont tenu à Pékin leur première consultation sur la coopération stratégique en septembre 2016. Les deux partenaires ont échangé à cette occasion des vues approfondies sur les relations bilatérales et les questions internationales et régionales d'intérêt commun, notamment, semble-t-il, sur la Syrie comme le suggèrent les visites subséquentes en Égypte du représentant chinois en charge du dossier syrien au printemps 2017 puis encore en 2018[247]. Sur le dossier syrien, les deux pays partagent une position convergente, avec la Russie, de soutien à Bachar al-Assad[248]. Ce choix a d'ailleurs valu au Caire de s'attirer les foudres de Riyad[249], qui le soutient pourtant depuis 2014 et se pose aussi en important bailleur de fonds pour l'économie égyptienne. Ceci, *a contrario*, rend encore plus précieuse l'amitié de Pékin. Le président al-Sisi ne manquera d'ailleurs pas de féliciter chaleureusement Xi Jinping en mars 2018 pour son second mandat.

244. *Idem*.

245. « Egypt's Sisi arrives in China's Hangzhou for G20 Summit », *Ahram Online*, 3 septembre 2016.

246. FMPRC, « Liu Yandong Pays Official Visit to Egypt », 28 mars 2016.

247. « Special Envoy of the Chinese Government on Syrian Issue Xie Xiaoyan Visits Egypt », 24 avril 2017 et « Special Envoy of the Chinese Government on the Syrian Issue Xie Xiaoyan Visits Egypt », 26 avril 2018.

248. « Egypt's Sisi expresses support for Syria's military », *Aljazeera*, 23 novembre 2016.

249. Alaa Bayoumi, « The Saudi Egyptian divide runs deeper than Syria », *The New Arab*, 21 octobre 2016.

D. L'essor de la coopération sécuritaire

Participant aussi de la dynamique d'approfondissement du partenariat, la collaboration sécuritaire s'étend elle aussi, au travers notamment de la création d'un Comité mixte pour la coopération dans les affaires de Défense. Ce dernier doit permettre une coordination accrue dans les domaines de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, notamment transfrontalière et électronique. L'ambition est aussi de faciliter les ventes d'armements chinois à l'Égypte. Lors de son premier voyage à Pékin en 2014, le président al-Sisi avait déjà exprimé le souhait de développer une plus grande coopération militaire et de sécurité avec la RPC, à la suite de quoi son ministre de la Défense et le vice-président de la Commission militaire centrale, la plus haute autorité militaire chinoise, s'étaient engagés à élargir les relations militaires lors d'une rencontre en avril 2015. L'une des traductions tangibles de cette évolution est l'accueil à Alexandrie, en septembre 2015, d'une flottille chinoise composée d'un destroyer, d'une frégate lance-missiles et d'un navire d'approvisionnement. Outre la portée symbolique de cette visite de navires chinois dans ce grand port méditerranéen, les marines chinoise et égyptienne en profitent pour organiser des visites croisées de navires de guerre, une exposition de matériel militaire et un échange d'expérience dans la lutte antiterroriste. Elles tiennent aussi les premières manœuvres conjointes de leur histoire[250].

Pas supplémentaire dans le sens d'une concurrence accrue de la Chine face aux fournisseurs occidentaux plus traditionnels d'armements à l'Égypte, à l'automne 2015, Pékin propose au Caire de lui vendre deux sous-marins à des conditions favorables. Le Caire manifeste un intérêt certain même si la proposition ne s'est finalement pas concrétisée pour des raisons qui restent obscures. D'ailleurs, le bilan est plutôt décevant pour la RPC sur le plan des ventes d'armes. La conclusion du partenariat stratégique global entre les deux pays ne s'est pas accompagnée d'un accroissement des relations dans ce secteur si on se réfère aux chiffes du SIPRI[251]. Entre 2015 et fin 2017, les ventes d'armement chinois sont restées loin derrière celles des États-Unis, de la Russie[252] et surtout de la France, pays qui ont été, avec l'Allemagne, les principaux fournisseurs d'équipements militaires à l'Égypte pour cette période[253].

Dans le domaine de la sécurité non traditionnelle cependant, les avancées sont autrement plus spectaculaires. Dans le contexte de la montée en puissance de l'État islamique en Irak et en Syrie et des mouvements radicaux islamistes au Moyen-Orient que Pékin identifie comme une menace pour sa sécurité[254], le vice-ministre des Affaires étrangères chinois reçoit à Pékin, en décembre 2015, le directeur général du département de lutte contre le terrorisme du ministère des Affaires étrangères égyptien à l'occasion de la

250. « Chinese fleet arrives in Egypt for 5-day visit », *Egypt Independent*, 3 septembre 2015.

251. Voir SIPRI, *https://www.sipri.org/databases* (consultés en décembre 2018).

252. Un pays avec lequel l'Égypte a considérablement renforcé ses relations sécuritaires ces dernières années en raison d'une convergence d'intérêt comme en Syrie ou au regard de la Libye.

253. Voir les chiffres du SIPRI, *https://www.sipri.org/databases* (consultés en décembre 2018).

254. Pour rappel, Daech a directement menacé Pékin en mars 2017. La présence de combattants ouïgours (peu nombreux) est documentée aux côtés de mouvements radicaux islamistes, notamment en Syrie, depuis 2012. On en trouvait aussi au sein de Daech. Voir Ty Joplin, « Feature: The Chinese Jihadist Separatists Fighting in Syria », *Albawaba News*, 7 décembre 2017.

première consultation Chine-Égypte en la matière. Pékin considère bien vite Le Caire comme un partenaire de choix dans la guerre antiterroriste qui, du côté chinois, vise particulièrement les Ouïgours musulmans du Xinjiang. Comme le prévoit leur partenariat, l'Égypte commence à soutenir activement la Chine sur des questions que cette dernière considère relever de ses « intérêts vitaux », prêtant un concours inédit à partir de 2016 à la politique répressive de Pékin à l'égard de sa minorité ouïgoure. Le Caire a ainsi participé au contrôle puis au rapatriement forcé, au printemps 2017, d'étudiants ouïgours présents sur son territoire, notamment à l'université al-Azhar[255]. Des descentes conjointes, avec présence d'opérationnels chinois ouïgourophones aux côtés de membres des services de sécurité égyptiens, ont été menées dans les dortoirs de cette institution millénaire[256].

Ce niveau inédit d'entraide en vue de réprimer les « terroristes » désignés par chacun des deux régimes pourrait être appelé à s'intensifier. Certains développements le laissent à penser. Ainsi sur le plan discursif, depuis fin 2016, Pékin envoie systématiquement des messages de soutien et de condoléances à son partenaire égyptien lors d'« attaques terroristes ». C'est le cas en décembre 2016 à la suite d'un attentat perpétré contre une église copte au Caire[257]. À cette occasion, Xi Jinping souligne que la Chine est disposée à « *continuer à soutenir fermement les efforts déployés par l'Égypte pour sauvegarder sa sécurité nationale et sa stabilité ainsi que pour lutter contre le terrorisme* »[258]. La forme que ce soutien pourrait prendre n'a pas été précisée. Plus concrètement, les deux partenaires signent en juin 2017 un document de « coopération technique » dans les « domaines spécialisés de sécurité »[259] . Un protocole d'accord portant sur la coopération entre le ministère égyptien de l'Intérieur et le ministère chinois de la Sécurité publique est aussi conclu en septembre 2017 à l'occasion d'un nouveau déplacement du président al-Sisi à Pékin[260]. Le détail de ces accords n'est pas connu à ce jour.

E. L'Égypte et le projet de route de la soie

L'initiative majeure de « ceinture économique de route de la soie et de route de la soie maritime du XXIe siècle » (programme « *One Belt, One Road* » devenu la *Belt and Road Initiative-BRI* en 2016) lancée par le président Xi Jinping à partir de l'automne 2013 offre un axe complémentaire de rapprochement entre la Chine et l'Égypte. Ce programme, devenu une pièce maîtresse de la politique étrangère et de la stratégie économique nationale et internationale de la présidence de Xi, est destiné au départ à renforcer les liens économiques et commerciaux, mais aussi à promouvoir la coordination politique, l'intégration financière, la libéralisation du commerce et la connectivité entre les peuples

255. Voir HRW, « Egypt: Don't Deport Uyghurs to China - Muslim Minority Face Jail, Torture if Forcibly Returned », Human Rights Watch, 7 juillet 2017 et Brice Pedroletti, « La Chine pourchasse les étudiants ouïgours en Égypte », *Le Monde*, 18 août 2017.

256. Au moins une centaine d'étudiants Ouïgours ont été arrêtés lors de diverses opérations sur le sol égyptien. Certains ont été relâchés depuis, mais d'autres ont opportunément disparu grâce aux autorités égyptiennes. Voir « Egyptian Authorities Forcibly Disappear 16 Uyghur Students from Notorious Prison », *RFA*, 25 septembre 2017. Notons aussi que certains étudiants qui étaient présents en Égypte et étaient rentrés de leur plein gré en Chine sont morts en prison.

257. « Egypt: three days of mourning declared after 25 people killed in Cairo bomb », *The Guardian*, 11 décembre 2016.

258. FMPRC, « Xi Jinping Sends Message of Condolences to President Abdel-Fattah al-Sisi of Egypt over Terrorist Attack on a Church in Egypt », 14 décembre 2016 (*https://www.fmprc.gov.cn/ce/ceuk/eng/zgyw/t1424676.htm*).

259. « Egypt, China sign technical cooperation document in specialized security fields », *MENA*, 20 juin 2017.

260. « Sisi, his Chinese counterpart witness ceremony of signing two MoU of BRICS », *Arab Finance*, 5 septembre 2017.

de 65 pays et plus de 4,4 milliards d'individus à travers l'Asie, l'Europe et l'Afrique[261]. En 2017, il est étendu à l'Amérique centrale et latine ainsi qu'à l'Arctique, devenant un projet global. Occupant une place importante dans le XIIIe Plan quinquennal de la Chine qui couvre la période 2016 à 2020[262], ce projet en vient même à être inscrit dans la constitution du PCC à l'automne 2017.

C'est lors de la rencontre de décembre 2014 entre Xi et al-Sisi que l'Égypte et la Chine s'accordent pour coopérer dans ce cadre prometteur. En effet, dans la vision chinoise de la « route de la soie maritime », l'Égypte fait figure de composante clé étant donné sa position géographique et stratégique et le fait que le projet doit emprunter le canal de Suez pour atteindre Venise, son terminus symbolique qui renvoie à l'ensemble du marché européen. Le Caire est de son côté intéressé par les perspectives commerciales et financières de cette initiative. Dans ses projections, Pékin jouerait un rôle majeur dans le secteur des infrastructures — un domaine visé par l'initiative BRI — vu la forte demande égyptienne et les avantages dont la RPC dispose, ses entreprises jouissant à la fois de l'expertise nécessaire et du soutien financier des autorités sous forme de prêts à taux réduits. En participant au développement des infrastructures égyptiennes, Pékin pourrait de son côté soutenir son partenaire égyptien tout en renforçant son influence dans le pays, favoriser commercialement ses entreprises et stimuler la demande d'importations ce qui devrait, en retour, démultiplier les relations commerciales bilatérales.

Répondant en juin 2015 favorablement à l'invite de Xi Jinping, le président al-Sisi promet que l'Égypte sera partie prenante à ce projet de « route de la soie »[263]. Lors de sa visite au Caire en janvier 2016, le président chinois suggère que Pékin et Le Caire travaillent ensemble pour faire de l'Égypte un « pivot » ou « *hub* », ce à quoi le président al-Sisi réagit en annonçant que son pays va mieux coordonner son propre plan de développement du corridor du canal de Suez avec l'initiative chinoise. En outre, un protocole d'accord portant sur la promotion conjointe de la route de la soie est signé entre les deux pays à ce moment[264]. Au début du mois d'avril 2017 Le Caire, accueille le premier round de la *Belt and Road Industrial and Commercial Conference*. L'événement, qui regroupe quelque 150 hommes d'affaires égyptiens et 160 autres venus de divers pays intéressés par l'initiative BRI, mais aussi de grandes institutions financières, y compris la *China Development Bank* et l'*Industrial and Commercial Bank*

261. Voir « Vision and Actions on Jointly Building Silk Road Economic Belt and 21st Century Maritime Silk Road » issued by the Ministry of Foreign Affairs and the Ministry of Commerce of the People's Republic of China, mars 2015, (*http://en.ndrc.gov.cn/newsrelease/201503/t20150330_669367.html*).

262. « The 13th Five-Year Plan for Economic and Social Development of the People's Republic of China (2016-2020) », Central Committee of the Communist Party of China Beijing, Beijing, Central Compilation & Translation Press, (*http://en.ndrc.gov.cn/policyrelease/201612/P020161207645766966662.pdf*).

263. « Egypt can play key role in 'Belt and Road' project: Senior Chinese diplomat », *Xinhua*, 27 juin 2015.

264. Certains commentateurs égyptiens considèrent comme très positives les intentions de la Chine et du président Xi Jinping telles qu'exprimées à travers ce projet, en les contrastant généralement avec celles des Occidentaux. Ainsi, pour le rédacteur en chef du journal *Al-Ahram*, « *le président Xi présente (un) modèle de la Chine pour les relations internationales basées sur la paix, contrairement (à celui) des Européens et Américains basé sur l'hégémonie sur les États en développement et leurs marchés, ce qui n'est plus acceptable* ». Cité dans « Interview: China is world model for peaceful big power with positive reforms: Egypt's Al-Ahram chief », *Xinhua*, 8 février 2017. Toutefois, l'ensemble de l'opinion égyptienne ne partage pas une vue aussi positive. Seuls 38 % des Égyptiens interrogés sur l'action politique et économique de Pékin dans leur pays par l'*Afrobaromètre* 2016 en avaient une vision « quelque peu » ou « très » positive contre une moyenne de 67 % pour l'ensemble du continent africain (voir Mogopodi Lekorwe, Anyway Chingwete, Mina Okuru, Romaric Samson, « La présence accrue de la Chine en Afrique attire des appréciations largement positives », *Afrobaromètre*, Dépêches n° 122, 2016.

of China, témoigne de l'implication des autorités égyptiennes dans le projet porté par Pékin[265]. Le mois suivant, une délégation égyptienne comprenant huit ministres participe également au *Forum Belt and Road*, autre événement majeur réuni dans la capitale chinoise et qui rassemble les dirigeants de 29 États et des représentants de plusieurs autres. Ce sommet est particulièrement important pour Le Caire qui, dans sa relation avec la Chine, reste sur sa faim au chapitre des investissements.

Certes, en 2016, avec des engagements estimés à 29,5 milliards USD, la Chine était devenue le plus grand investisseur dans le monde arabe pour cette année, dépassant les États-Unis et les Émirats arabes unis avec 31,9 % des IDE selon les chiffres publiés par la *Arab Investment and Export Credit Guarantee Corp*[266]. Portée par la place prise par la BRI dans la politique étrangère chinoise, cette croissance n'avait toutefois que partiellement profité au Caire. En effet, malgré le partenariat stratégique global entre les deux pays, et au grand dam des autorités et des observateurs égyptiens[267], la Chine était restée fort prudente dans ses investissements. Sans doute en raison des déboires et des pertes substantielles de ses entreprises en Libye voisine en 2011[268], Pékin attendait encore de voir si le nouveau régime parviendrait à rétablir la stabilité et s'il adopterait de meilleures conditions pour les investisseurs avant de s'engager plus massivement.

Sans être à la hauteur des attentes égyptiennes, le bilan est loin d'être négatif à la moitié des années 2010, avec de nombreux projets et initiatives sur le métier. Par exemple, en mars 2015, une délégation chinoise du *Star Oil & Gas* (SOG) *holdings* se rend en Égypte pour explorer la possible mise en place d'une usine d'acier destinée à approvisionner tout le marché africain en tuyaux sans soudure, un projet estimé à 250 millions USD[269]. En avril de la même année, la *China Civil Engineering Construction Corporation* signe avec la *Egyptian National Railways* un accord préliminaire de 600 millions USD portant sur un projet de modernisation ferroviaire majeur[270]. En mai, relançant la coopération Sud-Sud dans un domaine énergétique clé, la *China National Nuclear Corporation* (CNNC) et *l'Egyptian Nuclear Power Plant Authority* (NPPA) signent un protocole d'accord portant sur le nucléaire[271]. À l'occasion de son déplacement à Pékin en septembre 2015, le président al-Sisi rencontre non seulement les hauts dirigeants chinois, mais aussi ceux de grandes entreprises (comme le géant des télécommunications *Huawei*) afin d'explorer l'extension de leurs activités et de leurs investissements en Égypte[272]. Par ailleurs, il est fait état de discussions sur la possibilité d'élargissement des activités de la TEDA (*TEDA Investment Holding Co., Ltd.*)[273] dans la *Suez Economic and Trade Cooperation Zone* et de ses investissements[274].

---

265. Mahmoud Fouly, « Figures show growth in Egypt, China cooperation on Belt and Road Initiative », *Xinhua*, 5 mai 2017.
266. « China is largest foreign investor in Middle East », *MEMO*, 24 juin 2017.
267. « Egypt needs huge investments and 10 million tourists », *Middle East and North Africa Financial Network*, 28 mai 2017.
268. John Calabrese, « China and the Arab Awakening: The Cost of Doing Business », *China Report*, vol. 49, n° 1, 2013, p. 5–23.
269. « Star Oil & Gas injects $250m in new investment », *TendersInfo*, 10 mars 2015.
270. « $600m Egyptian rail upgrade project goes to a Chinese firm », *TendersInfo*, 17 avril 2015.
271. « Egypt, China Sign Deal for Nuclear Power 14 June 2015 », *News Bites - Private*, *Companies*, 15 juin 2015.
272. « Sisi's first meeting in China with Huawei's Chairperson », *Arab Finance*, 3 septembre 2015.
273. Détails sur ce holding chinois : *http://www.teda.com.cn/englishnew/gsgk/index.asp.*
274. « Egypt and China to sign business deals, loans: Abdel Nour », *Financial Services Monitor Worldwide*, 31 août 2015.

De plus, la Chine accroît son implication en Égypte dans divers projets touchant aux transport urbains, à l'énergie, à l'agriculture ou à la création de villes nouvelles[275]. La visite du président Xi Jinping en janvier 2016 élargit les perspectives. À cette occasion le leader chinois annonce que son pays compte investir dans 15 projets totalisant 15 milliards USD[276]. Les secteurs concernés sont divers : transports (chemin de fer urbain au Caire et expansion du port d'Alexandrie), énergie (amélioration du réseau de transport de l'électricité, construction de centrales électriques à Attaka, Eyoun Mousa et El Hamrawein) et industrie (production de cuir, de fibre de verre, de pneus)[277].

Cependant, malgré l'ensemble des développements consécutifs à la conclusion de l'accord de partenariat stratégique global fin 2014, Pékin se classait seulement à la 24e place en termes d'IDE en Égypte en 2015, avec seulement 535 millions USD d'investissements dans le pays[278]. Quant aux efforts entrepris dans la foulée de la visite de Xi début 2016, ils n'amènent Pékin qu'à la 21e place au début de l'année 2017. Sans surprise donc, les autorités égyptiennes tentent de tirer un maximum de profit des perspectives ouvertes par la BRI, d'où une très grande importance accordée au *Forum Belt and Road* de mai 2017.

Lors de cet événement, la ministre égyptienne de l'Investissement, Sahar Nasr, rappelle l'appui total de son pays à la BRI et souligne que la participation égyptienne est destinée à renforcer le partenariat avec Pékin. L'objectif est de voir la Chine se hisser dans un avenir proche dans le top dix des investisseurs étrangers en Égypte. La ministre redit ainsi la volonté de son gouvernement de faire de l'Égypte un centre régional pour les investissements étrangers, chinois en particulier, en Afrique et au Moyen-Orient. Nasr formule le souhait de voir doubler le volume de ces investissements et augmenter le nombre d'entreprises chinoises présentes sur le marché égyptien (elles étaient 1300 en 2017), invitant les compagnies chinoises à investir dans les grands projets de développement du pays[279], ainsi que dans les domaines des infrastructures, de la construction, de l'énergie et du transport[280].

Plus de 200 compagnies chinoises opérant en Égypte et d'autres intéressées par ce pays assistent à ce Forum. Des avancées prometteuses mais aussi des résultats concrets y sont engrangés. La ministre égyptienne de l'Investissement rencontre en effet le directeur du *Silk Road Fund*, le fond d'investissement établi par Pékin en décembre 2014 et doté de 40 milliards USD et dont le rôle est de favoriser l'investissement dans les pays situés le long de la BRI. Les deux parties s'entendent pour coopérer dans le

275. « Egypt-China cooperation sees 'big development': minister », *Xinhua*, 26 mai 2015.

276. Lin Noueihed, Ali Abdelaty, « China's Xi visits Egypt, offers financial, political support », *Reuters*, 21 janvier 2016.

277. « Chinese to Grow Infrastructure Market Share », *Business Monitor Online*, 17 août 2015.

278. « Egypt officially joins China's Silk Road Economic Belt union », *Mena*, 28 juin 2015.

279. Notamment les méga-projets du président al-Sisi que sont l'axe de développement du canal de Suez et la nouvelle capitale administrative.

280. « Sahar Nasr discusses investment with China's CTGN Arabic », *Arab Finance*, 24 mai 2017. Il est intéressant de noter qu'à la même période (mai 2017), le Parlement égyptien adopte une loi révisée sur les investissements pour améliorer le climat et attirer davantage d'investissements étrangers. Cette loi prévoit notamment un guichet unique et des incitations fiscales à l'investissement. Elle doit permettre aux investisseurs potentiels d'enregistrer des entreprises et d'obtenir les licences nécessaires beaucoup plus rapidement. Elle a été ratifiée par le président al-Sisi en juin 2017. En novembre 2016, l'Égypte avait déjà créé dans ce même objectif un Conseil suprême pour l'investissement. Voir « Law No. 72 of 2017 Promulgating the Investment Law », 31 mai 2017, 57 p.

financement des investissements chinois dans les infrastructures et la construction en Égypte et des coentreprises entre le gouvernement et le secteur privé[281]. Par ailleurs, un protocole d'accord est signé avec *Sinosure* — une grande entreprise d'État chinoise (SOE) qui fournit de l'assurance-crédit à l'exportation —, pour encourager les investissements et couvrir les risques de crédit des prêts d'investissement mais aussi procurer les facilités nécessaires aux entreprises chinoises travaillant sur le marché égyptien. Cinq autres accords portant sur des domaines tels que l'investissement dans les infrastructures fondamentales, la finance, l'électricité et la technologie des satellites sont également conclus[282]. Lors du forum, la ministre égyptienne s'entretient aussi avec des responsables de la *China Fortune Land Development Company* (CFLD)[283], une société de construction. Ses interlocuteurs proposent d'investir près de 20 milliards USD en Égypte au cours des dix prochaines années, notamment dans la nouvelle capitale administrative du pays[284]. Si cette implication se réalise, elle constituerait l'un des plus grands investissements étrangers en Égypte de ces dernières années. Dans les faits, des pourparlers entre la CFLD et le gouvernement égyptien ont mené en juin 2016 à la signature d'un protocole d'accord pour planifier, développer, gérer et commercialiser une section de la ville nouvelle[285]. À la suite de cette rencontre, la société chinoise a envoyé aux autorités égyptiennes sa dernière proposition en mars 2018[286]. Les discussions se sont toutefois heurtées à des difficultés liées à la répartition des dividendes du projet. Bloomberg en a annoncé l'échec en décembre 2018[287] mais certains pensent qu'elles pourraient être néanmoins reprises[288].

F. L'accélération des coopérations économiques et des investissements

Nonobstant de telles incertitudes ponctuelles, d'autres initiatives suivent concrètement le sommet de mai 2017. Ainsi, la société TEDA travaille en 2018 à l'extension d'une zone de 7,23 km^2 dans le district d'Ain Sokhna, situé dans la province du nord-est d'Ismaila[289].

281. « Egypt: Agreement Reached between Dr. Nasr and CEO of the Silk Road Fund to Finance Investments and Support the Private Sector », *TendersInfo*, 18 mai 2017.
282. « Egypt: MOU Signed with SINOSURE to Encourage Investments and Provide Facilitations to Chinese Companies in Egypt », *TendersInfo*, 18 mai 2017.
283. « Nasr visits China's CFLD premises », *Premium Official News*, 15 mai 2017.
284. Il s'agit d'un méga-projet de 700 km^2 lancé par le président al-Sisi en mars 2015 mais qui a attiré des critiques en raison notamment de son coût exorbitant et du rôle que l'armée égyptienne joue dans sa mise en place ; voir « This will be the lavish and controversial capital of Egypt that they are building in the middle of the desert », *CE Noticias Financieras (English)*, 29 mai 2018.
285. Zhong Nan, « China Fortune to help build new city in Egypt », *China Daily*, 12 octobre 2016.
286. Mirette Magdy, « It's Make or Break for China's $20 Billion Egyptian Capital Plan », *Bloomberg*, 21 mars 2018.
287. Mirette Magdy, « China's $20 Billion New Egypt Capital Project Talks Fall Through », *Bloomberg*, 16 décembre 2018.
288. « Egypt's talks with China Fortune Land Development (CFLD) could be revived », *Enterprise*, 23 décembre 2018.
289. « China-Egypt cooperation fruitful, lifting bilateral ties to new height », *Xinhua*, 18 avril 2018.

L'endroit a attiré à la fin de 2017 environ 70 entreprises locataires dont quatre parmi les 500 plus grandes entreprises chinoises, avec un investissement total de 1 milliard USD[290]. Pour Mohab Mamish, le directeur de l'*Autorité du canal de Suez* et de la *Zone économique du canal de Suez*, la zone industrielle de Ain Sokhna est d'ailleurs un « modèle de coopération entre les deux parties »[291]. Un peu plus tard, l'*Autorité des communautés urbaines* (NUCA) égyptienne signe un protocole d'entente avec la société chinoise de construction *CGCOC Group* pour établir la première zone industrielle dans la ville de *New Alamein*, la nouvelle capitale commerciale et administrative de la côte nord du pays dont al-Sisi inaugure la première phase en mars 2018[292].

La coopération industrielle avec Pékin offre au Caire des bénéfices non négligeables en termes socio-économiques. Ainsi, la filiale du géant chinois de la fibre de verre, *Jushi Group Co.*, établie dans la *TEDA Cooperation zone*[293] de la *Zone économique du canal de Suez* (SCZone) depuis janvier 2012 et qui emploie 1800 personnes — dont 1 750 Égyptiens selon *Xinhua*[294] — crée des emplois pour la main d'œuvre égyptienne, et aide l'Égypte à devenir le troisième plus grand producteur mondial de fibre de verre après les États-Unis et la Chine[295]. Les deux pays développent également une coopération dans le domaine de la logistique dans le cadre de la BRI. La *TEDA corporation*, *COSCO Shipping Company* et la *SCZone* s'entendent en novembre 2017 sur un accord portant sur la construction du premier parc logistique (*Suez International Logistics Park*) de la zone de coopération de TEDA à Ain Sokhna. Il ne s'agit à ce jour que d'un investissement modeste de 30 millions USD, mais ce parc logistique de 130 000 m^2 qui pourrait générer quelques 300 emplois rien que pour son fonctionnement initial, est susceptible d'être étendu à l'avenir. En effet, *COSCO*, qui porte le projet, cherche à consolider sa position de fournisseur de services logistiques internationaux dans le cadre de la BRI. Ce parc doit lui permettre d'affermir encore sa position en Afrique du Nord et en Europe. En parallèle, il pourra offrir aux importateurs et aux exportateurs égyptiens l'occasion de profiter des services fournis, ce qui pourrait aussi contribuer à stimuler l'économie égyptienne[296]. Cette coopération renforce donc les intérêts croisés de l'Égypte et de la Chine d'autant que ceux-ci sont portés plus significativement encore dans d'autres secteurs.

Dans le domaine de l'énergie, les projets et les initiatives de coopération se multiplient aussi. En octobre 2017, la *SinoHydro*, société d'État chinoise, signe un contrat de 1,99 milliard USD avec la *Sokhna Refinery and Petrochemicals Company* pour la construction d'une raffinerie pétrolière d'une capacité de 155 000 b/j. Ce projet doit aider l'Égypte à mieux répondre à sa consommation intérieure, les raffineries nationales ne couvrant que 65 % des besoins quotidiens. Il est intéressant de noter qu'il s'agit là

290. « Working for Chinese companies improves career, living standard: Egyptian employees », *Xinhua*, 25 avril 2018.

291. « China-Egypt cooperation fruitful, lifting bilateral ties to new height », *op. cit.*

292. « Egypt, China sign MoU to establish first industrial zone in New Alamein », *Mena*, 29 mai 2018.

293. La construction de cette zone a débuté en 2008 avec le soutien des gouvernements chinois et égyptiens. Ce projet est guidé par le ministère du commerce chinois, promu par le gouvernement municipal de la ville de Tianjin, et exploité par la TEDA (pour *Tianjin Economic-Technological Development Area*) et *Tianjin TEDA Investment Holding Co. Ltd.*.

294. « Working for Chinese companies improves career, living standard: Egyptian employees », *Xinhua*, 25 avril 2018.

295. « Egypt becomes world's 3rd largest fiberglass producer with China's help », *Xinhua*, 10 janvier 2018.

296. « China's COSCO Shipping to build logistics park in Egypt », *Xinhua*, 8 novembre 2017.

de la remise en route d'un projet lancé en 2005 par le Koweït et des investisseurs saoudiens en coentreprise avec la société d'État égyptienne *General Petroleum Corp.* (EGPC), mais qui avait déraillé à la suite des turbulences politiques de 2011[297]. Ce contrat porté donc par *SinoHydro* est symbolique à la fois de la présence économique croissante de la Chine dans en Égypte, de son rôle alternatif aux partenaires plus traditionnels du Caire, mais aussi de l'utilité de ce partenariat pour aider le pouvoir égyptien à régler les problèmes quotidiens de la population et, ce faisant, à renforcer sa légitimité.

Dans la même veine, Pékin aide aussi Le Caire à résoudre la question de la pénurie d'électricité, une priorité du président al-Sisi qui ambitionne de doubler le nombre de centrales en Égypte pour satisfaire la demande. *Sinohydro* participe ainsi à la construction de la première centrale hydroélectrique du Moyen-Orient[298]. En outre, en juin 2018, le ministère égyptien de l'Électricité annonce également que la *China Shanghai Electric*, *Dongfang Electric Cooperation* et la société égyptienne *Hassan Allam Construction* ont officiellement remporté le contrat pour la construction en 6 ans de la plus grande centrale électrique au charbon propre (clean-coal) du MO à Hamrawein (sur la mer Rouge à 600 km au sud-est du Caire). Estimé à 4,4 milliards USD, le projet se voit financé à 78 % par la Chine, le reste devant être assuré par des banques égyptiennes[299]. Fin 2018, des discussions sont toujours en cours pour peaufiner l'initiative. Dans le domaine industriel, mais avec une utilité énergétique évidente, un protocole d'accord est aussi signé entre le ministère égyptien de la Production militaire et le groupe chinois *GCL* en vue de la construction d'une usine de panneaux solaires (2 milliards USD)[300].

La coopération se développe également dans le secteur agro-industriel. Le groupe chinois *New Hope*, présent depuis 2016, a ainsi investi environ 15,8 millions USD dans la province de Beheira pour la production d'alimentation animale[301]. Dans le secteur automobile, *SAIC Motor*, le plus grand constructeur automobile de Chine en termes de ventes cherchait début 2018 à s'établir en Égypte en y construisant une usine d'assemblage[302]. L'entreprise viserait non seulement à répondre aux besoins du marché égyptien, mais aussi à exporter vers les marchés arabes et africains qui ont des accords de libre-échange avec l'Égypte. Un projet qui restait à concrétiser fin 2018.

Au niveau des télécommunications, la compagnie *Huawei* qui est présente depuis 18 ans en Égypte et y a ouvert un Centre international de soutien technique, envisage d'en établir un second tourné vers l'Afrique et le Moyen-Orient.

297. D'après « China's SinoHydro to Build Oil Refinery in Egypt », *Egypt Oil and Gas Newspaper*, 25 octobre, 2017 et « Chinese Commit to Delayed Suez Refinery », *Energy Monitor Worldwide*, 10 novembre 2017.

298. « Egypt plans first hydropower plant in Middle East », *Egypt Independent*, 7 février 2018 ; « Egypt to construct first pumped-storage hydropower plant: minister », *Egypt Independent*, 6 mars 2018.

299. « Chinese consortium wins contract for Hamrawein coal-fired plant », *Egypt Energy*, 26 juin 2018 ; « Egyptian - Chinese consortium wins Hamrawein power plant project », *Arab Finance*, 26 juin 2018.

300. « Egypt, China's GCL sign deal to establish USD2bn solar panel facility », *Mena*, 12 mai 2018.

301. « China's agribusiness giant New Hope expands in Egypt amid growing Sino-Egyptian ties », *Xinhua*, 18 mars 2018.

302. « China's carmaker SAIC plans to build factory in Egypt: minister », *Xinhua*, 26 mars 2018.

Le partenariat avec cette société est d'ailleurs qualifié de « stratégique » pour le gouvernement égyptien par le président al-Sisi à l'occasion d'une rencontre avec les PDG de *Huawei* et *Huawei Egypt* au Caire en mars 2018[303]. Peu de temps après, un accord de financement de 200 millions USD est conclu avec l'aide de *Huawei* afin que la compagnie développe la 4G en Égypte[304]. À l'été 2018, des entreprises chinoises se montrent aussi intéressées à investir dans la production d'acier, d'énergie solaire, et d'autres secteurs encore, notamment le textile. La guerre économique avec les États-Unis n'est pas étrangère à cet intérêt accru pour l'Égypte de la part des producteurs chinois dans ce dernier secteur. Outre sa main d'œuvre bon marché et la rapidité des délais de livraison depuis ce pays sur les marchés étatsuniens et européens, Le Caire bénéficie d'un régime spécial[305] qui donne aux fabricants égyptiens libre accès au marché américain tant que des matériaux israéliens sont utilisés. Les fabricants chinois envisagent semble-t-il de tirer profit de ces avantages pour contourner les sanctions de Washington. Selon certains, jusqu'à 20 % de la production textile chinoise pourrait être délocalisée dans le monde, une partie au moins au profit de l'Égypte[306].

Au final, Le Caire a reçu un total de 8,1 milliards USD d'IDE en 2016 et 7,4 milliards USD en 2017, continuant d'être la première destination pour les investissements internationaux en Afrique toutes origines confondues. Pour 2017, la CNUCED relève que les apports en investissements sont soutenus par une forte augmentation de la contribution chinoise dans les industries de fabrication légère et par les réformes économiques de grande envergure entreprises par al-Sisi[307]. Selon le Conseiller économique et commercial de l'ambassade de Chine au Caire interrogé en juin 2018, le total des investissements directs chinois reçus par l'Égypte s'élève à ce moment à un peu moins de 7 milliards USD (stock), soit bien davantage que les 600 millions USD auxquels se réfèrent selon lui les rapports locaux. Ce conseiller déclare par ailleurs s'attendre à ce que la coopération bilatérale atteigne 17 milliards USD en 2019, un chiffre qui comprendrait non seulement les investissements mais aussi le soutien financier des institutions chinoises et des projets en discussion, ajoutant être « *optimiste quant à la future coopération avec l'Égypte* » [308]. Ces chiffres dont l'exactitude reste à vérifier indiqueraient une hausse substantielle des investissements chinois en Égypte ces dernières années, même si d'autres acteurs — Union européenne, les pays arabes — continuent de dominer les IDE[309].

303. « Egypt's president lauds 'strategic partnership' with China's Huawei », *Xinhua*, 4 mars 2018.

304. « Telecom Egypt borrows $200m from China », *ICT Monitor Worldwide*, 1er juin 2018.

305. Il s'agit du *Qualifying Industrial Zones* (QIZ), un programme établi en 1996 par le Congrès américain qui permet aux fabricants égyptiens d'exporter des vêtements aux États-Unis sans droits de douanes si au moins 10,5 % des produits utilisés dans un vêtement sont israéliens. Voir American Chamber of Commerce in Egypt, « Qualifying Industrial Zones (QIZs) », *amcham.org.eg*, mars 2018.

306. Paul Cochrane, « How Egypt became hot spot for Chinese firms in wake of US trade war », *Middle East Eye*, 12 décembre 2018.

307. UNCTAD, *World Investment Report 2018*, Investment and New Industrial Policies, United Nations, New York, Geneva, 2018, p. 40.

308. Hagar Omran, « Chinese-Egyptian cooperation expected to reach $17bn in 2019: embassy », *Daily News Egypt*, 4 juin 2018.

309. « Foreign Direct Investments in Egypt Down 20.8% », *Saudi Arabia News Gazette*, 3 juin 2018.

En termes de soutien financier, domaine où la puissance de Pékin s'est exprimée en Égypte avec plus d'évidence au cours des deux dernières années, les institutions financières chinoises ont signé des accords estimés à plus de 5 milliards USD avec des banques égyptiennes[310]. La *China Development Bank* (CDB), l'*Industrial Commercial Bank of China* (ICBC) et d'autres institutions financières chinoises collaborent ainsi avec des banques égyptiennes, notamment la *Banque nationale d'Égypte*[311] et la *Banque Misr* pour financer d'importants projets. Parmi ceux-ci l'on compte : l'établissement de transmissions électriques grâce à un prêt chinois de plus de 700 millions USD ; une ligne de train électrifié entre Salam City et la nouvelle capitale administrative grâce à un prêt de 1,2 milliard USD ; la construction du quartier central des affaires de la nouvelle capitale administrative, initiative de 3 milliards USD également financée par les banques chinoises. Autre illustration de la coopération bancaire, la *China Development Bank* et la *Banque nationale d'Égypte* ont négocié en septembre 2018 un nouveau prêt de 600 millions USD pour renforcer les fonds de roulement des entreprises et clients de la banque égyptienne[312].

G. L'intégration de l'Égypte dans les dynamiques multilatérales impulsées par la Chine

Un autre canal au travers duquel la Chine et l'Égypte se rapprochent en s'épaulant mutuellement est celui des institutions multilatérales. Dans le contexte de sa participation au programme « *One Belt, One Road* », Le Caire a rejoint comme membre fondateur l'AIIB (*Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures*). Créée en 2015 à l'initiative de Pékin, cette nouvelle institution avait suscité de nombreuses réserves et critiques américaines[313], ce qui rendait la démarche égyptienne d'autant plus forte politiquement et symboliquement. Cette nouvelle banque, de même que le *Silk Road Fund* (SRF), avait officiellement au départ pour mandat de soutenir le développement de l'initiative « *One Belt, One Road* ». La participation égyptienne à cette institution démontre non seulement l'intérêt du Caire — comme d'ailleurs de nombreux pays du Moyen-Orient[314] — à coopérer avec la Chine dans le domaine économique, mais aussi son acceptation, en tout cas tacite, de voir Pékin jouer un rôle plus important sur la scène internationale. La création de l'AIIB — nonobstant des développements ultérieurs — a en effet été interprétée comme un effort de Pékin pour établir une alternative à l'ordre financier existant[315].

310. Selon la Banque centrale égyptienne, à la fin mars 2018, la Chine détenait avec 5,1 milliards US 5,9% du total de la dette égyptienne. D'après Central Bank of Egypt, *External Position of the Egyptian Economy*, volume n° 61, juillet/mars 2017/18, p. 13.

311. Banque avec laquelle un accord d'échange de devises a aussi été conclu.

312. « Egypt's NBE signs $600 mln loan deal with China Development Bank », *Reuters*, 5 septembre 2018.

313. Voir Jane Perlez, « U.S. Opposing China's Answer to World Bank », *The New York Times*, 9 octobre 2014.

314. Selon le SCMP, l'intérêt des pays de cette région a été déterminant dans la décision de Pékin de créer cette institution. Voir « How China successfully redrew the global financial map with AIIB », *South China Morning Post*, 18 septembre 2015.

315. Voir entre autres Sebastian Heilmann, Moritz Rudolf, Mikko Huotari et Johannes Buckow, « China's Shadow Foreign Policy: Parallel Structures Challenge the Established International Order », *MERICS China Monitor*, n° 18, 2014, 8 p. et James F. Paradise, « The role of 'parallel institutions' in China's growing participation in global economic governance », *Journal of Chinese Political Science*, vol. 21, n° 2, 2016, p. 149–175.

Elle semble correspondre à une volonté de modifier l'ordre international actuel en érodant l'influence occidentale dans un domaine clé : la puissance financière[316]. Cette initiative, aux côtés d'autres, touche en effet sur le fond à la « structure financière » internationale, elle-même identifiée par Susan Strange comme l'une des deux structures fondamentales de la puissance[317].

Quoi qu'il en soit, l'Égypte est le seul pays africain et le deuxième du Moyen-Orient (avec Oman) à avoir obtenu le soutien de l'AIIB (septembre 2017 et 2018). Cet appui porte sur le développement de 11 centrales solaires photovoltaïques à Assouan, pour un montant pouvant atteindre 210 millions USD[318], et sur la mise en place d'un service d'assainissement rural durable de l'eau, pour un montant de 300 millions USD[319]. Si cette assistance n'est pas négligeable, Le Caire n'est cependant qu'un bénéficiaire parmi d'autres des facilités financières offertes désormais par cette institution. Fin 2018, l'AIIB finançait en effet 35 projets dans 13 pays pour un total de 7,35 milliards USD[320]. L'assistance de l'AIIB à l'Égypte ne représentait donc que 6,8 % du total du montant consenti jusque-là.

Outre sa participation à cette initiative majeure de la Chine, Le Caire cherche aussi à s'intégrer à d'autres dynamiques institutionnelles multilatérales impulsées par Pékin. Ainsi, l'administration al-Sisi a exprimé son intérêt pour l'*Organisation de coopération de Shanghai* (OCS) qui est la première organisation internationale fondée à l'initiative de la RPC (2001). Pékin promeut à travers elle sa vision de l'ordre international que Liselotte Odgaard a baptisée « modèle de coexistence »[321]. Cette vision repose notamment sur les principes de la souveraineté et de la non-ingérence dans les affaires intérieures avec comme corollaire la « neutralité » à l'égard du système politique des autres États. Des principes interprétés de manière stricte et conservatrice par rapport aux interprétations occidentales plus fluctuantes. L'Égypte a donc officiellement déposé en 2015 sa candidature pour devenir membre observateur de l'OCS qui regroupe, à quelques exceptions près, des régimes politiques autoritaires et n'accueille aucun pays occidental[322]. À l'été 2018, aucune décision dans ce sens n'avait encore été prise. L'intérêt du Caire pour cette organisation n'en est cependant pas moins significatif non seulement des affinités du régime égyptien avec la vision post-occidentale

316. La puissance financière est la capacité de l'État à influencer le comportement d'autres États à travers les relations financières qu'il entretient avec ces États. Voir Sandra Heep, *China in Global Finance: Domestic Financial Repression and International Financial Power*, Berlin, Springer, 2014, p. 16.

317. Voir Susan Strange, *States and Markets*, Londres, Pinter, 1994, 266 p. Pour une discussion sur le potentiel de transformation de la puissance structurelle mondiale par la diplomatie chinoise au Moyen-Orient notamment, voir Elena Aoun et Thierry Kellner, « The Crises in the Middle East. A window of opportunity for rising China », *European Journal of East Asian Studies*, vol. 14, n° 2, 2015, p. 189–224.

318. AIIB, « AIIB Supports Renewable Energy Development in Egypt. Up to $210 million in financing will support 11 solar power projects », Beijing, 5 septembre 2017. Voir détails des projets : *https://www.aiib.org/en/projects/approved/2017/egypt-round-II-solar-pv-feed-in-tariffs-program.html.*

319. AIIB, « Egypt: Sustainable Rural Sanitation Services Program », 28 septembre 2018 (*https://www.aiib.org/en/projects/approved/2018/sustainable-rural-sanitation.html*).

320. AIIB, *Frequently Asked Questions*, Information as of January 2019 (*https://www.aiib.org/en/general/faq/index.html).*

321. Liselotte Odgaard, *China and Coexistence: Beijing's National Security Strategy for the Twenty-First Century*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore, MD, 2012, 264 p.

322. Le cas de la Turquie se discute mais sous la présidence de R. T. Erdogan, la tendance a plutôt été à un refroidissement des rapports avec les Occidentaux.

des relations internationales qu'elle symbolise mais aussi avec les principes et les normes qu'elle favorise[323]. On peut également y voir l'intérêt du Caire de continuer à se rapprocher de Pékin en s'appuyant sur la dynamique de cette structure multilatérale.

Dans la même veine, l'Égypte s'associe aux travaux des BRICS et a accueilli positivement la proposition d'expansion de ce groupement (initiative BRICS +) lancée par la Chine en mars 2017. Pour rappel, le président al-Sisi a été invité par Pékin à assister au sommet de Xiamen en septembre 2017. La partie égyptienne s'est dit prête à explorer activement les possibilités de coopération dans le cadre du plan proposé par la RPC, qui vise à bâtir un partenariat plus large entre les pays en développement et à stimuler la collaboration Sud-Sud[324]. Lors du sommet, le président chinois a exhorté les BRICS à approfondir leur coordination sur les questions mondiales, et à pousser pour un ordre mondial plus « juste », en stimulant la représentation des pays émergents et en développement dans les organismes internationaux[325]. Un message tacite en faveur d'un ordre international « parallèle » pour reprendre une formule d'Olivier Stuenkel[326], voire alternatif, et en tout cas multipolaire et moins occidentalocentré, auquel, tout comme les BRICS, le régime égyptien semble souscrire. Le Premier ministre égyptien a en effet déclaré en septembre 2017 que le gouvernement allait commencer à mettre en œuvre ce qui avait été convenu lors de ce sommet pour ouvrir la voie à des négociations d'adhésion à cet arrangement BRICS + proposé par Pékin. La dynamique lancée par la Chine en 2017 a été prolongée lors du sommet des BRICS de juillet 2018 par l'Afrique du Sud qui a invité l'Égypte à se joindre aux travaux du groupement dans le cadre de l'arrangement BRICS + proposé par Pékin.

H. Le décollage étonnamment lent du commerce bilatéral

Parallèlement à tous ces développements, le commerce bilatéral sino-égyptien a continué de croître avant de se tasser un peu, ce qui paraît quelque peu surprenant. Il passe de 9,2 milliards USD en 2013 (soit +10 % par rapport à 2012[327]) à 11,6 milliards USD en 2014 (soit +13,8% par rapport à 2013)[328], la Chine devenant le premier partenaire commercial individuel de l'Égypte [329] et cette dernière le troisième plus important partenaire commercial de la RPC sur le continent africain.

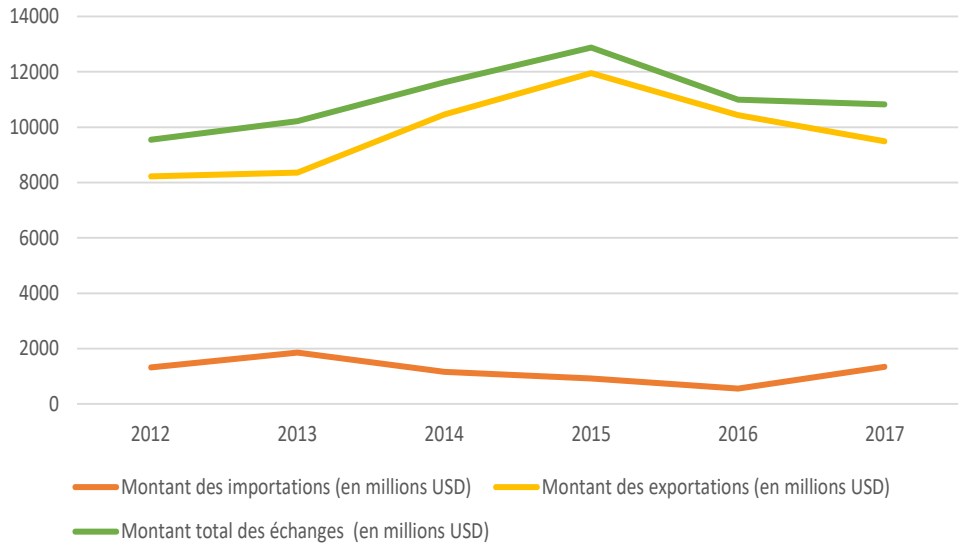
---

323. Voir Thomas Ambrosio, « Catching the 'Shanghai Spirit': How the Shanghai Cooperation Organization Promotes Authoritarian Norms in Central Asia », *Europe-Asia Studies*, vol. 60, n° 8, octobre 2008, p. 1321–1344 et Lewis, David, « Who's Socialising Whom ? Regional Organisations and Contested Norms in Central Asia », *Europe-Asia Studies*, vol. 64, n° 7, septembre 2012, p. 1219–1237.
324. « Egypt hails BRICS Plus initiative », *Africa News*, 2 septembre 2017.
325. Yawen Chen, Michael Martina, « Xi urges BRICS grouping to push for more 'just' international order », *Reuters*, 5 septembre 2017.
326. Oliver Stuenkel, *Post-Western World: How Emerging Powers Are Remaking Global Order*, Cambridge, UK, Polity Press, x-251 p.
327. « China-Egypt investments hit 10 billion dollars in 2013: Ambassador », *The Cairo Post*, 3 février 2014.
328. FMI, *Direction of Trade Statistics Yearbook 2015*, Washington DC, octobre 2015, p. 229.
329. « Minister says China is Egypt's top trade partner in 2014 - report », *SeeNews China*, 17 décembre 2014.

En 2016, malgré une réduction des échanges pour la première fois depuis 2010, la Chine restait le plus grand partenaire commercial individuel de l'Égypte avec, selon les chiffres des statistiques chinoises, un volume d'échanges de 11,3 milliards USD (soit -12,03 % par rapport à 2015). L'Égypte occupait la 47e place parmi les partenaires commerciaux de la Chine dans le monde et la 3e place en Afrique. En 2017, selon les statistiques des douanes chinoises, le commerce bilatéral s'est élevé à 10,9 milliards USD (soit -4,05 % par rapport à 2016). La Chine a exporté 9,5 milliards USD vers l'Égypte (soit - 11,52 % par rapport à l'année précédente) et elle a importé 1,3 milliards USD de produits égyptiens, soit une augmentation de 142,59 %[330]. Mais en dépit de l'importance des relations commerciales sino-égyptiennes, l'Union européenne restait en 2017 le partenaire n° 1 du Caire avec des échanges totaux de 22,6 milliards d'euros, soit 29,7 % du total des échanges de l'Égypte selon les chiffres publiés par la Commission. Il n'empêche que, symbole de la croissance des relations commerciales, Le Caire a adopté le Yuan dans le panier de devises de sa Banque centrale.

Graphique 2 : Le commerce de la Chine avec l'Égypte, 2012-2017

Source : Graphique réalisé par les auteurs sur la base des chiffres disponibles sur la UN Comtrade Database (2018).



330. Cité dans Aijí shīguǎn jīngshāng chǔ (Bureau des affaires économiques de l'ambassade de Chine en Égypte), « *2017 nián 12 yuè Zhōngguó duì Aijí chūkǒu zēngzhǎng 13.92 %, jìnkǒu zēngzhǎng 28,67 %* », 31 janvier 2018 (en chinois).

Ces évolutions ne gomment toutefois pas une difficulté structurelle, à savoir que le commerce en marchandises avec Pékin reste très déficitaire pour Le Caire (soit 8,205 milliards USD en 2017 selon les statistiques des douanes chinoises) même s'il tend toutefois à diminuer (-19,78% par rapport à 2016). La partie égyptienne continue à diversifier ses exportations vers le marché chinois avec de nombreux nouveaux articles, dont le lin et l'ammoniac en 2017[331]. Un autre créneau porteur est celui des produits frais. En effet, grâce à la demande vigoureuse du marché chinois pour des fruits de qualité, la Chine est devenue une destination importante pour certaines productions agricoles égyptiennes, notamment les agrumes (oranges, pamplemousses, citrons, mandarines). Ainsi, les exportations d'agrumes égyptiens vers la Chine ont été multipliées par 90 entre 2007, date des premiers flux, et 2016. Le Caire s'est hissé en quelques années à la troisième place parmi les fournisseurs d'oranges en Chine derrière l'Afrique du Sud et les États-Unis[332]. D'autres productions agricoles pourraient suivre. De fait, la demande toujours croissante de la Chine en produits frais est considérée comme une opportunité par les économistes égyptiens. Le Caire souhaite donc étendre les exportations vers le marché chinois au-delà des agrumes et des raisins, dont l'exportation a débuté en 2016.

Si l'augmentation de ces exportations qui nécessitent l'emploi de davantage de main d'œuvre agricole locale est une bonne nouvelle pour le pouvoir égyptien, l'essor de ce type de productions peut toutefois créer des difficultés nouvelles dans un pays déjà confronté à une pénurie d'eau sévère[333]. Ce n'est donc probablement pas de là que pourrait venir le rééquilibrage du commerce bilatéral qui reste encore nettement déséquilibré en faveur de la RPC. Les exportations égyptiennes à destination du marché chinois ont certes augmenté en 2017 et se sont diversifiées, mais elles restent volatiles et l'écart encore très important au détriment de l'Égypte. Par ailleurs, alors que ce pays exporte essentiellement des matières premières vers la Chine, Pékin exporte lui sur le marché égyptien des produits à plus forte valeur ajoutée. Les termes de l'échange sont donc inégaux. De plus, les produits chinois concurrencent fortement des productions égyptiennes. En effet, une partie de l'industrie égyptienne est soumise à rude concurrence par des importations chinoises à faible coût. Le déficit chronique de la balance commerciale de l'Égypte dans ses rapports avec la Chine doit donc être surveillé[334].

331. Voir Ministry of Trade and Industry, « Egypt exports to China surge 60 percent in 2017 », 9 mars 2018.

332. « Citrus farms prosper in Egypt as country becomes 3rd largest orange exporter to China », *Xinhua*, 1er février 2018.

333. « Adapting to water shortages, Egypt reduces rice cultivation », *The Arab Weekly*, 11 mars 2018.

334. Un déficit de la balance commerciale est un phénomène qui n'est pas forcément négatif contrairement à une idée répandue. Mais il peut créer des problèmes. Voir sur cette question complexe Martin Anota, « Pourquoi il ne faut pas être obnubilé par le déficit commercial », *Alternatives économiques*, 12 mai 2018. L'analyse de cette question particulière demanderait une étude spécifique que nous ne pouvons mener ici.

Bonne nouvelle cependant pour Le Caire, le nombre de touristes chinois est en augmentation constante avec 287 000 visiteurs (+ 60% par rapport à 2016) sur un total d'environ 8 millions en 2017[335]. Le potentiel demeure loin d'être efficacement exploité, puisqu'en 2017, ce ne sont pas moins de 127 millions de Chinois qui ont voyagé dans le monde[336]. L'Égypte espère accueillir jusqu'à 1 million de ces touristes dans les années à venir[337]. Ces espoirs s'adossent notamment sur l'approfondissement de la coopération dans le domaine de la culture. 2016 a été l'année de la culture chinoise en Égypte et vice-versa avec plus de 40 activités organisées de part et d'autre. Outre le côté marketing commercial, Pékin y voit aussi une façon d'étendre son *soft power* en Égypte en jouant de la culture chinoise et des réalisations de la RPC en termes de modernisation[338].

335. Mohamad Mustafa, « نموا فى الصادرات المصرية لـ"بكين" العام الماضى 300 % », *Al borsa*, 14 mars 2018.
336. Voir Travel China Guide, *2017 China Tourism Facts & Figures*, *https://www.travelchinaguide.com/tourism/2017statistics/* (consulté en décembre 2018).
337. Al-Masry Al-Youm, « Egypt plans to attract one million Chinese tourists in 2018 », *Egypt Independent*, 16 août 2017.
338. Voir détails des activités sur le site web *China-Egypt Cultural Year 2016*, *http://en.chinaculture.org/EgyptCulturalYear2016.html.*

CONCLUSION

Si leurs relations bilatérales ont commencé par être erratiques du fait de leurs intérêts nationaux et alliances internationales divergents dans les premières décennies de la Guerre froide, la République populaire de Chine et la République arabe d'Égypte se retrouvent depuis la fin des années 1970 sur une trajectoire de rapprochement politique et économique constante. Graduel, ce processus s'est renforcé au gré des évolutions internes aux deux pays et des transformations induites au niveau de leurs ambitions externes : la montée en puissance économique de la Chine et sa quête de nouveaux marchés qui rencontre les besoins en investissements égyptiens en sont illustratifs. Les transformations du contexte international sont également des aiguillons non négligeables, à l'instar de la crise financière mondiale, qui secoue notamment les économies occidentales et ouvre ainsi la voie à une plus grande assertivité, et donc attractivité, chinoise.

Au début des années 2010, le « Printemps égyptien », tout comme les autres « Printemps arabes », démontre non seulement l'importance des enjeux économiques mais également la complexité des transitions politiques et les difficultés à rencontrer les normes promues par les puissances occidentales et les institutions qui en émanent. Même s'il ouvre une période d'instabilité en Égypte, ce développement s'avère être le catalyseur d'un rapprochement exponentiel entre ce pays et la Chine. Le cheminement qui a été retracé dans la dernière section de cette étude permet d'en prendre la pleine mesure.

Même s'il faut faire la part entre des évolutions tangibles et des annonces et promesses qui restent encore à réaliser, les relations bilatérales sino-égyptiennes se sont significativement étoffées et accélérées dans les toutes dernières années. Cette réalité contraste grandement avec le coup de froid que la répression exercée par le régime d'al-Sisi à l'encontre des Frères musulmans et de toute contestation a initialement entraîné dans les relations de l'Égypte avec Américains et Européens. Les positions des Occidentaux sont apparues ambiguës et louvoyantes, à l'instar des atermoiements américains pour qualifier la destitution de Morsi de « coup d'État » ou pour suspendre en partie — puis reprendre — les aides à l'armée égyptienne. Autrement dit, les turbulences en Égypte ont offert à la Chine une opportunité de démontrer la cohérence d'une politique étrangère fondée sur des principes stables tels que la non-ingérence ou la « neutralité » par rapport au régime politique, au détriment des Occidentaux contraints à un exercice d'équilibrisme, souvent peu convaincant, entre realpolitik et valeurs prônées.

Par le biais des échanges politiques à haut niveau — le président égyptien s'est rendu au total quatre fois en Chine en trois ans —, du commerce, des investissements, des facilités financières, des transferts technologiques ainsi que des liens culturels, militaires et sécuritaires, pour ne citer que quelques domaines, les rapports entre l'Égypte, un des pays les plus importants sur les échiquiers moyen-oriental et africain, et la puissance émergente chinoise attestent d'une convergence des intérêts tant économiques que politiques.

Le président al-Sisi en déplacement à Pékin en septembre 2018 à l'occasion du sommet sino-africain n'a d'ailleurs pas manqué de saluer ce « *partenariat stratégique global* » qui lie désormais les deux partenaires, mais aussi « *l'unité de but et la confiance mutuelle* » qu'ils partagent[339]. On peut même aller plus loin et évoquer une convergence, voire une vision partagée des deux régimes en faveur de la constitution d'un ordre international « parallèle », voire alternatif, et en tout cas multipolaire et moins occidentalo-centré, comme semble le démontrer l'intérêt croissant du président égyptien à s'associer aux dynamiques multilatérales porteuses d'une telle vision promues par Pékin (OCS, BRICS, BRICS+, AIIB, BRI).

Dans l'espace moyen-oriental captif depuis plus de deux siècles de l'hégémonie occidentale — européenne d'abord, américaine ensuite —, cette ouverture tous azimuts de l'Égypte à la Chine n'est pas anodine. Elle est le gage, pour Pékin, d'un renforcement de ses opportunités économiques et de son influence politique dans ce qui a été pendant plusieurs décennies la chasse gardée de Washington. Non pas que le rapprochement sino-égyptien se fasse directement au détriment de ce dernier en une sorte de jeu à somme nulle, mais ce que Pékin offre aujourd'hui au Caire permet à ce dernier d'étendre ses marges de manœuvre, de diversifier ses appuis et de dépendre moins étroitement de ses partenariats traditionnels (Américain, Européens ou monarchies du Golfe).

La symbolique de l'engagement actuel de Pékin sur le plan économique alors que la situation politique égyptienne reste troublée est à cet égard essentielle. Même s'il connaît d'importantes limitations — comme le déséquilibre des échanges, la faiblesse relative des investissements réels chinois en Égypte, voire un certain mécontentement de l'opinion publique égyptienne en raison des effets sur les industries locales —, cet engagement offre à la RPC, outre des bénéfices économiques, des gains politiques. Il lui permet en effet de prouver que, lorsque Le Caire est dans le besoin, Pékin s'avère être un ami qui, loin de fuir comme d'autres investisseurs, déploie une vision à long terme, comme la BRI est d'ailleurs venue le rappeler. Couplée au caractère stratégique de l'assistance chinoise en termes de transfert de technologie, cette approche permet à la Chine d'accroître son influence de manière décisive et, au-delà, de se constituer en Égypte un capital politique qui pourrait être utile pour l'avenir. Ceci est d'autant plus important que les crises, qui se sont multipliées au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans la région du Sahel-Sahara depuis le début des « Printemps arabes », tendent à rebattre les cartes géopolitiques. À cela s'ajoutent les opportunités apportées par une diplomatie russe plus assertive sur des échiquiers tels que celui de Syrie ou de Libye, et une politique étrangère américaine quelque peu erratique, grevée par les humeurs imprévisibles, l'approche unilatérale et la tendance au repli — voire la tentation de l'isolationnisme — de l'administration Trump.

Bruxelles, janvier 2019.

339. Au-delà des mots, ce déplacement a à nouveau été l'occasion de signer des accords de coopération (qualité industrielle, prêt, lancement d'un projet de ligne ferroviaire financée par la Chine, fabrication d'un satellite égyptien…). Voir « Al-Sisi, Xi Jinping sign five cooperation agreements between Egypt, China », *Daily News Egypt*, 2 septembre 2018 et Al-Masry Al-Youm, « Sisi praises 'unity of purpose and mutual trust' in China summit », *Egypt Independent*, 5 septembre 2018.

LES RAPPORTS DU GRIP

2016/5 **Le Japon, nouvel exportateur d'armements : histoire, régulations et perspectives stratégiques** Bruno Hellendorff, 48 p., 8 €

2016/6 **Résumé du SIPRI Yearbook 2016 - Armements, désarmement et sécurité internationale** Traduction GRIP, 32 p., gratuit

2016/7 **Rapport de forces au Haut-Karabakh Frictions, dissuasion et risque de déflagration**, Léo Gehin, 36 p., 6 €

2016/8 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes. Compendium 2016**, Luc Mampaey et Christophe Stiernon, 51 p. , 8 €

2016/9 **Crise nord-coréenne : diplomatie, menace nucléaire et défense antimissile,** Bruno Hellendorff et Thierry Kellner, 44 p. , 8 €

2016/10 **RDC : les enjeux du redécoupage territorial**. **Décentralisation, équilibres des pouvoirs, calculs électoraux et risques sécuritaires,** Michel Luntumbue, 28 p., 6€

2017/1 **Défense européenne : l'enjeu de la coopération structurée permanente,** Frédéric Mauro, 52 p, 8€

2017/1 **PESCO : European defence's last frontier**, Frédéric Mauro, 52 p., 8€

2017/2 **RDC : enjeux et portraits autour d'un enlisement électoral**, collectif, 64 p., 8€

2017/3 **Bosnie-Herzégovine, 25 ans plus tard, de la guerre à une difficile réconciliation**, Georges Berghezan, 60 p., 8€

2017/4 **Traité sur le commerce des armes**, **Le point sur les discussions et la mise en oeuvre par les États**, Léo Gehin et Cédric Poitevin, 28 p., 6€

2017/5 **Fonds européen de la défense - l'UE au secours de l'industrie**, Federico Santopinto, 32 p., 6€

2017/6 **Le remplacement des F-16 belges - Processus et enjeux**, Denis Jacqmin, 48 p., 8€

2017/7 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes - Compendium 2017**, SIPRI/GRIP, 52 p., 8€

2017/8 **Résumé du SIPRI Yearbook 2017 - Armements, désarmement et sécurité internationale**, Traduction GRIP, 28 p., gratuit.

2017/9 **La Turquie après le putsch manqué : reconfiguration accélérée de l'exercice du pouvoir,** Léo Géhin, 40 p., 6 €

2017/10 **La guerre oubliée du Yémen : impasse militaire, casse-tête politique et catastrophe humanitaire**, Lauriane Héau et Christophe Stiernon, 40 p., 8 €

2018/1 **Autonomie stratégique : le nouveau graal de la défense européenne**, Frédéric Mauro, 36 p., 6 €

2018/2 **L'industrie de défense ukrainienne : un pied en URSS, l''autre dans l'OTAN**, Denis Jacqmin, 36 p., 6 €

2018/3 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes. Compendium 2018**, Luc Mampaey, 52 p. , 8 €

2018/4 **Résumé du SIPRI Yearbook 2018 - Armements, désarmement et sécurité internationale** Traduction GRIP, 32 p., gratuit

2018/5 **Le Brexit et la défense européenne**, Federico Santopinto,52 p., 8 €

2018/6 **Exportations d'armes au Maghreb : Quelle conformité avec la position commune?**, Maria Camello, 36 p., 6 €

Abonnez-vous en quelques clics aux « Rapports du GRIP » : www.grip.org
10 numéros par an pour 70 € (frais de port inclus)

LA CHINE ET L'ÉGYPTE APRÈS LE « PRINTEMPS ARABE » : COMBLER LE VIDE ?

Depuis le début de la décennie 2010, les pays du Moyen-Orient (MO) se trouvent confrontés à une série de crises qui tendent à se régionaliser et s'internationaliser. Pour y faire face, les acteurs locaux cherchent à diversifier, voire à réviser leurs alliances internationales traditionnelles. Coïncidant avec un activisme diplomatique et économique plus affirmé de la part de pays émergents, cette évolution ouvre des opportunités croisées nouvelles. C'est le cas pour la Chine qui a significativement accru sa présence partout au MO depuis près d'une décennie, et singulièrement en Égypte.

Si jusque dans les années 1990, le MO ne faisait pas partie des priorités chinoises, Pékin n'en était cependant pas absent. De fait, dès les années 1950, la République populaire de Chine a développé des intérêts et des liens avec certains acteurs, parmi lesquels, un des plus importants, l'Égypte. Initialement fort dépendantes des aléas de la Guerre froide, ces relations ont connu une évolution substantielle à partir de la fin de la décennie 1970 avant de s'intensifier sous la présidence d'Hosni Moubarak.

Le « printemps égyptien » de 2011, loin de remettre en cause les rapports établis entre Pékin et Le Caire, a au contraire permis une nouvelle accélération et un approfondissement de leurs relations. Sous la présidence d'Abdel Fattah al-Sissi, alors que Pékin a mis en avant dans sa politique étrangère l'initiative *Belt and Road* dont l'Égypte est partie prenante, les deux pays ont conclu un « partenariat stratégique complet », lequel ouvre la voie à de nouvelles perspectives tout azimut.

Ce rapport offre pour la première fois une analyse détaillée de l'évolution des relations complexes entre la Chine et l'Égypte des années 1950 à aujourd'hui, avec une attention particulière portée sur l'évolution des rapports bilatéraux depuis 2011. Au-delà, l'analyse permet d'appréhender comment cette évolution participe d'une plus grande multi-polarisation de la scène internationale.



Elena Aoun est professeure et chercheure en relations internationales à l'Université catholique de Louvain et membre du CECRI et du GERMAC. Titulaire d'un doctorat en Études politiques de Sciences Po Paris (2007), elle est notamment impliquée dans un projet ARC intitulé : « *Resistance to international prescriptions and injunctions in Africa and the Middle East today* ». Elle collabore également entre autres avec Thierry Kellner sur les stratégies des puissances émergentes à l'égard du Moyen-Orient.



Thierry Kellner est Docteur en relations internationales de l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève ; maître de conférence à l'ULB, chercheur associé à plusieurs centres de recherches de l'ULB (REPI, EASt, CECID, OMAM, IEE) ainsi qu'au GRIP. Il est l'auteur de nombreuses études portant entre autres sur la politique étrangère de la Chine, la géopolitique de l'Asie centrale, le golfe Persique, l'histoire et la politique asiatique de l'Iran.

GRIP

LES RAPPORTS DU GRIP
2018/7

ISBN978-2-87291-140-0
9 782872 911400